



Nations Unies

Le multilinguisme dans le système des Nations Unies

Rapport du Corps commun d'inspection

Établi par Nikolay Lozinskiy

Merci de recycler 



Le multilinguisme dans le système des Nations Unies

Rapport du Corps commun d'inspection

Établi par Nikolay Lozinskiy



Nations Unies • Genève, 2020

Équipe de projet

Nikolay Lozinskiy, Inspecteur

Alexandra Samoulada, Spécialiste de l'inspection et de l'évaluation

Byambaa Nemehjargal, Assistante de recherche

Anaïs Dejameau, Stagiaire

Caterina Irdi, Stagiaire

Résumé analytique

Le multilinguisme dans le système des Nations Unies

JIU/REP/2020/6

Introduction

Faisant suite à une proposition du Secrétariat de l'ONU, le Corps commun d'inspection (CCI) a inscrit à son programme de travail pour 2019 un examen du multilinguisme dans le système des Nations Unies. L'importance du multilinguisme dans la réalisation des objectifs énoncés à l'Article 1 de la Charte des Nations Unies et sa contribution aux trois piliers de la mission de l'Organisation – paix et sécurité internationales, développement et droits de l'homme – sont depuis toujours mises en avant. Partie intégrante de l'ADN de l'ONU, le multilinguisme est un atout pour toutes les entités des Nations Unies et une responsabilité partagée.

Contexte et objectif de l'examen

Le multilinguisme reste essentiel aux communications multilatérales. Il garantit que les décisions prises par les organes intergouvernementaux sont comprises, respectées, mises en œuvre et acceptées par celles et ceux au service desquels œuvrent les organisations. Grâce au multilinguisme, le système des Nations Unies maintient des contacts partout dans le monde avec les populations les plus vulnérables, amène les parties à des conflits à la table de négociation, fournit l'aide humanitaire, fait face aux risques de catastrophe, encourage un plus large respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et contribue à une meilleure compréhension des principes de dignité et de justice pour tous. Le multilinguisme témoigne de la volonté du système des Nations Unies de faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030, car il est un outil indispensable à la réalisation des 17 objectifs de développement durable.

Le présent rapport vise à examiner la situation du multilinguisme dans l'ensemble des entités des Nations Unies en passant en revue : a) les stratégies, politiques, pratiques et mécanismes mis en place en application des résolutions ou décisions sur le multilinguisme adoptées par les organes délibérants ou directeurs des organisations participantes ; b) les mesures destinées à inciter le personnel à promouvoir et renforcer le multilinguisme ; c) les possibilités de recourir davantage aux ressources externes et aux partenariats avec des universités, le secteur privé et la société civile et de tirer plus largement parti, lorsque cela convient, des technologies linguistiques de l'ère numérique (entre autres pour les activités de communication et d'information, y compris par l'intermédiaire des médias sociaux et des sites Web, ainsi que pour la gestion des conférences, l'interprétation, la traduction, les publications et la formation) ; et d) la pertinence et l'état d'application des recommandations antérieures du CCI sur le multilinguisme.

Principales constatations et conclusions

Absence d'une perspective globale développée dans un cadre stratégique et des plans d'action connexes

Dans son rapport de 2011 sur le multilinguisme, le CCI a formulé deux recommandations dans lesquelles il invitait les chefs de secrétariat à « formuler des stratégies » et à proposer des « plans d'action stratégiques pour l'application effective du multilinguisme » dans leurs entités. Or, la présente étude a permis de constater que – près de dix ans plus tard – la plupart des secrétariats des entités des Nations Unies n'avaient pas encore appliqué ces recommandations et n'avaient ni formulé de stratégies ni proposé de plans d'action stratégiques pertinents. La plupart des organisations participantes ne s'appuient donc pas à l'heure actuelle sur un cadre stratégique qui assurerait l'utilisation équitable des différentes langues et le respect du multilinguisme dans l'ensemble de leurs activités et fournirait des orientations à cet effet (voir annexe IV).

Dans son rapport de 2011 sur le multilinguisme, le CCI a déjà recommandé que les chefs de secrétariat nomment des « hauts fonctionnaires » en qualité de coordonnateurs/coordonnatrices pour le multilinguisme, qui seraient chargés d'œuvrer en faveur du multilinguisme avec l'aide d'un réseau de référent(e)s dans leur organisation. Étant donné que les chefs de secrétariat n'ont pas pris en compte tous les éléments requis pour la pleine application de cette recommandation, les conditions de la nomination des coordonnateurs/coordonnatrices pour le multilinguisme et leurs responsabilités devraient être réexaminées par les organisations participantes.

Respect effectif du multilinguisme dans les organisations

L'Organisation des Nations Unies et la mission dont elle est investie revêtent par essence un caractère universel. Le multilinguisme est le principal instrument de gouvernance de l'Organisation, mais aussi son principal instrument de communication avec les populations de ses États Membres. Aux termes des textes fondateurs des entités des Nations Unies, les membres de leur personnel doivent incarner le caractère universel de la Charte des Nations Unies, grâce à des aptitudes linguistiques leur permettant de maîtriser plus d'une des langues officielles et de travail. Le multilinguisme sert la cause de l'ONU dans son action en faveur du maintien de la paix et de la sécurité et de la promotion des droits de l'homme et de l'état de droit ainsi que dans les activités opérationnelles pour le développement durable. Dans le domaine du développement, en particulier, alors qu'il ne reste qu'une décennie pour réaliser les objectifs de développement durable et le Programme 2030, il importe que les entités des Nations Unies communiquent dans les langues des populations sur le terrain, y compris les langues locales, afin que nul ne soit laissé de côté.

Conformément aux règles administratives en vigueur, les fonctionnaires de certains secrétariats doivent être au moins bilingues, c'est-à-dire à même de communiquer couramment dans au moins deux langues des organisations concernées. Seules quelques organisations participantes ont des secrétariats officiellement monolingues et n'imposent aucune obligation en la matière (voir annexe I). L'examen a permis de constater que les entités des Nations Unies n'appliquaient les règles pertinentes ni au stade du recrutement ni dans les procédures de promotion du personnel.

Lenteur des progrès à l'échelle du système dans les initiatives de soutien au multilinguisme en tant que valeur fondamentale

Jusqu'en 2017, le Secrétaire général n'a fait part d'aucun progrès concernant la demande que l'Assemblée générale lui a fait expressément adressée en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), à savoir favoriser « une approche globale et coordonnée du multilinguisme dans le système des Nations Unies », et aucune mesure n'avait encore été prise en réponse aux recommandations formulées à ce sujet par le CCI en 2011.

En décembre 2018, le Secrétaire général a nommé la Secrétaire générale adjointe chargée du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences Coordonnatrice pour le multilinguisme à l'ONU et l'a chargée de lancer et de piloter un dialogue sur le multilinguisme à l'échelle du système entre les organismes membres du CCS.

Pour une optique prospective

La présente étude a confirmé qu'une approche cohérente du multilinguisme faisait toujours défaut, comme en témoignaient divers éléments, depuis l'absence d'une définition commune des termes « langue officielle » et « langue de travail » dans le système des Nations Unies jusqu'au manque à la fois d'un cadre stratégique pour le multilinguisme dans les organisations participantes et d'une analyse systémique de la question. Le moment est venu d'harmoniser cette terminologie à l'échelle du système et de l'examiner dans le cadre du CCS, en même temps que d'autres aspects du multilinguisme.

Compte tenu des observations qui précèdent, et sur la base d'une étude approfondie de la situation actuelle dans les entités des Nations Unies, le présent rapport présente sept recommandations formelles pour action. Parmi ces recommandations, trois sont adressées aux organes délibérants ou directeurs de toutes les organisations participantes, trois à leurs chefs de secrétariat et une seule au Secrétaire général de l'ONU. L'application rapide et efficace des quatre recommandations adressées aux chefs de secrétariat (y compris la dernière adressée uniquement au Secrétaire général) sera grandement facilitée si les organes délibérants ou directeurs lui apportent explicitement leur soutien et assurent un suivi auprès des chefs de secrétariat.

Recommandations

Recommandation 1

Les organes délibérants ou directeurs des entités des Nations Unies devraient demander à leurs chefs de secrétariat d'élaborer, si cela n'a pas encore été fait, un cadre stratégique pour le multilinguisme assorti de directives administratives et opérationnelles pour sa mise en œuvre, et de soumettre ce cadre et ces directives pour adoption avant la fin de 2022.

Recommandation 2

Les organes délibérants ou directeurs des entités des Nations Unies devraient demander à leurs chefs de secrétariat de nommer d'ici à la fin de 2022, si cela n'a pas encore été fait, un haut responsable comme coordonnateur/coordonnatrice ou référent(e) pour le multilinguisme, en précisant clairement ses responsabilités et les pouvoirs qui lui sont délégués pour la coordination de la mise en œuvre du cadre stratégique dans leur entité.

Recommandation 3

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait devraient, d'ici à la fin de 2022, soit améliorer les politiques déjà mises en place pour attirer de nouveaux traducteurs et interprètes et fidéliser le personnel talentueux et qualifié des services linguistiques, soit introduire des politiques à cet effet, y compris en élaborant des plans d'organisation de la relève qui précisent les langues et combinaisons de langues requises ainsi qu'en développant les programmes de promotion externe.

Recommandation 4

Les organes délibérants ou directeurs des entités des Nations Unies devraient demander à leurs chefs de secrétariat d'adopter d'ici à la fin de 2022, si cela n'a pas encore été fait, des politiques de formation qui encouragent les fonctionnaires à se perfectionner en permanence et à renforcer leurs aptitudes dans les langues officielles de l'entité ainsi que, le cas échéant, dans d'autres langues, et d'assurer un financement suffisant à cet effet.

Recommandation 5

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient demander au Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) de créer un groupe de travail chargé d'élaborer pour adoption, d'ici à la fin de 2022, un cadre du système des Nations Unies pour l'enseignement, l'apprentissage, l'évaluation et la certification dans les six langues officielles de l'ONU, qui pourrait notamment s'appuyer sur les résultats des travaux déjà entrepris par le Secrétariat de l'ONU dans ce domaine.

Recommandation 6

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies, en leur qualité de membres du Conseil des chefs de secrétariat, devraient charger le Comité de haut niveau sur la gestion d'élaborer une approche globale et coordonnée du multilinguisme en tant que valeur fondamentale du système des Nations Unies.

Recommandation 7

Le Secrétaire général de l'ONU devrait envisager de demander aux coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s, qui le représentent au niveau des pays et dirigent les équipes de pays des Nations Unies, de planifier des actions de sensibilisation, telles que des événements liés aux langues ou d'autres manifestations sur la promotion du multilinguisme en tant qu'expression de la diversité et vecteur de la mise en œuvre des objectifs de développement durable au cours de la dernière décennie du Programme 2030.

Les recommandations formelles sont complétées par six recommandations informelles ou « souples », libellées en caractères gras dans le corps du document, qui représentent des suggestions supplémentaires adressées aux organes délibérants et aux chefs de secrétariat pour qu'ils améliorent plus avant la situation du multilinguisme dans leurs entités et dans l'ensemble du système. Les recommandations souples se trouvent aux paragraphes 83, 123, 135, 185, 188 et 194.

Ces recommandations indiquent les mesures à prendre en réponse aux besoins suivants, qui ressortent de l'étude :

- Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient passer en revue les technologies linguistiques mises au point en interne, les intégrer dans les systèmes et outils informatiques de leur secrétariat et adopter une démarche globale dans ce domaine (par. 83).
- Les chefs de secrétariat devraient revoir le modèle de leadership du système des Nations Unies pour y inclure des aptitudes linguistiques à exiger lors de la sélection des hauts responsables, lesquelles devraient figurer notamment dans le profil et la définition d'emploi des coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s (par. 123).
- Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient prévoir dans leurs politiques de gestion des ressources humaines les mesures nécessaires au développement d'un personnel multilingue, en commençant dès le stade du recrutement et en soutenant les fonctionnaires tout au long de leur période de service, y compris par la valorisation des aptitudes linguistiques dans leur parcours professionnel et dans le cadre du système d'évaluation des compétences, de notation et de promotion (par. 135).
- Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient œuvrer en faveur du multilinguisme dans les communications et le partage des connaissances, en mettant l'accent sur le contenu multilingue des sites Web officiels et des comptes de médias sociaux dans le monde entier (par. 185).
- Les chefs de secrétariat devraient suivre l'exemple du Secrétariat de l'ONU et promouvoir des manifestations liées aux langues, en se joignant à lui pour célébrer les journées des langues ou en lançant de telles activités au niveau national en coopération et en partenariat avec d'autres organismes et représentations des États membres (par. 188).
- Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient examiner la question d'une définition commune des termes « langue officielle » et « langue de travail » dans le cadre du Comité de haut niveau sur la gestion du CCS et, si nécessaire, soumettre des propositions à ce sujet pour adoption par les organes délibérants ou directeurs de leur entité (par. 194).

Certaines de ces recommandations souples invitent les chefs de secrétariat à prendre ou à appuyer au niveau du CCS des initiatives à l'échelle du système.

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé analytique.....	iii
Abréviations.....	ix
I. Introduction.....	1
A. Contexte.....	1
B. Portée et objectif.....	2
C. Contraintes et problèmes.....	2
D. Définitions.....	3
E. État de l'application des recommandations du Corps commun d'inspection.....	3
F. Méthodologie.....	4
II. Cadre défini par les organes délibérants ou directeurs.....	6
A. Mandats.....	6
B. Documents directifs : cadres stratégiques et plans d'action et politiques s'y rapportant.....	7
C. Coordonnateurs/coordonnatrices et personnes référentes.....	9
III. Le multilinguisme dans la gouvernance.....	14
A. Compétences pour l'exécution des mandats.....	14
B. Services linguistiques : rôle, performance et innovation.....	15
IV. Le multilinguisme dans les programmes et les opérations.....	27
A. Un personnel multilingue.....	27
B. Formation et évaluation et certification des connaissances linguistiques.....	32
C. Multilinguisme dans l'exécution des programmes et questions transversales.....	36
V. La coordination à l'échelle du système et les prochaines étapes.....	47
Annexes	
I. Langues officielles et langues de travail des organisations participantes en 2020 (eu égard aux définitions utilisées par le CCI pour les besoins du présent examen, présentées aux paragraphes 13 et 14).....	50
II. Règlement intérieur, mandat et autres documents sur les langues des organes directeurs et des organes subsidiaires des organisations participantes – situation en 2020.....	56
III. Utilisation des termes « langue officielle » et « langue de travail » dans les documents des organes directeurs et des organes subsidiaires des organisations participantes – situation en 2020.....	62
IV. Stratégies, politiques et autres instruments ou initiatives concernant le multilinguisme, tels que mentionnés dans les réponses des organisations participantes au questionnaire qui leur était adressé.....	68
V. État d'application des 15 recommandations formulées dans le rapport de 2011 sur le multilinguisme (JIU/REP/2011/4), tel qu'indiqué par les organisations participantes – situation en 2020.....	74
VI. Coordonnateurs/coordonnatrices et référent(e)s pour le multilinguisme dans les organisations participantes et au niveau du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination – situation au 15 juin 2020.....	76

VII.	Dates limites pour la présentation de la documentation d'avant session aux organes délibérants ou directeurs et aux organes subsidiaires des organisations participantes – situation en 2020.....	83
VIII.	Dates limites pour la présentation de rapports, enregistrements sonores, comptes rendus et autres documents aux organes délibérants ou directeurs des organisations participantes – situation en 2020.....	91
IX.	Outils linguistiques numériques utilisés par les services linguistiques des organisations participantes qui ont fourni des données à cet égard – situation en janvier 2020.....	100
X.	Universités ayant signé des accords ou participé à des projets avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Département de la communication globale.....	106
XI.	Programmes de formation linguistique dans les organisations participantes.....	112
XII.	Accords de partenariat entre le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et des associations internationales de professionnels des langues : l'Association internationale des interprètes de conférence (AIIC) et l'Association internationale des traducteurs de conférence (AITC).....	116
XII.	Aperçu des mesures à prendre par les organisations participantes pour donner suite aux recommandations du Corps commun d'inspection.....	118

Abréviations

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BIT	Bureau international du Travail
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
CCI	Corps commun d'inspection
CCS	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ITC	Centre du commerce international
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
ONUW	Office des Nations Unies à Vienne
OPS	Organisation panaméricaine de la Santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle

I. Introduction

A. Contexte

1. L'examen du multilinguisme dans le système des Nations Unies a été inscrit au programme de travail de 2019 du Corps commun d'inspection (CCI) pour donner suite à une proposition faite par le Secrétariat de l'ONU. Depuis la création de l'Organisation, l'importance du multilinguisme dans la réalisation des objectifs énoncés à l'Article 1 de la Charte des Nations Unies et sa contribution aux trois piliers de la mission de l'Organisation – paix et sécurité internationales, développement et droits de l'homme – ont toujours été mises en avant. Partie intégrante de l'ADN de l'ONU, le multilinguisme est un atout pour toutes les entités des Nations Unies et une responsabilité partagée.

2. La question du multilinguisme figure de façon récurrente à l'ordre du jour de nombreux organes délibérants et directeurs des entités des Nations Unies, y compris l'Assemblée générale des Nations Unies, où elle est examinée tous les deux ans depuis 1995. Dans deux examens antérieurs sur le multilinguisme¹, le CCI a indiqué que, malgré les nombreuses résolutions² et les appels répétés du Secrétaire général soulignant l'importance cruciale que les États Membres attachent au strict respect des règles établissant le régime linguistique des différents organes, la parité linguistique n'avait pas encore été atteinte et la préférence manifeste accordée à certaines langues par rapport à d'autres devait être éliminée.

3. En particulier, dans son examen de 2011 sur le multilinguisme, le CCI a mis l'accent sur les obstacles au plein respect du multilinguisme constatés de façon récurrente dans l'ensemble du système. Pour y remédier, les Inspecteurs ont souligné la nécessité, pour les entités des Nations Unies, d'adhérer plus strictement aux principes d'égalité des langues officielles et d'utilisation équitable des langues de travail au sein des secrétariats³. Ils ont conclu que les organes délibérants ou directeurs devraient prendre « des mesures audacieuses en instituant un juste équilibre entre la mise en œuvre effective du multilinguisme et l'allocation des ressources nécessaires »⁴.

4. L'Assemblée générale a invité le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), à appuyer « une approche globale et coordonnée du multilinguisme dans le système des Nations Unies »⁵. Dans ses dernières résolutions sur le multilinguisme, l'Assemblée a expressément relié cet appel aux recommandations en suspens du rapport du CCI sur le multilinguisme publié en 2011⁶. Le Secrétaire général a affirmé, pour sa part, à plusieurs reprises dans ses déclarations publiques que « le multilinguisme contribue à garantir l'efficacité de notre système multilatéral » en tant que valeur fondamentale et principe fondateur de l'ONU⁷.

5. Le multilinguisme reste essentiel aux communications multilatérales. Il garantit que les décisions prises par les organes intergouvernementaux sont comprises, respectées, mises en œuvre et acceptées par celles et ceux au service desquels œuvrent les organisations. Grâce au multilinguisme, le système des Nations Unies maintient des contacts partout dans le monde avec les populations les plus vulnérables, amène les parties à des conflits à la table de négociation, fournit l'aide humanitaire, fait face aux risques de catastrophe, encourage un plus large respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et contribue à une

¹ JIU/REP/2002/11 et JIU/REP/2011/4.

² Voir les résolutions de l'Assemblée générale (essentiellement biennales) sur www.un.org/dgacm/content/multilingualism-resources.

³ JIU/REP/2011/4, par. 197.

⁴ JIU/REP/2011/4, par. 199.

⁵ Résolutions 67/292, 69/324 et 71/328 de l'Assemblée générale.

⁶ JIU/REP/2011/4.

⁷ Voir « Le SG sur le multilinguisme – une valeur fondamentale de l'ONU », consultable à l'adresse suivante : <https://www.un.int/fr/news/le-sg-sur-le-multilinguisme-une-valeur-fondamentale-de-lonu>.

meilleure compréhension des principes de dignité et de justice pour tous⁸. Le multilinguisme témoigne de la volonté du système des Nations Unies de faire progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, car il est un outil indispensable à la réalisation des 17 objectifs de développement durable.

B. Portée et objectif

6. La présente étude dresse un état des lieux du multilinguisme au Secrétariat de l'ONU, dans les fonds et programmes, les institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Bien qu'elle vise à couvrir l'ensemble du système, le Secrétariat est sa cible principale, car il fournit des services linguistiques à plusieurs entités, y compris la plupart des fonds et programmes des Nations Unies (voir par. 64 pour plus d'informations).

7. L'objectif du présent rapport est d'examiner la situation du multilinguisme dans l'ensemble des entités des Nations Unies en passant en revue :

a) Les stratégies, politiques, pratiques et mécanismes mis en place en application des résolutions ou décisions sur le multilinguisme adoptées par les organes délibérants ou directeurs des organisations participantes ;

b) Les mesures destinées à inciter le personnel à promouvoir et renforcer le multilinguisme ;

c) Les possibilités de recourir davantage aux ressources externes et aux partenariats avec des universités, le secteur privé et la société civile et de tirer plus largement parti, lorsque c'est possible, des technologies linguistiques de l'ère numérique (entre autres pour les activités de communication et d'information, y compris par l'intermédiaire des comptes de médias sociaux et des sites Web, ainsi que pour la gestion des conférences, l'interprétation, la traduction, les publications et la formation) ;

d) La pertinence et l'état d'application des recommandations antérieures du CCI sur le multilinguisme.

8. L'examen vise également à mettre en évidence les enseignements tirés des actions menées en faveur du multilinguisme et les bonnes pratiques à reproduire dans l'ensemble du système des Nations Unies dans un cadre cohérent et axé sur les résultats, tout en renforçant la coordination et la coopération et en améliorant l'harmonisation, le cas échéant.

C. Contraintes et problèmes

9. Il n'a pas été possible de dresser un bilan complet des avantages pouvant être tirés du multilinguisme ou des besoins encore à satisfaire en la matière, car certaines organisations ont soumis des données partielles ou n'ont communiqué aucune donnée sur les budgets. D'autres n'ont pas non plus été en mesure de communiquer des données ventilées sur les dépenses et les investissements technologiques ni sur les économies ou autres améliorations réalisées grâce à ces investissements. Globalement, plusieurs organisations n'ont pas fourni l'ensemble des informations qualitatives demandées dans le questionnaire du CCI qui leur était adressé.

10. Étant donné que les rapports précédents du CCI ne contiennent pas de définition du terme « multilinguisme » ni des termes « langues officielles » ou « langues de travail », l'équipe d'examen, en réponse à une demande formulée expressément par la plupart de ses interlocuteurs au cours de l'examen, a établi des définitions de travail pour les besoins du présent rapport uniquement (voir section D ci-dessous).

⁸ Déclaration de la Chef de cabinet, M^{me} Maria Luiza Ribeiro Viotti, pour le dixième anniversaire de la fondation du Réseau des universités partenaires, célébré lors de la cinquième Conférence des universités partenaires, le 21 avril 2017.

D. Définitions

11. On entend généralement par multilinguisme l'aptitude des individus et des organisations à communiquer oralement et par écrit dans plusieurs langues.

12. Lors de la création de l'ONU, et de l'établissement de chacun des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies et de l'AIEA, les membres de ces entités ont désigné les langues appelées à devenir obligatoires pour assurer la bonne gouvernance de chaque organisation. Dans la plupart des entités des Nations Unies, un ensemble minimal de langues sont ainsi reconnues comme « langues officielles », tandis que des sous-ensembles de celles-ci sont désignés comme « langues de travail ». Toutefois, l'utilisation du terme « officiel » par opposition au terme « de travail » lorsqu'il s'agit de langues varie d'une organisation participante à l'autre et prête à confusion. Il n'existe aucune définition de ces termes dans les textes fondateurs des organisations participantes⁹.

13. Aux fins de la présente étude, le CCI considère comme « langues officielles » des entités des Nations Unies l'ensemble des langues choisies et reconnues par les États membres comme les principales langues de communication pour le processus de prise de décisions des organes délibérants ou directeurs des organisations, pour les échanges oraux et écrits entre les représentants des États membres ainsi que pour la documentation obligatoire convenue, les documents normatifs et de conférence et les publications qui sont adressées aux États membres eux-mêmes ainsi qu'à ceux et celles au service desquels œuvrent les organisations dans le monde entier.

14. De même, les « langues de travail » du système des Nations Unies sont considérées ici comme les langues officielles que chaque organisation utilise : a) pour les communications internes – tant orales qu'écrites – entre les fonctionnaires et les autres membres du personnel de son secrétariat dans leurs activités quotidiennes ; et b) entre les représentants des États membres, dans tous les cas où ils ne sont pas tenus par les règles ou pratiques d'utiliser les autres langues officielles. L'annexe I, qui présente en détail toutes les langues officielles et de travail des organisations participantes, montre que les langues de travail des organes délibérants ou directeurs des organisations peuvent différer des langues de travail de leurs secrétariats.

E. État de l'application des recommandations du Corps commun d'inspection

15. En 2011, le CCI a formulé 15 recommandations dans son rapport sur le multilinguisme¹⁰. Selon le système de suivi en ligne du CCI, les quatre recommandations qui étaient adressées aux organes délibérants ou directeurs des organisations, y compris la recommandation sur le financement du multilinguisme, ont été largement appliquées (recommandations 6, 8, 12 et 15). Les deux recommandations qui étaient adressées au CCS ont été déclarées non pertinentes – et donc non applicables – par les organisations participantes et aucune d'elles n'a été prise en compte à ce jour, ni individuellement ni collectivement, par leurs chefs de secrétariat (recommandations 2 et 10). La seule recommandation adressée uniquement au Secrétaire général a été pleinement appliquée (recommandation 13). Les huit autres recommandations adressées aux chefs de secrétariat des organisations participantes couvertes par l'examen ont été acceptées dans leur large majorité à quelques exceptions près (recommandations 1, 3, 4, 5, 7, 9, 11 et 14). Voir l'annexe V.

⁹ Par exemple, dans le cas du Secrétariat de l'ONU, aucune définition de ce type n'est fournie ni dans la circulaire ST/SGB/201 du 8 juillet 1983 ni sur la page Web officielle consacrée à la question, consultable à l'adresse suivante : www.un.org/fr/sections/about-un/official-languages/index.html.

¹⁰ ONUSIDA et ONU-Femmes n'étaient pas couverts par l'examen du CCI sur le multilinguisme de 2011.

F. Méthodologie

16. La présente étude sur le multilinguisme a été menée d'avril 2019 à mars 2020. Conformément aux normes, règles et directives du CCI et à ses procédures de travail internes, la méthode suivie pour établir le présent rapport a consisté à réaliser une étude approfondie sur dossier puis à analyser quantitativement et qualitativement les données tirées des documents reçus et collectés, des réponses aux questionnaires et des notes d'entretien, notamment en procédant à la triangulation et à la validation des informations obtenues.

17. Le questionnaire adressé par le CCI aux organisations participantes^{11, 12} a permis de recueillir l'avis de la plupart de ces dernières, y compris des multiples organes qui en dépendent. L'analyse des réponses fournies a été suivie de plus de 100 entretiens au siège des organisations à Genève, New York, Paris, Rome et Vienne ainsi que dans des lieux d'affectation hors siège (Bruxelles et Nicosie). Les entretiens ont été menés avec des fonctionnaires appartenant, entre autres, à des services de conférence et des services linguistiques, y compris des secrétariats d'organes délibérants ou directeurs ; des services de publication, d'information et de communication ; des services des ressources humaines ; et des programmes de formation linguistique.

18. L'équipe d'examen a assisté – à la fois en présentiel et à distance (en ligne) – à plusieurs conférences¹³ et événements linguistiques pertinents, tels que les célébrations de journées internationales, notamment celles consacrées aux langues ou aux méthodes de compréhension de celles-ci (qui permettent aux personnes handicapées d'utiliser une langue oralement ou par écrit). Certains des événements visés ont été organisés à l'occasion de la célébration en 2019 de l'Année internationale des langues autochtones¹⁴.

19. L'équipe d'examen a rencontré le personnel de certains établissements du réseau d'universités qui proposent des programmes d'études pour les professions linguistiques et ont conclu des accords bilatéraux avec des entités des Nations Unies pour des échanges et une assistance mutuelle¹⁵. Elle a aussi rencontré des universitaires et des professionnels des langues qui s'intéressent plus particulièrement à la promotion du multilinguisme à l'ONU¹⁶.

20. Des entretiens ont également été menés avec des responsables des principales institutions de l'Union européenne¹⁷ et d'autres organisations internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Des questions de suivi ont été envoyées après les entretiens à certaines entités. À l'exception de

¹¹ Le Centre du commerce international (ITC) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) n'ont pas participé à l'examen.

¹² Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) n'ont pas répondu au questionnaire du CCI.

¹³ À l'occasion du centenaire de la Société des Nations et de l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Université de Genève a organisé, début octobre 2019, une réunion internationale de deux jours accueillie par le BIT et intitulée « 100 Years of Conference Interpreting: Looking back and looking forward! » pour faire le point sur les réalisations les plus remarquables de l'interprétation de conférence par le passé et procéder à un examen critique des défis les plus importants à relever à l'avenir en matière de pratique, de recherche et de formation.

¹⁴ Voir la résolution 71/178 de l'Assemblée générale.

¹⁵ La Faculté de traduction et d'interprétation de l'Université de Genève, le Centre d'études en traduction juridique et institutionnelle (Transius), l'École supérieure d'interprètes et de traducteurs, qui est rattachée à l'Université Sorbonne Nouvelle ou Paris 3, et l'Institut de management et de communication interculturels de Paris.

¹⁶ Le Study Group on Language and the United Nations est un groupe indépendant d'universitaires et de professionnels des langues s'intéressant aux questions liées à l'utilisation internationale des langues. Le Groupe est basé aux États-Unis d'Amérique. Voir www.languageandtheun.org/index.html.

¹⁷ Commission européenne et Parlement européen.

la visite à Washington, des téléconférences ont été organisées pour réduire le plus possible le nombre de déplacements hors des sièges des organisations participantes.

21. L'équipe d'examen est également entrée en contact avec des groupes d'États membres et avec des États membres individuels dont les représentants interviennent souvent conjointement ou individuellement dans le cadre d'organes décisionnels ou d'autres mécanismes du système sur les questions du multilinguisme.

22. Les données et les opinions recueillies au moyen des réponses au questionnaire et des entretiens ont été exploitées dans le respect de la confidentialité qui caractérise généralement le travail du CCI. Les réponses sont essentiellement présentées sous forme agrégée dans le rapport et lorsque celui-ci fait usage de citations à titre d'illustration, la ou les sources ne sont jamais mentionnées.

23. En application de l'article 11 (2) du statut du CCI, une procédure interne d'examen par les pairs a été utilisée pour solliciter l'opinion collective des Inspecteurs avant la finalisation du rapport. Le projet de rapport a également été distribué aux organisations participantes pour la correction d'erreurs factuelles et des observations sur les constatations, conclusions et recommandations. Le rapport contient sept recommandations. Trois s'adressent aux organes délibérants ou directeurs des organisations participantes, y compris l'Assemblée générale des Nations Unies, et trois aux chefs de secrétariat. La dernière recommandation est adressée uniquement au Secrétaire général de l'ONU pour application au système des coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s.

24. Pour faciliter l'utilisation du rapport, l'application des recommandations qu'il contient et leur suivi, l'annexe XIII contient un tableau indiquant si le rapport a été soumis aux organisations compétentes pour suite à donner ou pour information. Le tableau précise si les recommandations nécessitent une action de l'organe délibérant ou du chef de secrétariat de l'organisation.

25. L'Inspecteur tient à remercier tous les fonctionnaires des entités des Nations Unies et les représentants d'autres organisations qui ont contribué à l'établissement du présent rapport, en particulier ceux qui ont participé aux entretiens et ont si volontiers partagé leurs connaissances et leur expertise.

II. Cadre défini par les organes délibérants ou directeurs

26. Du fait de la diversité linguistique des Membres de l'Organisation, le multilinguisme est inhérent à l'ONU. Les 193 États Membres et leurs populations parlent de nombreuses langues nationales différentes. Au niveau national, les États Membres peuvent être soit monolingues, ne reconnaissant officiellement qu'une seule langue comme langue de l'État et de ses citoyens, soit multilingues, reconnaissant officiellement plusieurs langues. Toute cette diversité et cette richesse de langues nationales n'ont pas pu être prises en compte lorsque les États Membres fondateurs se sont unis en tant que nations pour créer l'Organisation. Pour des raisons pratiques, et compte tenu également de la nécessité de représenter la majorité de la population mondiale, les États Membres se sont mis d'accord en 1946 sur un nombre limité de langues qu'ils utiliseraient pour créer l'ONU en tant qu'organisation intergouvernementale et communiquer ensuite dans ce cadre. En tant que principe de l'Organisation, le multilinguisme reste la pierre angulaire du multilatéralisme et une valeur fondamentale dans tout le système.

27. Le multilinguisme dans le système des Nations Unies est synonyme de respect et d'égalité de traitement de toutes les langues qui ont été reconnues comme langues officielles dans chaque entité. Il est juridiquement encadré et réglementé par le mandat initial tel que défini dans les textes fondateurs des entités et complété au fil des ans par d'autres instruments juridiques adoptés (cadres stratégiques, plans d'action et politiques). Depuis leur création, tous les organes délibérants et directeurs des entités des Nations Unies et leurs organes subsidiaires et comités ont adopté des règlements intérieurs ou des mandats établissant les langues qui sont reconnues comme langues officielles ou de travail dans leur organisation et précisant quand et comment elles doivent être utilisées dans les procédures. L'annexe I du présent rapport recense toutes les langues officielles et de travail des entités des Nations Unies, tandis que les annexes II et III indiquent le règlement intérieur ou le mandat établissant ces langues officielles et de travail, l'année de publication du règlement et les sites Web officiels où il peut être consulté.

A. Mandats

28. En 1945, l'ONU a été créée par la signature de la Charte des Nations Unies. En 1946, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2(I) sur son règlement intérieur, dans laquelle elle a décidé des langues qui seraient utilisées dans ses travaux¹⁸. Les cinq langues d'origine – l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe – initialement reconnues comme langues officielles sont passées à six avec l'ajout de l'arabe en 1973. À cette date, les six langues officielles de l'ONU étaient progressivement devenues les langues de travail de l'Assemblée générale. Le Conseil de sécurité, dans son règlement intérieur provisoire, a également adopté les mêmes six langues comme langues officielles et de travail. En revanche, le Conseil économique et social a également reconnu ces six langues comme ses langues officielles, mais le règlement intérieur a limité ses langues de travail à un sous-ensemble de trois d'entre elles seulement (anglais, espagnol et français). Le nombre de langues officielles des commissions régionales varie de trois à quatre et chaque commission utilise les mêmes langues comme langues de travail.

29. Une comparaison du nombre de langues officielles et de travail utilisées montre que l'ensemble des six langues utilisées par l'Assemblée générale peut être considéré comme l'ensemble type des langues officielles du système, ayant été adopté par la majorité des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies et par l'AIEA.

30. Parmi les organisations participantes, l'Union postale universelle (UPU) se distingue car elle est la seule organisation dont l'organe délibérant ou directeur n'a qu'une seule langue officielle, à savoir le français. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) se différencie aussi des autres organisations par le fait que sa Conférence générale est l'organe qui utilise le plus grand nombre de langues en plus des six

¹⁸ Bibliothèque Dag Hammarskjöld, « Historical Development of United Nations Languages », consultable à l'adresse suivante : <http://ask.un.org/faq/14463>.

langues officielles de l'ONU, ayant ajouté à la liste l'hindi, l'italien et le portugais. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'UPU et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont pour particularité l'utilisation effective dans les travaux de leurs organes délibérants ou directeurs d'autres langues que les langues officielles et les langues de travail prévues dans leurs textes fondateurs respectifs (voir annexe I). Cependant, seule la Conférence de l'OIT va au-delà des six langues, ayant inclus l'allemand comme septième langue de travail¹⁹.

31. À l'occasion du cinquantième anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale a rappelé « que l'universalité des Nations Unies et son corollaire le multilinguisme impliquent pour chaque État Membre de l'Organisation, quelle que soit la langue officielle dans laquelle il s'exprime, le droit et le devoir de se faire comprendre et de comprendre les autres »²⁰. Par ailleurs, l'Assemblée générale a marqué cette commémoration en adoptant la première des 14 résolutions consacrées jusqu'ici exclusivement au multilinguisme et publiées pour la plupart tous les deux ans, dans laquelle elle a demandé au Secrétaire général de faire rapport sur l'état du multilinguisme tous les deux ans²¹. L'Assemblée mondiale de la Santé a fait de même en déclarant que l'universalité de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) était fondée, entre autres, sur le multilinguisme, y compris le respect de la parité et de la pluralité des langues officielles choisies par les États membres²².

32. Dans sa résolution 74/252 du 13 janvier 2020 sur le plan des conférences, l'Assemblée générale a souligné à nouveau que l'égalité des six langues officielles de l'Organisation revêtait une importance primordiale et a rappelé que le Secrétaire général avait été prié d'assurer leur égalité de traitement voilà plusieurs décennies, en 1995²³. Dans le même ordre d'idées, en 1997, l'Assemblée mondiale de la Santé a souligné que la distribution simultanée de la documentation destinée à l'Assemblée et au Conseil exécutif dans les six langues officielles de l'Organisation, dans les délais requis, était l'une des conditions fondamentales de l'égalité entre les États membres²⁴.

33. Plus important encore, dans sa résolution 74/252 du 13 janvier 2020 sur le plan des conférences, l'Assemblée générale a également insisté sur le rôle qui revenait aux États Membres et aux organes intergouvernementaux dans la définition des politiques relatives à la gestion des conférences, y compris le multilinguisme.

B. Documents directifs : cadres stratégiques et plans d'action et politiques s'y rapportant

34. Dans deux des recommandations contenues dans son rapport de 2011 sur le multilinguisme, le CCI a encouragé les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies à formuler des stratégies et à proposer des plans d'action stratégiques pour l'application effective du multilinguisme dans leurs organisations respectives²⁵. Or, la présente étude a permis de constater que – près de dix ans plus tard – la plupart des secrétariats des entités des Nations Unies n'avaient pas encore appliqué ces recommandations et n'avaient ni formulé de stratégies ni proposé de plans d'action stratégiques pertinents. La plupart des organisations participantes ne s'appuient donc pas à l'heure actuelle sur un cadre stratégique qui assurerait l'utilisation équitable des différentes langues et le respect du multilinguisme dans l'ensemble de leurs activités et fournirait des orientations à cet effet (voir annexe IV).

¹⁹ Note verbale de l'OIT aux États membres, datée de mars 2019.

²⁰ Résolution 50/11 de l'Assemblée générale, du 15 novembre 1995.

²¹ Pour les autres résolutions sur le multilinguisme, voir la page Web consacrée à sa coordination : <https://www.un.org/dgacm/fr/content/multilingualism-resources>.

²² WHA50.32 (1997).

²³ Résolution 42/207 de l'Assemblée générale, du 11 décembre 1987.

²⁴ WHA50.32 (1997).

²⁵ JIU/REP/2011/4, recommandations 4 et 1.

35. Dans son rapport de 2017 sur le multilinguisme²⁶, le Secrétaire général a fait état des progrès réalisés dans l'élaboration d'un cadre d'action stratégique sur le multilinguisme pour l'ensemble du Secrétariat. L'Assemblée générale s'est félicitée de l'élaboration de ce cadre d'action cohérent sur le multilinguisme à l'échelle du Secrétariat, qui devrait favoriser une approche globale et coordonnée du multilinguisme au sein de l'Organisation²⁷, eu égard aux recommandations pertinentes contenues dans le rapport du CCI sur le multilinguisme²⁸.

36. Si le Secrétariat de l'ONU n'a pas d'approche globale en matière de multilinguisme, il peut s'appuyer sur plusieurs résolutions de l'Assemblée générale, de bulletins du Secrétaire général, d'instructions administratives et de circulaires, qui datent de 1956 à nos jours et qui intéressent aussi bien les politiques en matière d'aptitudes linguistiques du personnel que celles relatives au Groupe de la formation Langues et communication du Siège²⁹. C'est dans ce contexte que la Coordonnatrice pour le multilinguisme a lancé l'élaboration d'une matrice des mandats sur le multilinguisme dans l'ensemble du Secrétariat, afin de regrouper toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et de ses organes, mais aussi les recommandations pertinentes des organes de contrôle externe et interne de l'ONU dont relève le Secrétariat (CCI, Comité des commissaires aux comptes ou Bureau des services de contrôle interne (BSCI)). Cette matrice, qui contient plus de 600 entrées et a été achevée en janvier 2018, est régulièrement mise à jour et peut être consultée sur la page Intranet concernant le multilinguisme à l'ONU (iSeek). Pour chaque disposition et recommandation, la matrice indique le domaine concerné et les entités qui sont responsables de sa mise en œuvre. Le multilinguisme s'est également imposé comme un élément du plan-programme et des priorités du Secrétariat pour la période 2018-2019 et a été présenté comme une composante des principaux objectifs de la stratégie et du programme du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et inclus dans tous ses sous-programmes³⁰. Le multilinguisme est également apparu comme un élément de nombre des objectifs stratégiques de l'ancien Département de l'information – aujourd'hui Département de la communication globale – et de l'ancien Département de la gestion – aujourd'hui Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité – pour la même période³¹.

27. En outre, le Groupe de la formation Langues et communication du Siège de l'ONU et le Programme de formation linguistique de l'Office des Nations Unies à Genève ont mis au point un cadre commun pour l'harmonisation de l'apprentissage et de l'évaluation des langues dans l'ensemble du Secrétariat de l'ONU et dans les différentes langues officielles³². Le Secrétariat considère la création de ce cadre comme une étape essentielle vers la mise en place d'un cadre plus large pour le multilinguisme.

38. De même, les fonds et programmes des Nations Unies sont tous confrontés à l'absence d'une politique globale en matière de multilinguisme et leurs efforts dans ce domaine reposent sur des politiques distinctes. Deux institutions spécialisées des Nations Unies considèrent désormais le multilinguisme comme une question intéressant tous les domaines de travail de l'entité. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), qui a mis en place une politique linguistique, et l'OMS, qui disposait déjà d'un plan d'action, restent à ce jour les deux seules organisations participantes, outre le Secrétariat de l'ONU, à s'être partiellement conformées aux recommandations antérieures du CCI. En 2018, l'Assemblée mondiale de la Santé a renouvelé sa résolution initiale sur le multilinguisme et

²⁶ A/71/757.

²⁷ Résolution 74/252 de l'Assemblée générale.

²⁸ JIU/REP/2011/4, recommandations 4 et 1.

²⁹ ST/AI/113 (1956), ST/SGB/201 du 8 juillet 1983, ST/AI/316, ST/SGB/212 du 24 septembre 1985, ST/IC/2000/86 et ST/AI/2016/9, ST/IC/2019/5.

³⁰ A/71/6/Rev.1, Programme 1, p. 16 à 41.

³¹ A/71/6/Rev.1, Programme 24, p. 542 à 548 et Programme 25, p. 549 à 602.

³² Groupe de la formation Langues et communication du Siège de l'ONU à New York et Programme de formation linguistique à l'Office des Nations Unies à Genève, « Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues : niveaux de compétence langagière aux Nations Unies, Harmonisation de l'apprentissage et de l'évaluation des langues », 2019. Voir <https://hr.un.org/fr/page/harmonization-language-learning-and-assessment>.

le respect de l'égalité entre les langues officielles et a réaffirmé l'importance de plusieurs mesures visant à promouvoir le multilinguisme au sein de l'Organisation³³.

39. En 2016, lors de la Réunion annuelle interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications (IAMLADP), présidée par la Secrétaire générale adjointe chargée du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (Coordonnatrice pour le multilinguisme), les chefs des services linguistiques et des services de conférence des 60 organisations internationales, dont la plupart des organisations participantes, ont publié une déclaration connue sous le nom de Déclaration de Vienne, qui était principalement motivée par les préoccupations exprimées par certains États membres et d'autres parties prenantes face à la disparité croissante entre l'utilisation de l'anglais et l'utilisation d'autres langues officielles dans certaines organisations internationales³⁴.

40. La principale option envisagée dans la déclaration était d'inviter les organisations participantes à demander à leurs organes délibérants ou directeurs de placer cette question au premier rang de leurs préoccupations, principalement en mettant en place un cadre multilingue clair ainsi qu'en poursuivant leurs efforts globaux d'intégration du multilinguisme dans leurs activités. L'annexe IV présente les actions engagées individuellement au cours de la dernière décennie par les entités des Nations Unies pour élaborer des politiques visant à réglementer ou à encadrer le multilinguisme. L'examen a révélé que le multilinguisme n'était pas non plus intégré dans les activités de plusieurs entités qui faisaient partie du régime commun des Nations Unies, mais qui n'étaient pas des organisations participantes.

41. La recommandation ci-après, qui s'inspire des recommandations pertinentes contenues dans les précédents rapports du CCI, vise à renforcer la responsabilité, les contrôles et la conformité dans chaque organisation.

Recommandation 1

Les organes délibérants ou directeurs des entités des Nations Unies devraient demander à leurs chefs de secrétariat d'élaborer, si cela n'a pas encore été fait, un cadre stratégique pour le multilinguisme, assorti de directives administratives et opérationnelles pour sa mise en œuvre, et de soumettre ce cadre et ces directives pour adoption avant la fin de 2022.

C. Coordonnateurs/coordonnatrices et personnes référentes

42. Dans la recommandation 1 de son rapport de 2011 sur le multilinguisme, le CCI a estimé que « les chefs de secrétariat qui ne l'ont pas encore fait devraient : a) nommer un haut fonctionnaire en qualité de coordonnateur pour le multilinguisme, chargé de proposer des plans d'action stratégiques pour l'application effective du multilinguisme, avec l'aide d'un réseau interne de points focaux au sein de leurs organisations respectives ; b) rendre compte régulièrement à leurs organes délibérants des progrès réalisés à cet égard ». Bien que la plupart des organisations participantes aient indiqué qu'elles avaient accepté et appliqué cette recommandation, très peu l'avaient fait intégralement, certaines d'entre elles n'ayant que partiellement mis en œuvre ses éléments (voir annexe V).

43. Le Secrétariat de l'ONU a nommé son premier coordonnateur pour les questions relatives au multilinguisme dans l'ensemble du Secrétariat en 2000, en confiant ce rôle au Sous-Secrétaire général aux affaires de l'Assemblée générale et aux services de conférence. À partir de 2003, et pendant les douze années suivantes, cette mission a été confiée aux chefs successifs de ce qui était alors le Département de l'information – aujourd'hui le Département de la communication globale. En 2015, cette responsabilité a été réattribuée au chef du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. Depuis lors, ce sont les Secrétaire généraux(ales) adjoint(e)s chargé(s) du Département de l'Assemblée générale

³³ WHA71.15 (2018), se référant à WHA52.32 (1997) et WHA61.12 (2008).

³⁴ IAMLADP/2016, p. 2.

et de la gestion des conférences qui ont été désignés comme coordonnateurs/coordonnatrices du Secrétariat de l'ONU pour le multilinguisme³⁵.

44. Le mandat du Coordonnateur/de la Coordonnatrice, énoncé en détail dans le rapport du Secrétaire général sur le multilinguisme³⁶, a été approuvé par l'Assemblée générale en 2017 dans sa résolution 71/328, soit dix-sept ans après l'introduction de cette fonction. En application de son mandat, le Coordonnateur/la Coordonnatrice doit se faire le relais des préoccupations et questions soulevées par les États Membres et les entités du Secrétariat, jouer un rôle de facilitation afin de parvenir à une ligne d'action concertée, uniforme et cohérente concernant le multilinguisme au Secrétariat et insuffler à tous les départements et bureaux une culture propice au multilinguisme en proposant et en introduisant des solutions novatrices.

45. Un objectif spécifique du mandat et du rôle du(de la) Secrétaire général(e) adjoint(e) chargé(e) du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences dans la coordination du multilinguisme au sein du Secrétariat est confirmé par les contrats de mission annuels que le Secrétaire général a signés en 2018 et 2019 avec le/la Secrétaire général(e) adjoint(e). Ainsi, en signant ces contrats, le/la Secrétaire général(e) adjoint(e) s'est engagé(e), entre autres, à assumer ses responsabilités en y intégrant le mandat de Coordonnateur/Coordonnatrice pour le multilinguisme afin de favoriser une approche coordonnée et cohérente dans ce domaine. L'inclusion de cet objectif supplémentaire relatif au multilinguisme dans les contrats de mission est conforme à une recommandation souple formulée par les Inspecteurs dans le rapport de 2011³⁷.

46. Dans son rapport de 2007 sur le multilinguisme, le Secrétaire général a recommandé la création d'un réseau de référent(e)s pour le multilinguisme, sur le modèle du réseau de personnes référentes pour les femmes, afin d'assurer la prise en compte de la question du multilinguisme dans les différents programmes de travail et les activités quotidiennes des départements³⁸. L'Assemblée générale a pris note de cette proposition dans sa résolution 61/266 sur le multilinguisme et le réseau a ensuite été créé sous la présidence du Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information. Cependant, après sa création, ce réseau ne s'est pas déployé comme prévu. Depuis 2013, l'Assemblée générale demande plus particulièrement au Secrétaire général de continuer à développer le réseau de référent(e)s qui aideront le Coordonnateur/la Coordonnatrice pour le multilinguisme à mettre en œuvre les résolutions pertinentes et à intégrer le multilinguisme dans les activités du Secrétariat³⁹.

47. Plus récemment, le réseau a été réactivé et la quasi-totalité des entités du Secrétariat de l'ONU ont désigné des référent(e)s et, dans certains cas, leurs suppléant(e)s (voir annexe VI). Avec la mise en place d'un nouveau cadre pour la délégation d'autorité au Secrétariat, les missions sur le terrain, qui étaient auparavant représentées par des référent(e)s issu(e)s du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix, ont également désigné leurs propres référent(e)s. Ainsi, en février 2020, 51 entités du Secrétariat avaient désigné 75 référent(e)s et leurs suppléant(e)s⁴⁰. Des réunions des référent(e)s, présidées par le Coordonnateur/la Coordonnatrice pour le multilinguisme, ont lieu depuis mai 2016 sur différents sujets. Tous les rapports de réunion peuvent être consultés sur l'Intranet du Secrétariat de l'ONU (iSeek) via la page Web consacrée au multilinguisme. La participation à ces réunions périodiques figure parmi les sept responsabilités des référent(e)s pour le multilinguisme publiées en 2017,

³⁵ En application des résolutions 69/250, 70/9 et 71/262 de l'Assemblée générale, le(la) Secrétaire général(e) adjoint(e) chargé(e) du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a été nommé(e) Coordonnateur/Coordonnatrice pour le multilinguisme dans l'ensemble du Secrétariat.

³⁶ A/71/757.

³⁷ JIU/REP/2011/4, par. 22.

³⁸ A/61/317.

³⁹ Résolutions 67/292 et 69/324 de l'Assemblée générale.

⁴⁰ Voir la liste mise à jour le 11 février 2020, consultable à l'adresse suivante : <https://www.un.org/dgacm/fr/content/multilingualism-network-focal-points>.

à titre d'information complémentaire au rapport du Secrétaire général sur le multilinguisme⁴¹. Voir l'encadré 1 ci-dessous.

Encadré 1

Liste des responsabilités des référent(e)s pour le multilinguisme au Secrétariat de l'ONU

1. Fournir un soutien au chef de leur département ou bureau dans la mise en œuvre des mandats pertinents et veiller à ce que le multilinguisme soit pris en compte dans les plans de travail et les activités quotidiennes du département ou du bureau ;
2. Assurer la diffusion des politiques et des directives introduites par le Coordonnateur/la Coordonnatrice pour le multilinguisme et promouvoir une plus grande prise de conscience des mandats donnés pour soutenir le multilinguisme dans les pratiques de travail de leur département ou bureau ;
3. Suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mandats relatifs au multilinguisme ainsi que les questions en suspens ou les obstacles rencontrés dans la promotion du multilinguisme, et en rendre compte régulièrement ;
4. Contrôler la conformité des sites Web publics des départements avec les directives pour la création et la maintenance des sites Web des Nations Unies établies par le Département de l'information ;
5. Contribuer à l'élaboration et à la réalisation des objectifs de multilinguisme à court et à long terme ;
6. Rechercher des solutions et des mesures créatives pour la mise en œuvre des mandats donnés par l'Assemblée générale, notamment en collaborant et en échangeant les meilleures pratiques avec d'autres départements et bureaux et en établissant des partenariats avec des entités extérieures, y compris les États Membres et les institutions universitaires ;
7. Assister et participer aux réunions périodiques des référent(e)s pour évaluer les progrès réalisés, recenser les obstacles restants et débattre, le cas échéant, des politiques et des approches.

48. L'Assemblée générale a investi le Secrétaire général d'un large mandat en matière de multilinguisme, énoncé dans plusieurs résolutions. Dans l'une de ses dernières résolutions sur le multilinguisme, il est précisé, entre autres, que le multilinguisme est une valeur fondamentale de l'Organisation et qu'il incombe au Secrétaire général de l'intégrer dans les activités du Secrétariat. Le Secrétaire général, en sa qualité de Président du CCS, a été invité par l'Assemblée générale « à appuyer une approche globale et coordonnée du multilinguisme dans le système des Nations Unies »⁴². L'Assemblée générale a mentionné expressément le fait que cette demande était conforme au dernier rapport du CCI sur le multilinguisme, qui contenait des recommandations allant dans le même sens⁴³.

49. Alors que, dans son rapport sur le multilinguisme de 2017, le Secrétaire général a fait état de progrès dans de nombreux domaines, notamment l'élaboration d'un cadre d'action sur le multilinguisme pour l'ensemble du Secrétariat⁴⁴, aucun progrès n'a été signalé de 2013 à 2017 en ce qui concerne la demande spécifique que l'Assemblée générale lui a vait adressée en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat d'appuyer une approche globale et coordonnée du multilinguisme dans le système des Nations Unies, et aucune mesure n'a vait encore été prise en réponse aux recommandations pertinentes du CCI depuis 2011⁴⁵.

⁴¹ A/71/757.

⁴² Résolution 71/328 de l'Assemblée générale, par. 11.

⁴³ JIU/REP/2011/4, recommandations 4, 5 et 10.

⁴⁴ A/71/757.

⁴⁵ JIU/REP/2011/4, recommandation 2 en association avec la recommandation 5.

50. En 2018, le Secrétaire général a inscrit le multilinguisme parmi les objectifs de tous les contrats de mission annuels que ses haut(e)s responsables signent avec lui, afin de favoriser son intégration dans les activités et opérations de tous les bureaux et départements du Secrétariat de l'ONU. Depuis 2019, les haut(e)s responsables confirment leur volonté de faire respecter le multilinguisme dans leurs bureaux et départements respectifs dans le cadre de l'engagement global en faveur de la diversité qu'ils(elles) prennent en signant leurs contrats de mission.

51. À l'échelle du système, le Secrétaire général a chargé le Coordonnateur/la Coordonnatrice pour le multilinguisme du Secrétariat de l'ONU d'engager et de piloter un dialogue sur le multilinguisme entre les organismes membres du CCS avec l'appui du secrétariat du CCS. La tenue au niveau du CCS d'un débat sur le multilinguisme en tant que question intéressant l'ensemble des entités pourrait être bénéfique pour le système et favoriser l'adoption d'une approche coordonnée dans ce domaine, conformément aux demandes pertinentes de l'Assemblée générale et aux recommandations du CCI encore non appliquées⁴⁶.

52. Comme première étape vers le lancement d'un débat sur le multilinguisme à l'échelle du système, le bureau de la Coordonnatrice a lancé une enquête adressée à tous les organismes membres du CCS au printemps 2019. Il s'agissait de collecter et de partager des informations et des documents pertinents en vue d'une éventuelle publication sur le site Web du Conseil. Mais les résultats de l'enquête n'ont malheureusement pas été concluants, car plus de la moitié des organisations participantes n'ont pas répondu à la demande ou ont fourni les informations avec retard.

53. Un autre domaine où des divergences ont été mises en évidence dans les réponses est celui du niveau hiérarchique des référent(e)s désigné(e)s pour le multilinguisme. Par exemple, alors que la plupart des organismes membres du CCS ont nommé des haut(e)s fonctionnaires – principalement des directeurs/directrices – ou des chefs de service pour exercer cette fonction, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont nommé des fonctionnaires de rang inférieur pour les représenter au niveau du CCS (voir annexe VI). En outre, les haut(e)s fonctionnaires nommé(e)s comme référent(e)s pour le multilinguisme au niveau du CCS ont indiqué dans les entretiens que, malgré leur position, beaucoup d'entre eux(elles) n'avaient pas de pouvoir réel pour promouvoir et faire respecter le multilinguisme dans leur organisation. Cette situation était due soit au fait que leur nomination en tant que référent(e) n'était ni suffisamment reconnue, ni suffisamment connue dans leur organisation, soit à l'absence d'un mandat définissant clairement les responsabilités qui leur étaient assignées et leur déléguant le pouvoir de mettre en avant des initiatives, au-delà de leur domaine de responsabilité. Dans de nombreux cas, les référent(e)s servaient uniquement à collecter et à communiquer des informations sur les questions linguistiques.

54. Dans son rapport de 2011 sur le multilinguisme, le CCI a déjà recommandé que les chefs de secrétariat nomment « un haut fonctionnaire en qualité de coordonnateur pour le multilinguisme, chargé de proposer des plans d'action stratégiques pour l'application effective du multilinguisme au sein de leurs organisations respectives »⁴⁷. Étant donné que les chefs de secrétariat des organisations participantes n'ont pas pris en compte tous les éléments requis pour la pleine application de cette recommandation, les conditions de nomination des Coordonnateurs/Coordonnatrices pour le multilinguisme et les responsabilités qui leur sont assignées devraient être réexaminées par les organisations concernées.

⁴⁶ Résolution de l'Assemblée générale 71/328 (par. 11), en association avec le document A/73/761 (par. 22).

⁴⁷ JIU/REP/2011/4, recommandation 1.

55. L'application de la recommandation ci-après renforcerait considérablement la cohérence et l'harmonisation dans les organisations, en garantissant un suivi adéquat, y compris au niveau le plus élevé, ainsi que le respect des mesures d'intégration du multilinguisme sur un pied d'égalité.

Recommandation 2

Les organes délibérants ou directeurs des entités des Nations Unies devraient demander à leurs chefs de secrétariat de nommer d'ici à la fin de 2022, si cela n'a pas encore été fait, un haut responsable comme coordonnateur/coordonnatrice ou référent(e) pour le multilinguisme, en précisant clairement ses responsabilités et les pouvoirs qui lui sont délégués pour la coordination de la mise en œuvre du cadre stratégique dans leur entité.

III. Le multilinguisme dans la gouvernance

A. Compétences pour l'exécution des mandats

56. Dans le système des Nations Unies, le règlement intérieur, le mandat ou le modus operandi des organes délibérants ou directeurs, y compris leurs organes subsidiaires et leurs comités, prévoient que c'est aux chefs de secrétariat des entités qu'il appartient d'apporter en leur nom un soutien aux négociations et processus intergouvernementaux, notamment en défendant le principe du multilinguisme (voir annexe II). Les chefs de secrétariat délèguent généralement cette tâche aux secrétariats de ces organes ou aux services de conférence des entités, qui sont chargés d'assurer le cadre multilingue approprié pour les délibérations et les décisions des États membres.

57. Toutes les entités des Nations Unies produisent et publient, selon les besoins, des comptes rendus multilingues de l'ensemble des réunions des organes délibérants ou directeurs et des comités qu'elles organisent chaque année. Les documents officiels, qui comprennent à la fois des enregistrements audiovisuels et des textes, notamment des rapports, sont importants pour permettre aux États membres de suivre les discussions ainsi que pour préserver la mémoire institutionnelle et à des fins de références.

58. Les services de conférence des nombreuses réunions tenues par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et leurs comités et organes subsidiaires et par un certain nombre d'organes intergouvernementaux ad hoc, de conférences spéciales, d'organes d'experts et d'États Membres au Siège de l'ONU à New York et aux Offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi, ainsi que de toutes les autres réunions demandées par l'Assemblée générale en dehors de ces quatre lieux d'affectation, sont assurés par le Secrétariat dans le cadre de ses activités de gestion des conférences, qui sont financées au titre du chapitre 2 du budget ordinaire et exécutées notamment par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève, le Service de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Vienne et la Division des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi. En outre, les commissions régionales ont leurs propres activités de gestion de conférence, financées par leur propre budget. Le chapitre 2 et ses quatre sous-programmes ont pour objet de faciliter et de renforcer le dialogue et la coopération entre les États Membres, en assurant le bon fonctionnement de ces organes sur la base des dispositions de la Charte des Nations Unies ainsi que des dispositions pertinentes des règlements intérieurs et des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, en particulier celles qui ont trait au plan des conférences et au multilinguisme. Le Secrétaire général soumet pour examen à la session annuelle du Comité des conférences un rapport annuel sur le plan des conférences. En application de sa résolution 43/222 B, l'Assemblée générale, après avoir pris l'avis de son Comité des conférences, fixe, au niveau intergouvernemental, les grandes orientations concernant l'organisation des réunions et les services de conférence. Ces orientations couvrent également certains aspects du respect du multilinguisme au sein du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et dans le cadre des activités de gestion des services de conférence des trois autres principaux lieux d'affectation.

59. L'Assemblée générale examine la mesure dans laquelle les activités du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et les autres activités de gestion des services de conférence se conforment aux dispositions applicables concernant les langues des documents normatifs et des documents destinés aux organes délibérants. Par exemple, l'article 55 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, qui prévoit que, pendant les sessions de l'Assemblée, le Journal des Nations Unies est publié dans les langues de l'Assemblée, n'est pas pleinement respecté depuis de nombreuses années. Depuis sa création, le Journal a été publié en anglais et en français tout au long de l'année, sa publication dans les quatre autres langues officielles et de travail de l'Assemblée générale n'intervenant que durant la partie principale de l'Assemblée, à savoir les séances tenues de septembre à décembre seulement. Toutefois, les États Membres ayant demandé au Secrétariat d'appliquer

cette disposition du règlement⁴⁸, depuis 2018, le Journal est publié dans les six langues officielles tout au long de l'année, à l'exception de la partie qui concerne les réunions et informations non officielles, qui continue d'être publiée en anglais et en français uniquement.

60. À partir du moment où une langue est désignée comme la langue officielle ou langue de travail, son statut est identique à celui de toutes les autres langues désignées comme telles. Par conséquent, son utilisation sur un pied d'égalité avec les autres langues officielles ou de travail devrait être garantie dans toutes les procédures des organes concernés. En particulier, la publication simultanée de la documentation officielle dans toutes les langues officielles est considérée comme un élément déterminant de la parité des langues officielles, pilier du multilinguisme à l'ONU. C'est la raison pour laquelle, dans l'ensemble du système, tous les organes délibérants ou directeurs exigent que toutes les langues officielles et de travail soient traitées sur un pied d'égalité et que la parité soit assurée entre elles, en application de leurs mandats respectifs. Les annexes VII et VIII récapitulent, pour les différentes entités des Nations Unies, les délais de soumission des documents aux organes délibérants ou directeurs et à leurs organes. Le Secrétariat de l'ONU et l'Union internationale des télécommunications (UIT) sont les deux seules entités du système pour lesquelles les résolutions qui prescrivent le multilinguisme font également référence à l'égalité de traitement des langues officielles⁴⁹.

61. Le chef du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences prend l'engagement et assume la responsabilité de traiter sur un pied d'égalité toutes les langues officielles de l'Organisation en signant, en tant que haut responsable, son contrat de mission annuel avec le Secrétaire général. Parmi les obligations de résultats, ce contrat fixe comme principal objectif de programme pour le(la) Secrétaire général(e) adjoint(e) la facilitation du processus de délibération et de décision des organes intergouvernementaux en assurant des services multilingues efficaces, y compris l'égalité de traitement de toutes les langues officielles.

B. Services linguistiques : rôle, performance et innovation

62. La structure, la taille et le budget des services linguistiques du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences du Secrétariat de l'ONU témoignent de la portée universelle de l'Organisation et sont beaucoup plus importants que ceux des autres organisations participantes ou des autres organisations appliquant le régime commun des Nations Unies. Le Département et les services de gestion des conférences des trois autres principaux lieux d'affectation jouent un rôle central dans le système et leur charge de travail est extrêmement importante. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences fournit des services à tous les principaux organes de l'ONU. Avec les autres services de gestion des conférences, il fournit également, en partie ou en totalité, les services de conférence requis par les organes délibérants ou directeurs de la plupart des fonds et programmes des Nations Unies (à l'exception d'ONUSIDA et du PAM)⁵⁰ ainsi que par un grand nombre de leurs organes et de leurs structures permanentes, y compris tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Les effectifs de tous les services linguistiques des institutions spécialisées des Nations Unies, une fois additionnés, restent inférieurs à l'effectif de personnel permanent employé par le seul Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. Le nombre total de réunions dont les services de conférence sont assurés par l'ensemble des autres services linguistiques des organisations participantes est loin d'atteindre le nombre de réunions desservies sur une base annuelle par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève.

⁴⁸ Résolutions 70/305, 71/323 et 72/323 de l'Assemblée générale.

⁴⁹ Conférence de plénipotentiaires de l'UIT, résolution 154 (rév. Dubaï, 2018).

⁵⁰ Centre du commerce international (ITC), CNUCED, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ONU-Femmes, ONU-Habitat, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), PNUD et UNOPS.

Tableau 1
Données sur les services linguistiques fournis par les organisations ayant approuvé le statut du Corps commun d'inspection qui ont adressé des réponses en 2018

<i>Organisations participantes</i>	<i>Effectif</i>	<i>Réunions avec interprétation</i>		<i>Traduction</i>
		<i>Inscrites au calendrier</i>	<i>Non inscrites au calendrier</i>	
Organisation des Nations Unies				
DGACM	1 011	2 521	417	134 635 173 mots
ONUG/DGC	604	2 661	503	71 903 107 mots
UNON/DSC	144	10	425	6 122 256 mots
ONUUV/SGC	181	375	194	21 436 408 mots
AIEA	44	10	0	8 841 621 mots
CEA	7	34	9	2 295 071 mots
CEPALC	11	44	0	1 179 988 mots
CESAO	33	190	10	2 436 917 mots
CESAP	43	18	0	808 741 mots
FAO	62	178	0	12 400 757 mots
OACI	89	181	0	10 800 000 mots
OIT	93	40	0	12 242 579 mots
OMI	62	18	0	1 851 207 mots
OMM	14	24	0	4 366 000 mots
OMPI	42	24	50	20 399 138 mots
OMS	52	101	0	14 300 000 mots
OMT	4	6	8	980 000 mots
PAM	23	69	5	4 796 000 mots
UIT	55	56	0	43 207 pages
UNESCO	36	208	0	28 844 pages
UPU	21	80	0	5 324 525 mots

Abréviations : DGACM, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences ; DGC, Division de la gestion des conférences ; DSC, Division des services de conférence ; SGC, Service de la gestion des conférences.

1. Services d'interprétation

63. Au commencement était le verbe. Lors de pratiquement toutes les réunions tenues sous les auspices de l'ONU, les participants peuvent s'exprimer dans l'une des six langues officielles de l'Organisation – anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe – et leurs propos seront simultanément – c'est-à-dire instantanément – traduits dans les autres. Cette ambition, affichée sur l'ancienne page Web du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences consacrée à son service d'interprétation, ne pourrait mieux décrire l'omniprésence des interprètes et des services qu'ils assurent lors de ces réunions. Dans l'ensemble du système des Nations Unies, ces services sont principalement assurés lors des séances officielles des organes délibérants ou directeurs, pour lesquelles les secrétariats des entités ont l'obligation de fournir des services d'interprétation. Bien que les services d'interprétation soient fournis en premier lieu pour les réunions des organes pour lesquelles ces services sont requis, si la capacité est disponible, l'interprétation est également assurée lors d'autres séances. Par exemple, lorsqu'il en a les moyens, le Secrétariat de l'ONU apporte également son soutien, au moyen de services d'interprétation, aux grands groupes d'États Membres, tels que le Groupe des 77 et la Chine et le Mouvement des pays non alignés.

64. Au Secrétariat de l'ONU, les interprètes du Service d'interprétation ont donc pour tâche de veiller à ce que les représentants et autres participants à une réunion intergouvernementale puissent comprendre ce que tous les autres disent, pratiquement instantanément. Ils assurent l'interprétation simultanée à partir des six langues officielles et vers ces six langues pour les réunions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et de tous leurs organes subsidiaires ainsi que de nombreux autres organes et conférences au niveau intergouvernemental.

65. Les interprètes travaillent dans des cabines fermées qui leur permettent à la fois de voir et d'entendre les participants à la réunion pour laquelle ils interprètent. Ils doivent avoir à leur disposition toutes les informations et la documentation concernant la réunion. Les glossaires et les recueils – fiches de vocabulaire et de terminologie dans toutes les langues officielles – sont disponibles en ligne et sont constamment mis à jour. En plus de l'interprétation simultanée, le personnel du Service d'interprétation du Secrétariat de l'ONU est appelé à assurer l'interprétation consécutive lors de certaines réunions, notamment les réunions des chefs d'État et de gouvernement avec le Secrétaire général, les consultations avec le Président du Conseil de sécurité ou le Président du Conseil économique et social sur des situations politiques particulières, les missions officielles et les enquêtes spéciales, ainsi que lors de conférences de presse et d'autres événements spéciaux.

66. Alors que les services de conférence du Secrétariat de l'ONU emploient un grand nombre de fonctionnaires permanents et temporaires dans les différents lieux d'affectation à travers le monde, la plupart des services linguistiques des autres entités des Nations Unies s'appuient sur des effectifs réduits (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)) – parfois même limités à un seul interprète en chef (ONUSIDA, OIT et OMPI) – qui supervisent un nombre parfois très important d'interprètes indépendants (OMS) embauchés pour couvrir les périodes de pointe et d'autres réunions des organes délibérants ou directeurs. L'OCDE et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) suivent la même pratique, associant à leur personnel des travailleurs indépendants, le nombre et la fréquence des réunions ne pouvant justifier le maintien toute l'année d'un plus grand effectif d'interprètes ayant le statut de fonctionnaires et les coûts correspondants.

2. Traduction des documents normatifs et des documents destinés aux organes délibérants

67. La traduction des documents normatifs et des documents destinés aux organes délibérants dans toutes les langues officielles est un élément essentiel du multilatéralisme et donc une étape indispensable des opérations de traitement de la documentation dans toutes les entités des Nations Unies. Par exemple, en 2018, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a traduit plus de 238 millions de mots afin de couvrir les besoins en documentation des organes délibérants et directeurs auxquels il est rattaché.

68. La plupart des fonds et programmes des Nations Unies, en particulier ceux dont le siège est à New York et dont les organes délibérants ou directeurs se réunissent également dans cette ville, font appel principalement au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences pour couvrir une partie de leurs besoins en matière de services de conférence. Par exemple, le Bureau du Secrétaire du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) soumet certains documents du Conseil au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences pour traitement et traduction. Le rôle du secrétariat du Conseil d'administration du PNUD/Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)/Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) est de contribuer aux travaux des organes délibérants de ces entités. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences rend compte au Président de l'organe délibérant ou directeur du respect par le PNUD des délais de traduction avant chaque session du Conseil.

69. Il est évident que tout plan visant à améliorer l'efficacité et l'efficacités du traitement de la documentation et à réaliser des économies doit tenir compte de la phase de ces opérations qui concerne la traduction. Au Secrétariat de l'ONU, la gestion intégrée des services de conférence à l'échelle mondiale, principalement au moyen d'un logiciel de gestion spécialement conçu à cet effet, vise à harmoniser pleinement les flux de traduction

entre les quatre principaux lieux d'affectation dotés de services de conférence. Bien que ce projet soit toujours en cours, certaines des initiatives introduites ont pour objectif de résoudre les problèmes liés à la qualité et au coût des traductions et au respect des délais. La chaîne de documentation a bénéficié des gains d'efficacité constants apportés par l'outil de traduction assistée par ordinateur du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, eLUNa⁵¹.

70. Cet outil, mis au point en interne expressément pour traduire des documents des Nations Unies et déployé en 2014, permet d'accéder instantanément : a) aux documents déjà traduits ; b) aux fiches terminologiques ; c) aux systèmes de traduction automatique. Plusieurs bureaux et départements du Secrétariat, notamment les Services de conférence du Siège, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Vienne, l'Office des Nations Unies à Nairobi, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), ont accès à eLUNa. En décembre 2019, eLUNa a également été déployé et mis en œuvre avec succès à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) dans le cadre de l'automatisation et de la rationalisation des modalités de gestion des conférences et de la documentation. L'apparition de la pandémie de COVID-19 et la nécessité d'accélérer la traduction des supports de sensibilisation ont incité le Département de la communication globale à utiliser aussi eLUNa au début de 2020. Le déploiement d'eLUNa en dehors du Secrétariat de l'ONU dans les autres entités du système a commencé en 2020 à l'Organisation maritime internationale (OMI), à l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et à l'OMS, en plus de l'UNESCO, où l'outil était déjà en service depuis un certain temps.

71. L'OMPI a tiré parti des progrès récemment réalisés dans le domaine des technologies numériques pour améliorer la rapidité et la qualité des services liés à la production des comptes rendus des réunions de ses organes directeurs, comités et groupes de travail, tout en réalisant des économies considérables. Les Assemblées des États membres ont ainsi approuvé un projet pilote visant l'adoption d'une nouvelle méthode pour mettre à disposition des enregistrements vidéo enrichis, indexés numériquement et dans lesquels il est possible de faire une recherche, ainsi que des comptes rendus écrits générés automatiquement dans les six langues de l'Organisation des Nations Unies (ONU) par les outils d'intelligence artificielle de l'OMPI⁵². Si cette nouvelle méthode donne des résultats concluants, il pourra être mis progressivement fin à la production des rapports *in extenso*, qui nécessite actuellement beaucoup de ressources. Toutefois, les professionnels des langues sont d'avis que le niveau de qualité de transcription et de traduction assuré par les rédacteurs de procès-verbaux ne peut pas être égalé par des transcriptions automatisées, qui doivent être ensuite traduites au moyen des outils de traduction automatique.

3. Innovations : rôle de l'intelligence artificielle et de l'informatique dans les services linguistiques

72. Le secrétariat de l'OMPI met gratuitement à la disposition des États Membres de l'Organisation et des entités des Nations Unies les outils d'intelligence artificielle de l'OMPI (y compris WIPO Speech-to-Text (S2T) et WIPO Translate), ce qui permet de réaliser des économies dans l'ensemble du système des Nations Unies⁵³. Plusieurs entités ont déjà signé des accords de licence et utilisent activement ces outils, tandis que d'autres ont manifesté un vif intérêt pour leur utilisation à l'avenir. En mai 2020, 17 entités des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales avaient reçu des licences d'utilisation de WIPO Translate et WIPO S2T.

⁵¹ L'acronyme eLUNa, qui signifie « electronic Languages of the United Nations », est le nom d'un outil de traduction assistée par ordinateur spécialement mis au point en interne pour les traducteurs et les rédacteurs de procès-verbaux de l'ONU. Il offre les fonctionnalités habituelles d'une interface de traduction.

⁵² La personne référente de l'OMPI doit fournir la cote de la décision des Assemblées correspondant au document de l'OMPI A/59/9.

⁵³ OMPI A/59/9, p. 6.

73. Le secrétariat de l'OMPI met également ces outils à la disposition des entités du secteur privé intéressées, selon des modalités convenues d'un commun accord. En diffusant les technologies d'intelligence artificielle conçues en interne, il veille aux aspects de ces outils qui concernent la protection de la propriété intellectuelle. Ainsi, les contrats passés entre l'organisation et les utilisateurs des services en question visent à éviter qu'une diffusion plus large de ses technologies d'intelligence artificielle ne compromette la protection d'éléments essentiels de la propriété intellectuelle de l'OMPI.

74. L'OMPI a lancé le premier projet pilote de traduction automatique neuronale en dehors du système des Nations Unies, en collaboration avec les services de traduction de l'OCDE. L'équipe spéciale chargée des outils de traduction automatique au sein des services de traduction de l'OCDE a mis au point scientifiquement un réseau neuronal pour les traductions de l'anglais vers le français en se fondant sur les contenus de l'organisation et en utilisant des algorithmes de l'OMPI. Les responsables de l'OCDE ont été convaincus par l'objectivité des premiers résultats obtenus lors du test pilote. Selon les résultats de l'évaluation du projet pilote, la précision des textes traduits par machine neuronale pourrait atteindre en moyenne 38 à 40 %. L'utilisation d'outils de traduction automatique pourrait conduire à des gains de productivité de 25 à 50 % pour l'OCDE, les traducteurs changeant d'attribution pour devenir des réviseurs de textes traduits automatiquement.

75. Par ailleurs, la large utilisation de la suite eLUNA, qui permet un accès direct à la terminologie et à des documents de référence, favorise une acquisition plus rapide des notions fondamentales de la traduction. Plusieurs des vérifications de références devant être effectuées par les traducteurs étant désormais également automatisées, les nouvelles recrues peuvent commencer plus tôt à s'autoréviser. Le Secrétariat de l'ONU a donc proposé que les services de traduction évoluent vers un mode de fonctionnement qui privilégie l'autorévision des travaux de traduction plutôt que les deux étapes de traduction puis révision. Cette pratique pourrait être applicable à toutes les organisations qui ont adopté eLUNA dans leurs services de traduction.

76. Avec l'automatisation complète des fonctions de recherche dans eLUNA, les postes d'assistants aux références multilingues sont devenus redondants et l'existence du groupe auquel ils appartenaient a été remise en question. Ce n'est là qu'un exemple de la façon dont les technologies linguistiques peuvent accroître l'efficacité à l'avenir.

77. Le Comité de haut niveau sur la gestion du CCS a adopté en 2017 le cadre d'interopérabilité sémantique des Nations Unies pour les documents normatifs et les documents destinés aux organes délibérants⁵⁴, que ses membres ont commencé à appliquer pour créer un écosystème documentaire qui favorise la collaboration et la réduction des coûts dans la gestion de l'information à l'échelle du système ; il s'agit de transformer le réseau d'informations contenues dans les documents mis en forme en traitement de texte traditionnel en un réseau de données pouvant être interprétées par les ordinateurs pour produire des services innovants.

78. Afin d'établir des documents interopérables pour une utilisation à l'échelle du système dans ce cadre, un système de balisage sémantique pour le système des Nations Unies appelé Akoma Ntoso (AKN4UN) a été élaboré et adopté par les membres du CCS. Ce système est fondé sur la norme technique originale de balisage sémantique – internationalement acceptée et reconnue – « Akoma Ntoso »⁵⁵, qui est utilisée pour l'encodage de documents normatifs et de documents destinés aux organes délibérants au niveau national⁵⁶. La norme, qui a été conçue à partir d'un certain type de document dont le contenu avait été balisé au format XML,

⁵⁴ CCS, « UN Semantic Interoperability Framework », consultable à l'adresse suivante : www.unsystem.org/content/unsif-akn4un.

⁵⁵ Akoma Ntoso pour le système des Nations Unies est un ensemble de représentations électroniques simples et technologiquement neutres au format XML de documents de conférence et normatifs des Nations Unies.

⁵⁶ Le terme Akoma Ntoso, qui signifie « cœurs liés » dans la langue akan de l'Afrique de l'Ouest, a été utilisé pour désigner une norme initialement conçue pour le Département des affaires économiques et sociales dans le cadre d'un projet destiné à aider les parlements nationaux des États Membres à s'informatiser.

a été ajustée pour répondre aux exigences propres aux documents produits dans le système des Nations Unies⁵⁷.

79. D'après un rapport du CCI de 2019, l'UIT a signalé que, grâce aux progrès des technologies de communication, la plupart de ses travaux de traduction externalisés étaient désormais effectués à distance, ce qui permettait de gagner du temps et de réduire les coûts en éliminant les déplacements⁵⁸. Au cours du présent examen, l'OPS a également signalé avoir réalisé des économies en faisant appel à des traducteurs extérieurs qui travaillaient à distance depuis des lieux de résidence où le coût de la vie était moindre et étaient rémunérés au tarif local. Selon les responsables de l'OPS, la rémunération au tarif local n'avait pas compromis la qualité des services.

80. À l'OCDE, l'équipe de traducteurs est divisée en pôles en fonction des spécialisations de chacun. Les traducteurs spécialisés assurent la formation des autres membres du pôle dans leur domaine de compétence. Il semble que les besoins évoluent au fil des ans et que de nouvelles dynamiques émergent. Par exemple, l'agriculture est aujourd'hui liée à la science nucléaire et à la fiscalité. Un traducteur devrait donc connaître la terminologie dans tous ces domaines pour être en mesure d'assurer une traduction précise.

81. Une bonne pratique de soutien aux services linguistiques est celle de l'UNESCO, où, outre l'interprétation simultanée dans les six langues officielles de l'ONU lors des réunions des organes directeurs, les salles de réunion sont équipées d'écrans affichant le texte des interventions en anglais et en français. L'annexe IX présente l'ensemble des outils technologiques utilisés par les organisations participantes.

82. En décembre 2018, les services linguistiques de l'OMPI et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences de l'ONU ont présenté les plateformes de traduction automatique WIPO Translate et eLUNa aux membres du Réseau Technologie et numérique du Comité de haut niveau du CCS sur la gestion. Ces présentations s'inscrivaient dans le cadre de campagnes menées par les organismes membres du CCS pour encourager leurs services informatiques respectifs à adopter et à intégrer ces plateformes dans leurs flux de travail et contribuer ainsi à leur développement⁵⁹.

83. Malheureusement, l'examen a révélé que les services informatiques de nombreuses entités ne participaient pas à la mise au point et à l'utilisation des outils de traduction assistée par ordinateur. En outre, d'autres départements, tels que les services de l'information et de la communication, ne semblaient pas non plus tirer parti des progrès technologiques observés dans ce domaine. C'était également le cas du Département de la communication globale de l'ONU jusqu'à l'apparition de la pandémie de COVID-19 au début de 2020, avant qu'il n'obtienne l'accès à la suite eLUNa pour accélérer la traduction des supports de sensibilisation afin de répondre à l'urgence, comme indiqué plus haut. **L'Inspecteur invite instamment les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies à examiner le degré d'intégration dans leurs propres systèmes et outils informatiques des technologies linguistiques mises au point en interne, afin d'en généraliser l'utilisation au sein des secrétariats, et à adopter une approche globale dans ce domaine.**

4. Assurance et contrôle de la qualité et évaluation des services linguistiques

84. Un bon exemple d'effort de collaboration mené à l'échelle du système pour favoriser formellement le multilinguisme est la négociation au niveau du CCS et le renouvellement en 2019 des accords sectoriels entre les membres du CCS, y compris la plupart des organisations participantes, et les deux associations professionnelles internationales qui représentent l'essentiel de la communauté des professionnels des langues, à savoir l'Association internationale des traducteurs de conférence et l'Association internationale des interprètes de conférence. Les deux accords renouvelés séparément réglementent les conditions d'emploi des professionnels des langues indépendants, c'est-à-dire les traducteurs et interprètes de conférence engagés pour des périodes de courte durée ainsi que les autres personnes exerçant

⁵⁷ XML est un langage de balisage créé pour définir une syntaxe de codage des documents que les humains et les machines peuvent lire.

⁵⁸ JIU/REP/2019/9, par. 210.

⁵⁹ CEB/2018/HLCM/ICT/18, p. 8 et 9.

des fonctions associées. L'annexe XII énumère les parties et les observateurs pour ces deux accords. Comme expliqué dans le rapport du CCI sur le multilinguisme de 2011 et dans le présent rapport, ces accords sont d'une grande importance pour attirer des personnels indépendants qualifiés dont la contribution aux travaux des services linguistiques des entités des Nations Unies est si nécessaire, car ils établissent leurs conditions de travail et déterminent leur protection contre d'éventuels manquements à ces conditions, y compris sur le terrain et dans des circonstances dangereuses où leur vie peut être menacée⁶⁰. Cependant, selon le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, ces accords contiennent des clauses qui ne sont pas totalement en phase avec les règles en vigueur en matière de gestion des ressources humaines et il sera important de les revoir pour s'assurer que tous les membres du personnel sont traités sur un pied d'égalité.

85. Plusieurs mécanismes d'examen et de contrôle bien conçus sont en place dans le système pour évaluer la conformité des services rendus par les organisations pour favoriser le multilinguisme dans les organes décisionnels intergouvernementaux. Il y a plusieurs décennies, l'Assemblée mondiale de la Santé a prié le Directeur général de veiller à la stricte application des règles de l'organisation qui fixent le régime linguistique en ce qui concerne les relations de l'organisation avec les États membres⁶¹. En particulier, l'Assemblée a prié le Directeur général de veiller à la diffusion simultanée et en temps utile des documents relatifs à l'ordre du jour de l'Assemblée mondiale de la Santé et du Conseil exécutif de l'organisation dans les six langues officielles de celle-ci et de ne pas en assurer la diffusion tant qu'ils n'étaient pas disponibles dans toutes les langues officielles afin de respecter le principe de l'égalité de traitement entre les États membres.

86. Le degré de satisfaction des États membres est un indicateur fondamental de l'efficacité de la gestion des conférences et des services de conférence⁶². Bien qu'il s'agisse d'une pratique établie au Secrétariat de l'ONU, le Secrétaire général a été prié par l'Assemblée générale de continuer de rechercher les meilleures méthodes et techniques d'évaluation du degré de satisfaction des usagers, de s'efforcer d'obtenir un taux de réponse plus élevé aux enquêtes sur la qualité des services et de lui rendre compte régulièrement des résultats obtenus⁶³.

87. En outre, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer de veiller à ce que les mesures que le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences prend pour recueillir l'appréciation des États Membres sur la qualité des services de conférence qui leur sont fournis, indicateur de résultat fondamental pour le Département, offrent à tous les États Membres la même possibilité de porter leur appréciation dans les six langues officielles de l'Organisation, et à ce que ces mesures soient pleinement conformes à ses résolutions pertinentes et l'a prié également de lui rendre compte des progrès accomplis à cet égard⁶⁴.

88. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences s'est employé à recueillir l'appréciation des États Membres sur la qualité des services qui leur sont fournis et de tenir compte des observations ou réclamations que ceux-ci formulent par écrit ou pendant les réunions. Le Secrétaire général a été prié de redoubler d'efforts pour trouver des formules novatrices qui permettent de recueillir et d'analyser systématiquement les appréciations émises par les États Membres et par la présidence et le secrétariat des commissions et comités sur la qualité des prestations, et de rendre compte à ce sujet à l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session⁶⁵. Dans le même ordre d'idées, le Secrétaire général a été prié de continuer à recueillir des appréciations sur la qualité des services de conférence fournis par le Secrétariat, à l'occasion de réunions organisées une ou deux fois par an, en veillant à ce que les États Membres puissent porter une appréciation et

⁶⁰ Voir JIU/REP/2011/4, par. 128 à 138, y compris la recommandation 7.

⁶¹ WHA50.32 (1997).

⁶² Résolution 74/252 de l'Assemblée générale, par. 42.

⁶³ Ibid., par. 44.

⁶⁴ Ibid., par. 43.

⁶⁵ Ibid., par. 45.

demander des renseignements sur toute question ayant trait aux conférences ou aux services linguistiques dans l'une quelconque des six langues officielles de l'Organisation⁶⁶.

89. Le Service de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Vienne a introduit une enquête de satisfaction qui est menée dans la salle de réunion au moyen de tablettes tactiles. Les données compilées sont analysées par la direction du Service, qui cherche à obtenir un retour d'information de la part de toutes les parties prenantes. Cet outil s'est révélé être une source d'information utile pour le Service sur les besoins des représentants, qui se sont, pour leur part, félicités de l'occasion qui leur était ainsi donnée de faire connaître leurs points de vue. Une enquête de satisfaction en ligne du même type est réalisée depuis 2012 par la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève, dont les résultats sont communiqués, entre autres, aux États Membres. Pour atteindre un plus grand nombre de participants aux réunions et augmenter encore le taux de réponse, la Division a commencé en 2020 l'essai pilote d'un outil d'interaction en ligne, qui permet de réaliser des sondages en direct lors de certaines réunions.

90. Dans son dernier rapport d'évaluation sur le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, couvrant la période 2014-2017, le BSCI a constaté que les appréciations que les États Membres avaient communiquées au Département concernant les services d'interprétation étaient positives. Les très rares clients qui s'étaient plaints de la qualité avaient également indiqué que le Département était très réceptif à leurs commentaires⁶⁷. Selon la même évaluation du BSCI, les appréciations exprimées formellement par les États Membres concernant les traductions étaient tout aussi positives, corroborant les résultats d'une enquête réalisée auprès des clients sur le même sujet au cours de la même période⁶⁸.

91. En 2018, la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT a établi le mandat du Groupe de travail du Conseil de l'UIT sur l'utilisation des six langues officielles de l'Union⁶⁹, créé en 2016⁷⁰. La principale tâche de ce Groupe de travail consiste à vérifier que le secrétariat de l'UIT continue de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité et d'assurer l'interprétation et la traduction de sa documentation, et à faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des résolutions pertinentes. Le Groupe de travail du Conseil coopère avec le Comité de coordination pour la technologie et le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et humaines. En 2019, il a présenté les résultats d'une étude et d'une évaluation des procédures de traduction et d'interprétation de l'UIT et a encouragé le secrétariat à continuer de rechercher des améliorations, notamment en introduisant des innovations qui permettraient de réaliser des économies et d'améliorer l'efficacité.

5. Les États Membres et les groupes linguistiques en tant que principales parties prenantes des services linguistiques

92. La Coordinatrice du Secrétariat de l'ONU pour le multilinguisme a récemment renforcé les partenariats avec les États Membres⁷¹. À cette fin, elle-même – ou l'un ou l'une de ses représentant(e)s – a tenu périodiquement des réunions d'information et correspondu sur des questions relatives au multilinguisme avec les États Membres intéressés qui en avaient fait la demande, issus d'un large éventail de groupes linguistiques, y compris, sur invitation du Département de l'appui aux missions, avec des pays qui fournissaient des contingents ou du personnel de police. Elle a également assuré la liaison avec les différents groupes linguistiques avant chaque célébration linguistique et a régulièrement participé à des manifestations de ce type⁷².

⁶⁶ Ibid., par. 46.

⁶⁷ E/AC.51/2019/5, par. 38.

⁶⁸ Ibid., par. 39.

⁶⁹ Résolution 154 de l'UIT (Rév. Dubaï, 2018).

⁷⁰ Résolution 1372 (2015) du Conseil de l'UIT.

⁷¹ A/73/761, par. 23.

⁷² Ibid., par. 24.

93. L'équipe du CCI a rencontré à Genève et à New York plusieurs représentants d'États Membres qui, collectivement ou individuellement, s'étaient activement intéressés aux problèmes se posant dans les entités des Nations Unies dans le domaine des langues et qui avaient accepté de présenter au CCI leurs positions respectives⁷³. À Genève et à New York, elle s'est entretenue avec le groupe francophone, qui comprend tous les représentants permanents des États membres, des membres associés et États observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie. Le Groupe des ambassadeurs francophones dispose d'un bureau exécutif composé d'environ 10 représentants permanents avec un président et plusieurs vice-présidents, qui sont chargés soit d'un organe particulier (tel que le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale ou le Conseil économique et social), soit d'un sujet de fond particulier (tel que le maintien et la consolidation de la paix, le développement et les objectifs de développement durable, les droits de l'homme, le multilinguisme et la francophonie). Le Groupe est soutenu localement par le bureau de l'Organisation internationale de la Francophonie à New York et ses homologues à Genève et à Vienne. L'équipe du CCI n'a pas eu l'occasion de rencontrer le représentant du groupe hispanophone lors de sa visite à New York. En revanche, une réunion très suivie a été organisée sous forme d'un entretien de groupe à Genève. Le groupe hispanophone, appelé Groupe des amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies, a été officiellement créé en 2013 lorsque sa charte a été diffusée en annexe à une lettre adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Argentine⁷⁴. Le Groupe est particulièrement actif pour tout ce qui touche au point de l'ordre du jour de la Quatrième Commission (et du Comité de l'information qui lui est rattaché) sur les questions relatives à l'information et au point de l'ordre du jour sur le multilinguisme. À New York, l'équipe du CCI a également rencontré des représentants du groupe lusophone (la Communauté des pays lusophones).

94. L'Organisation internationale de la Francophonie, en application des paragraphes 24 et 35 de la résolution 71/289 de l'Assemblée générale et avec l'appui du Cabinet du Secrétaire général et du Coordonnateur/de la Coordonnatrice pour le multilinguisme, a contribué à l'embauche d'un consultant externe chargé de procéder à un examen des politiques et pratiques en vigueur au sein du Secrétariat et dans des cadres organisationnels similaires.

95. La Section allemande de traduction⁷⁵ qui a été créée aux termes de la résolution 3355 (XXIX) de l'Assemblée générale du 18 décembre 1974, continue de traduire en allemand toutes les résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ainsi que d'autres documents importants des Nations Unies. Elle est financée au moyen d'un fonds d'affectation spéciale auquel contribuent l'Allemagne, l'Autriche, le Liechtenstein et la Suisse⁷⁶.

6. Planification de la relève dans les services linguistiques

96. Étant donné l'importance de la qualité de la traduction et de l'interprétation dans tous les domaines partout dans le monde, la concurrence internationale pour attirer des professionnels expérimentés et compétents dans les services linguistiques est bien réelle. Le renouvellement du vivier de professionnels des langues et la mise en valeur du potentiel de ces derniers deviennent donc problématiques. C'est pourquoi les services linguistiques des entités des Nations Unies tentent d'attirer, et de commencer à former, des recrues potentielles dès leurs années d'études dans des établissements spécialisés. Le Secrétariat continue à utiliser les médias sociaux dans toutes les langues officielles pour faire connaître les possibilités de carrière dans les services de conférence dans tous les lieux d'affectation.

⁷³ Bangladesh, Djibouti, Espagne, État plurinational de Bolivie, Fédération de Russie, France, Japon, Mexique, Panama, Paraguay, Portugal, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Uruguay.

⁷⁴ A/67/998.

⁷⁵ Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Traduction, paragraphe introductif, qui évoque « une petite section allemande de traduction », consultable à l'adresse suivante : www.un.org/dgacm/content/translation.

⁷⁶ JIU/REP/2011/4, par. 55.

97. La période de service maximale de sept ans prévue par le statut de l'AIEA s'applique également au personnel linguistique de la catégorie des administrateurs/administratrices et des fonctionnaires de rang supérieur. Les services linguistiques s'efforcent de s'assurer la collaboration d'un mélange de personnel nouveau et expérimenté, afin de maintenir un équilibre en longue période. En outre, les stagiaires sont considérés comme essentiels pour la planification de la relève à long terme. Un stage dans les services linguistiques est un pas vers l'intégration au vivier de traducteurs potentiellement disponibles à l'avenir.

98. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) alimente le fichier des futurs traducteurs en y incorporant ses stagiaires, qu'il a progressivement formés à sa terminologie et à ses conditions de travail. Après un délai de latence, les stagiaires peuvent être recrutés comme consultants externes ou comme indépendants.

99. Les services de traduction de l'OPS ont mis en place un système grâce auquel les stagiaires peuvent effectuer une transition vers le monde professionnel. Le programme mis en place à cet effet permet à des interprètes et traducteurs débutants de troisième cycle n'ayant pas d'autre expérience que leur stage de commencer leur carrière en tant que professionnels débutants et de recevoir une rémunération de moitié inférieure à celle de leurs collègues. Il s'agit d'une solution doublement gagnante, car les jeunes professionnels qui sont encore en phase d'apprentissage acquièrent de l'expérience, tandis que l'OPS dispose de ressources humaines à moindre coût qui sont formées à sa terminologie et peuvent assumer les fonctions des professionnels des langues à part entière.

100. Depuis 2015, le Secrétariat de l'ONU fait davantage de publicité pour les concours qu'il organise pour les jeunes professionnels des langues, y compris sur les médias sociaux. Des vidéos expliquant le contenu des examens, avec des conseils sur la façon de s'y préparer, ont été mises à disposition sur les sites Web de l'ONU et sur les médias sociaux. Des visites, des conférences à distance et des campagnes ciblées par courrier électronique et, dans certains cas, par radio ont été organisées à l'intention des établissements de formation et des associations professionnelles concernés en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, afin d'encourager leurs diplômés à participer aux examens.

101. En signant un mémorandum d'accord, les universités et les établissements de formation et d'enseignement conviennent de préparer leurs étudiants au concours de recrutement de personnel linguistique pour le Secrétariat de l'ONU. Le réseau d'universités signataires d'un mémorandum d'accord avec l'Organisation des Nations Unies pour la formation des professionnels des langues a continué de donner des résultats positifs : près de 43 % des lauréats des concours de langues en 2017 étaient diplômés de ces universités. Le Secrétariat a introduit de nouveaux modes de coopération en 2017, notamment des accords de formation pratique à distance qui offrent, de manière efficace par rapport au coût, une expérience pratique aux étudiants en traduction prometteurs des universités partenaires (voir annexe X).

102. En signant un mémorandum d'accord, ces universités partenaires rejoignent le réseau des établissements ayant signé un mémorandum d'accord similaire avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, connu sous le nom de réseau d'universités partenaires. En tant que membres du réseau, elles participent aux conférences périodiques des universités partenaires, qui visent à réunir des représentants du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et des représentants de ces universités ainsi que d'autres parties prenantes, afin : a) d'examiner la collaboration au sein du réseau d'universités partenaires et de suggérer de nouvelles approches pour la renforcer et l'améliorer ; b) d'offrir aux partenaires du réseau la possibilité de comparer les initiatives et les méthodes dans les domaines de la formation des professionnels des langues, de la formation des formateurs, de la promotion externe et de la communication pour les programmes de formation, les activités de formation communes et d'autres projets connexes, en recherchant des synergies lorsque cela est possible ; c) de débattre et de convenir des moyens d'adapter la formation universitaire des professionnels des langues aux besoins de l'ONU.

103. En bref, les conférences avec le réseau des universités partenaires sont l'occasion pour le Secrétariat de l'ONU et ses partenaires de formation d'évaluer ce qui a été réalisé de puis la création du réseau, de partager les meilleures pratiques, d'approfondir la collaboration et de déterminer les moyens d'encourager les étudiants à devenir des professionnels des langues des Nations Unies. Lors de ces conférences, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences rend compte de l'assistance pédagogique fournie aux universités partenaires par le personnel du Siège de l'ONU, des Offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi et des commissions régionales. Les universités présentent un résumé des activités qu'elles ont menées dans le cadre du mémorandum d'accord depuis la conférence précédente.

104. La proximité des organisations avec des écoles d'interprétation et de traduction renommées situées à Paris et à Genève a facilité la réalisation de plans de relève destinés à attirer, former et recruter de nouveaux talents. Par exemple, les services linguistiques de l'OCDE ont accès à des étudiants des établissements d'enseignement à Paris, alors que les services linguistiques de la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève attirent des diplômés en interprétation et en traduction de l'Université de Genève. Cette proximité a donné l'occasion à l'équipe du CCI d'interroger en personne le personnel enseignant et administratif de ces universités – qui sont également membres du réseau d'universités partenaires – sur leurs programmes d'études actuels, notamment sur la pertinence de ces programmes par rapport aux besoins de l'ONU.

105. En ce qui concerne l'intelligence artificielle, les deux établissements d'enseignement basés à Paris ont inscrit des cours sur la question dans leurs programmes. L'École supérieure d'interprètes et de traducteurs, qui est rattachée à l'Université de la Sorbonne Nouvelle, ou Paris 3, a introduit des cours sur la traduction automatique, la postédition et l'utilisation d'outils de traduction assistée par ordinateur. Le programme du Master délivré par l'École vise principalement à apprendre à réfléchir à l'acte de traduction. Il est conçu pour préparer les étudiants à la maîtrise du métier de traducteur, avant de passer à celui de réviseur de textes traduits automatiquement. Dans la même optique, l'Institut de management et de communication interculturels est un établissement d'enseignement, qui forme également ses étudiants à l'utilisation des outils de traduction assistée par ordinateur.

106. Le programme de traduction de l'Université de Genève a été influencé par les progrès rapides intervenus dans le domaine de la traduction automatique et par la nette amélioration de la performance des nouveaux logiciels. Les textes étant prétraduits automatiquement, l'idée était d'utiliser le temps ainsi gagné pour une amélioration par le traducteur de la qualité du texte final. Face à la large application de la traduction automatique, un projet de recherche a été entrepris qui avait pour but de comparer les résultats de traduction avec et sans traduction automatique préliminaire. L'intégration de la traduction automatique préliminaire dans le processus de traduction a finalement entraîné une forte demande de formation professionnelle dans ce domaine, car, dans un avenir proche, les organisations chercheront davantage des éditeurs et des réviseurs que des traducteurs. C'est la raison pour laquelle la révision et l'édition post-traduction sont devenues les formations les plus populaires actuellement à l'Université de Genève.

107. L'École supérieure d'interprètes et de traducteurs et l'Institut de management et de communication interculturels considèrent tous deux leur partenariat avec le Secrétariat de l'ONU comme une collaboration très importante, car leurs étudiants se voient offrir des stages et finissent par obtenir des emplois au sein de l'Organisation. C'est pourquoi ces deux établissements s'efforcent de répondre aux exigences de l'ONU et entretiennent des relations étroites avec les services linguistiques, de façon que leurs programmes de formation soient constamment adaptés aux besoins changeants de l'Organisation. Outre la coopération avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, l'Institut de management et de communication interculturels envisage de conclure un partenariat avec le Département de la communication globale, car ses étudiants peuvent acquérir une expérience pratique tout en traduisant le contenu des sites officiels des entités des Nations Unies qui relèvent de leurs attributions.

108. Comme suite à l'expérimentation progressive des épreuves à distance en 2015 et 2016, les concours de recrutement de traducteurs, d'éditeurs et de rédacteurs de procès-verbaux de séance organisés par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences du Secrétariat de l'ONU se déroulent entièrement à distance depuis 2017, ce qui permet aux candidats de passer les épreuves n'importe où dans le monde dans le lieu de leur choix, à condition qu'ils aient accès à un ordinateur et à l'Internet. Le passage des épreuves entièrement à distance a permis la participation de candidats qui, auparavant, ne pouvaient se déplacer pour ce faire dans une autre ville ou un autre pays en raison de contraintes financières, physiques ou autres. Par souci d'intégrité, les examens sont organisés simultanément pour tous les candidats avec des temps de pause courts entre les épreuves et un système de contrôle en ligne est prévu, afin de surveiller les candidats par vidéo et par un logiciel de capture d'écran spécialement conçu à cet effet durant l'examen. En outre, une dernière étape se déroule en direct, celle des entretiens.

109. Les premiers examens entièrement organisés à distance ont permis d'élargir le vivier de candidats, grâce à la forte augmentation du nombre de personnes inscrites originaires d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. Le nombre de « candidats qualifiés », c'est-à-dire ceux qui remplissent les conditions minimales d'admissibilité, tant au niveau mondial que dans les deux régions mentionnées, a également progressé de manière significative. Cette progression s'explique en grande partie par le fait que, pour les examens de traducteurs, d'éditeurs et de rédacteurs de procès-verbaux français et espagnols, l'exigence traditionnelle d'une excellente connaissance de deux langues autres que la langue principale a été levée pour les titulaires de diplômes dans des domaines pertinents, étant donné que dans les institutions latino-américaines, les traducteurs et interprètes sont le plus souvent formés à travailler à partir d'une seule autre langue.

110. S'ajoutant aux deux recommandations sur le sujet contenues dans le rapport du CCI de 2011⁷⁷, la recommandation ci-après vise à renforcer l'efficacité des services linguistiques des entités des Nations Unies.

Recommandation 3

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait devraient, d'ici à la fin de 2022, soit améliorer les politiques déjà mises en place pour attirer de nouveaux traducteurs et interprètes et fidéliser le personnel talentueux et qualifié des services linguistiques, soit introduire des politiques à cet effet, y compris en élaborant des plans d'organisation de la relève qui précisent les langues et combinaisons de langues requises ainsi qu'en développant les programmes de promotion externe.

⁷⁷ JIU/REP/2011/4, recommandations 8 et 9.

IV. Le multilinguisme dans les programmes et les opérations

111. Les membres du personnel des entités des Nations Unies travaillent et interagissent avec un large éventail de parties prenantes dans des contextes multilingues et multiculturels variés. Il leur faut donc utiliser leurs aptitudes et leurs acquis plurilingues et pluriculturels et les renforcer, afin de faciliter et de promouvoir une communication et une coopération interculturelles efficaces dans l'ensemble du système et avec les divers partenaires et communautés qui lui sont rattachés. Le multilinguisme est essentiel pour respecter la diversité et contribuer à l'intégration linguistique et culturelle et à l'exécution des missions et mandats respectifs des entités des Nations Unies.

A. Un personnel multilingue

1. La dimension multilingue d'un personnel venu d'horizons divers

112. Dans son rapport pour 2018, la Commission de la fonction publique internationale a présenté les résultats de la décision qu'elle a prise de donner la priorité à la promotion de la diversité du personnel en tant que principe général découlant des dispositions de la Charte des Nations Unies⁷⁸. Elle y a indiqué aussi que la composition du personnel de toutes les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies devrait être caractérisée par la diversité sous ses différents aspects (notamment celle associée à la répartition géographique équitable, à la représentation des sexes ainsi qu'au multiculturalisme, aux différences générationnelles, au multilinguisme et à la situation des personnes handicapées) et que cette diversité devrait faire partie intégrante du processus de prise décisionnel afin d'améliorer les résultats des organisations.

113. Ayant constaté que les entités des Nations Unies ne favorisaient pas cette diversité, car elles n'utilisaient pas efficacement leurs langues de travail et ne les traitaient pas sur un pied d'égalité, en particulier au stade du recrutement, le CCI a formulé deux recommandations dans son rapport de 2011 sur le multilinguisme, estimant que les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient prendre des mesures efficaces pour remédier à cette situation⁷⁹. À ce jour, les secrétariats des entités n'appliquent pas le principe du multilinguisme de manière uniforme en ce qui concerne les effectifs. Dans chaque entité, son application dépend des décisions de l'organe délibérant ou directeur et des compétences linguistiques et du profil multilingue exigés du personnel aux termes de ces décisions. Elle dépend également de la manière dont les organes délibérants ou directeurs supervisent et, en particulier, suivent et mesurent les progrès signalés par les secrétariats respectifs dans la mise en œuvre de leurs décisions pertinentes. Par exemple, l'Assemblée mondiale de la Santé a prié le Directeur général de l'OMS de veiller à la stricte application des règles de l'organisation qui fixent le régime linguistique au sein du secrétariat⁸⁰.

114. Au secrétariat de l'AIEA, il existe une pratique de longue date qui consiste à utiliser l'anglais pour la plupart des communications au sein du secrétariat. Nonobstant cette pratique, pour le recrutement des postes au secrétariat de l'AIEA, la connaissance de l'une des cinq autres langues officielles de l'Agence est considérée comme un atout. De nombreux membres du personnel de la Division de l'Afrique et de la Division de l'Amérique latine et des Caraïbes du Département de la coopération technique parlent couramment le français et l'espagnol respectivement. Le secrétariat a commencé à donner suite à des demandes de plus en plus fréquentes des États membres qui souhaitaient des informations dans plusieurs langues autres que l'anglais. Face à l'intérêt accru des États membres pour le multilinguisme, le Directeur général a présenté pour la première fois en 2017 un rapport sur les activités de l'Agence liées au multilinguisme et, en 2019, a soumis un rapport actualisé sur le multilinguisme à l'AIEA.

⁷⁸ A/73/30, p. 64.

⁷⁹ JIU/REP/2011/4, recommandations 11 et 3.

⁸⁰ WHA50.32 (1997).

115. Au PNUD, il y a trois langues de travail : l'anglais, le français et l'espagnol. Tous les principaux documents mondiaux sont traduits dans ces trois langues, mais seul l'anglais est requis parmi les critères linguistiques de recrutement. La connaissance d'une deuxième langue de travail n'est pas une exigence mais est considérée comme souhaitable et un atout, sauf pour les postes où la deuxième langue est essentielle à l'exercice de la fonction. Par exemple, pour les postes en Amérique latine, le recrutement sans connaissance de l'espagnol n'est pas possible, car le PNUD ne serait pas autrement en mesure de soutenir correctement les bureaux de pays. La maîtrise de l'anglais est confirmée par des épreuves écrites, mais l'évaluation de la connaissance d'une deuxième langue par les candidats n'est pas une pratique constante. De même, bien que l'UNICEF considère l'anglais, le français et l'espagnol comme ses langues de travail, dans la pratique, elle a limité à l'anglais uniquement les compétences linguistiques de base requises pour le recrutement du personnel. La seule exception concerne les postes régionaux dont les titulaires doivent maîtriser le français ou l'espagnol en plus de l'anglais pour pouvoir exercer leurs fonctions. De même, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONU-DC), ONU-Femmes et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) exigent la maîtrise de l'anglais pour tous les postes.

116. Selon les exigences linguistiques figurant dans le Manuel des ressources humaines du PAM, les candidat(e)s à des postes d'administrateurs internationaux doivent parler couramment l'anglais et avoir une connaissance intermédiaire d'une autre langue officielle des Nations Unies, à savoir l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français ou le russe, ou le portugais, qui est une langue de travail du PAM. En outre, les agents des services généraux nouvellement recrutés au siège et dans les bureaux de liaison sont tenus de se soumettre à un examen d'aptitude en anglais, arabe, chinois, espagnol ou français, selon la langue qu'ils ont déclaré connaître dans la notice personnelle, à moins qu'une de ces langues ne soit leur langue maternelle.

117. Dans sa résolution 73/346 sur le multilinguisme, l'Assemblée générale a attiré l'attention sur la décision de la Commission de la fonction publique internationale relative à l'intégration d'un élément de diversité dans les effectifs de l'ensemble des entités des Nations Unies. La diversité géographique du personnel doit aller de pair avec la diversité culturelle et linguistique, ce qui se traduit inévitablement par des effectifs multiculturels et multilingues. En 2018, le Secrétaire général a présenté une stratégie biennale d'ensemble en matière de ressources humaines pour l'Organisation définissant une série d'objectifs et d'actions stratégiques visant à transformer la gestion des ressources humaines au Secrétariat d'ici à 2021. Il s'agissait d'assurer que la gestion des ressources humaines permette à l'Organisation de fidéliser son personnel, en le motivant et en lui donnant la possibilité d'acquérir les compétences dont il aura besoin pour relever les nouveaux défis et ceux qui s'esquissent déjà. Les objectifs et actions stratégiques visent à créer un cadre propice à l'action et une gestion proactive des ressources humaines, qui contribueront à transformer la culture institutionnelle de l'Organisation et à fidéliser un personnel qualifié, divers et multilingue dont l'évolution et le parcours professionnel seront favorisés, entre autres, par des possibilités d'apprentissage multilingue.

118. Le Comité des commissaires aux comptes a signalé que l'examen des fiches de postes du Bureau de la gestion des ressources humaines du Secrétariat de l'ONU a révélé que le Secrétariat violait le principe de l'égalité de traitement de l'anglais et du français comme langues de travail, même dans les lieux d'affectation situés dans des pays francophones⁸¹. Dans ses dernières résolutions sur le multilinguisme⁸², l'Assemblée générale a souligné que tous les nouveaux membres du personnel devraient pouvoir utiliser au moins une langue de travail du Secrétariat, tandis que toute promotion d'une classe à l'autre des administrateurs/administratrices et des fonctionnaires de rang supérieur devrait être subordonnée à la connaissance suffisante et vérifiée d'une seconde langue, comme prévu dans sa résolution 2480(XXIII) de 1968.

⁸¹ A/63/5 (vol. I), par. 259.

⁸² Résolutions 71/328 et 73/346 de l'Assemblée générale.

2. Compétences linguistiques des hauts responsables

119. Au Secrétariat de l'ONU, le Secrétaire général est le premier défenseur du multilinguisme, utilisant fréquemment différentes langues lorsqu'il prononce des déclarations et des messages et veillant à ce que la plupart de ses messages vidéo soient disponibles dans toutes les langues officielles. Le Cabinet du Secrétaire général joue généralement un rôle de premier plan dans l'intégration du multilinguisme dans les activités d'information et de communication, puisque les réunions d'information et les entretiens avec la presse se déroulent en plusieurs langues, tandis que les plus hauts responsables utilisent également diverses langues à l'Organisation et à l'extérieur. Lors de l'apparition de la pandémie de coronavirus (COVID-19), le Secrétaire général a prononcé son discours appelant à une trêve et à un cessez-le-feu au niveau mondial dans les six langues officielles de l'ONU et dans sa langue maternelle, le portugais.

120. À l'UNICEF, les directeurs/directrices régionaux(ales) et les cadres supérieurs sont multilingues. L'UNICEF propose des cours, y compris des cours d'immersion, pour les aider à bien maîtriser une langue. Le PNUD donne à ses Représentant(e)s résident(e)s la possibilité d'accéder à une « formation linguistique intensive » et à des « cours d'immersion linguistique » pour les aider à adapter leurs compétences linguistiques aux besoins du pays dans lequel ils sont affectés. Le BIT propose également des cours de langue intensifs ainsi que des cours d'immersion aux cadres supérieurs pour les aider à atteindre à maîtriser une langue et renforcer le multilinguisme à tous les échelons de l'organisation.

121. À la FAO, les postes de direction tendaient autrefois à être occupés par des anglophones. Les responsables ont toutefois indiqué qu'au fil des ans, l'organisation était devenue plus multilingue. Plus récemment, même des membres du personnel de très haut niveau, comme les représentant(e)s régionaux(ales) et leurs adjoint(e)s, se sont mis(e)s à apprendre les langues officielles de la FAO ou les langues locales après leur nomination.

122. Depuis la réforme du système des coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s de 2018, et en application du mandat donné par l'Assemblée générale, le coordonnateur/la coordonnatrice résident(e) est le(la) plus haut(e) représentant(e) du système des Nations Unies pour le développement au niveau national. Il/elle a pour mission de diriger l'action des équipes de pays des Nations Unies, d'assumer pour l'ensemble du système la responsabilité sur le terrain de l'application du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable⁸³ et de coordonner l'aide apportée par l'ONU aux pays pour la mise en œuvre du Programme 2030⁸⁴. Plus de 100 coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s nommé(e)s dans le monde entier, qui sont les représentant(e)s désigné(e)s du Secrétaire général – à qui ils/elles rendent compte – font également rapport chaque année au gouvernement du pays d'accueil sur la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération à l'échelle du système⁸⁵. Les coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s devraient réunir toutes les caractéristiques prévues dans le modèle de leadership du système des Nations Unies, tel que convenu par le CCS en avril 2017⁸⁶.

123. Étant donné que ce modèle de leadership ne fait aucune référence au multilinguisme, la maîtrise de l'anglais ou du français en tant que langues de travail du Secrétariat ne figure pas parmi les exigences linguistiques de la définition d'emploi type du poste de coordonnateur/de la coordonnatrice résident(e) des Nations Unies. Seule la maîtrise de l'anglais y est mentionnée ainsi que la connaissance pratique d'une autre langue officielle de l'ONU, en fonction de la région d'affectation⁸⁷. Selon l'Inspecteur, une occasion a été

⁸³ Anciennement Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

⁸⁴ Voir la résolution 72/279 de l'Assemblée générale et le Groupe des Nations Unies pour le développement durable, « Le coordonnateur résident », consultable sur le site <https://unsdg.un.org/fr/2030-agenda/direction>.

⁸⁵ Groupe des Nations Unies pour le développement durable, « Cadre de gestion et de responsabilité du système des Nations Unies pour le développement et du système des coordonnateurs résidents des Nations Unies », 18 mars 2019, révisé le 26 avril 2019, sect. 3.1, p. 6.

⁸⁶ Ibid., note de bas de page 12 et annexe 2, partie IV.

⁸⁷ Groupe des Nations Unies pour le développement durable, « Définition d'emploi type du poste de coordonnateur résident des Nations Unies », consultable à l'adresse suivante :

manquée lors de la récente réforme du système de promouvoir le multilinguisme à l'occasion de la nomination à ce poste de haut niveau de candidat(e)s appelé(e)s à jouer un rôle important dans la réalisation des objectifs des Nations Unies, en particulier les objectifs de développement durable, au niveau régional. **L'Inspecteur estime que les coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s seraient mieux à même de transmettre les messages au nom du Secrétaire général, dont ils/elles sont les représentant(e)s désigné(e)s, et de remplir leur mission s'ils/si elles étaient multilingues et si les aptitudes linguistiques exigées d'eux étaient précisées et strictement respectées au cours de la procédure de sélection⁸⁸. Des critères linguistiques devraient être ajoutés également au modèle de leadership du système des Nations Unies lors de son prochain examen par le CCS.**

3. Incitations à l'amélioration des aptitudes linguistiques

124. D'après les enquêtes menées à l'échelle du système, les membres du personnel considèrent que le multilinguisme favorise la mobilité aussi bien entre les entités qu'au sein de celles-ci, y compris l'évolution de carrière. Néanmoins, compte tenu des difficultés qu'ils peuvent rencontrer pour suivre une formation linguistique lorsqu'ils travaillent à plein temps, ils ont besoin d'une certaine motivation pour tirer parti des programmes de langues proposés directement par leur Organisation, soit en interne dans le système des Nations Unies, soit en externe auprès de prestataires de services commerciaux ou d'instituts publics.

125. Pour encourager l'amélioration continue des aptitudes linguistiques et promouvoir le multilinguisme des membres de leur personnel, la plupart des entités des Nations Unies leur proposent surtout des cours de langues gratuits. Certaines ne couvrent que 50 % des frais, la prise en charge des 50 % restants étant subordonnée à l'achèvement de la formation. Rares sont celles qui posent comme condition à l'inscription aux cours de langue la nécessité pour les fonctionnaires concernés d'utiliser à bref délai une langue à des fins professionnelles.

126. Avant 2017, les entités des Nations Unies avaient pour habitude de proposer des incitations non financières et financières pour encourager le personnel à améliorer ses aptitudes linguistiques ou en acquérir de nouvelles. L'incitation non financière, qui a été supprimée, concernait les administrateurs/administratrices et les fonctionnaires de rang supérieur, qui pouvaient bénéficier d'un avancement d'échelon accéléré dans leur classe s'ils acquéraient la maîtrise d'une deuxième langue officielle de leur Organisation. Certains types de personnel étaient considérés comme non admissibles à cet avantage en raison de la nature de leur poste.

127. Les incitations financières, qui concernent principalement les agent(e)s des services généraux des entités des Nations Unies, sont restées en place même après l'introduction du nouvel ensemble de mesures et sont appliquées avec de légères variations, comme en témoignent les statuts et règlements du personnel modifiés de la plupart des organisations, à l'exception de la FAO. À la FAO, ce droit est désormais limité aux agents des services généraux qui ont été recrutés avant le 1^{er} janvier 2016, ce qui signifie qu'il a été supprimé pour tous les nouveaux agents recrutés à partir de cette date.

128. L'incitation financière en général est appelée « prime de connaissances linguistiques » et peut consister en un avantage pécuniaire, une indemnité ou une augmentation de traitement. Son but est de motiver les agent(e)s des services généraux à maîtriser une deuxième ou une troisième langue (autre que leur langue maternelle), choisie parmi l'ensemble des langues officielles ou de travail de leur organisation. Par exemple, l'OMS récompense les agent(e)s des services généraux lorsqu'ils maîtrisent une deuxième ou une troisième langue officielle, mais les langues spécifiques donnant droit à la prime de connaissances linguistiques dépendent des besoins régionaux du bureau où l'agent(e) travaille. Les six langues officielles donnent droit à la prime aux agent(e)s des services généraux en poste au siège de l'OMS, où toutes ces langues sont nécessaires, mais moins de langues donnent droit à cette prime dans ses bureaux régionaux.

<https://unsdg.un.org/fr/resources/definition-demploi-type-du-poste-de-coordonnateur-resident-des-nations-unies>.

⁸⁸ Voir également JIU/REP/2013/3, par. 45 et 88, et constatation 5.

129. Le PAM, qui accorde une prime de connaissances linguistiques aux agent(e)s des services généraux du siège et des bureaux extérieurs qui maîtrisent deux langues de l'ONU, semble être la seule organisation participante qui exige que les aptitudes de l'agent(e) soient à nouveau vérifiées tous les cinq ans.

130. Peu d'organisations participantes font de la connaissance d'une deuxième langue officielle un critère de progression de carrière. Le PNUD applique une politique de « classement selon les attributions » après le recrutement. Pour être promu à un poste de rang supérieur, les membres du personnel doivent posséder les compétences linguistiques requises pour le poste. De même, pour postuler à un nouveau poste, les membres du personnel de la FAO, tant au niveau des administrateurs/administratrices qu'à celui des agent(e)s des services généraux, doivent avoir l'anglais comme deuxième langue. À l'UNICEF, la plus grande partie du personnel étant recruté sur le plan national, le Directeur/la Directrice général(e) exige que tous les membres du personnel national aient une bonne connaissance de l'anglais comme deuxième langue pour pouvoir être promu. Pour répondre aux aspirations professionnelles des membres du personnel recrutés sur le plan national, et compte tenu du fait que l'anglais est une condition préalable à leur avancement et à leur mobilité, de nombreux cours d'anglais leur sont dispensés. Enfin, au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la connaissance pratique d'une deuxième langue officielle de l'ONU est une condition préalable indispensable à tout avancement d'un administrateur/une administratrice à un poste de la classe P-4 et des classes supérieures.

131. Dans toutes les institutions de l'Union européenne, une politique similaire consistant à subordonner la promotion et l'évolution de carrière à l'acquisition de nouvelles aptitudes linguistiques est bien ancrée et testée avec succès depuis des années en tant que principale mesure destinée à favoriser le multilinguisme. Comme indiqué au paragraphe précédent, ce n'est pas le cas dans le système des Nations Unies, où l'anglais est considéré et utilisé comme langue véhiculaire dans la plupart des entités, alors que les textes fondateurs de l'ONU exigent que son personnel soit en mesure de communiquer dans ses deux langues de travail : l'anglais et le français⁸⁹.

132. Bien que dans l'ensemble des secrétariats des organisations participantes, il soit courant de négliger les autres langues de travail et de privilégier l'utilisation de l'anglais dans les opérations et programmes, les textes fondateurs de l'ONU exigent que le personnel soit en mesure de communiquer dans toutes les langues de travail. Comme on l'a vu dans les paragraphes précédents, la règle selon laquelle le personnel doit maîtriser toutes les langues de travail des organisations participantes ou en avoir une connaissance pratique n'est pas respectée dans les faits, en particulier au Secrétariat de l'ONU, malgré les recommandations antérieures des organes de contrôle externe, y compris le CCI⁹⁰.

4. Inventaire des aptitudes linguistiques du personnel

133. La plupart des organisations participantes ne disposent pas d'un inventaire central des aptitudes linguistiques de leurs agent(e)s. Au moment de l'examen, seules quatre entités (la FAO, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le HCR et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)) ont fait savoir que leurs dispositifs de gestion des ressources humaines leur permettaient de récupérer des données et des rapports concernant le profil linguistique de leur personnel au niveau mondial, ventilé par région et par département. Les fonctionnaires du PNUD ont informé le CCI qu'en 2020, un inventaire complet des compétences serait établi dans le cadre d'un projet de cartographie des talents, qui comprendrait la mention des aptitudes linguistiques dans les profils des membres du personnel. Pour l'instant, le PNUD est en mesure de récupérer des données sur les aptitudes du personnel par langue grâce à une fonctionnalité d'Atlas, son progiciel de gestion intégré.

134. Le Secrétariat de l'ONU ne dispose pas non plus d'un mécanisme permettant de répertorier le niveau des aptitudes linguistiques des membres du personnel, y compris leur certification. Au paragraphe 67 de sa résolution 73/346, l'Assemblée générale a encouragé la collaboration entre le Département de l'appui opérationnel et le Département des stratégies

⁸⁹ Résolution 2(I) de l'Assemblée générale.

⁹⁰ A/63/5 (vol. I), par. 259 à 262 et JIU/REP/2011/4, recommandations 11 et 3.

et politiques de gestion et de la conformité dans ce domaine particulier. Dans cette résolution, elle a prié la Division de l'administration des ressources humaines d'appuyer les mesures prises par le Département de la stratégie, des politiques et du contrôle de la gestion pour établir un inventaire des compétences linguistiques du personnel dans l'ensemble de l'Organisation, en collaboration avec le Coordonnateur/la Coordonnatrice des Nations Unies pour le multilinguisme.

135. L'Inspecteur est d'avis que, pour contribuer à la transformation du personnel du système des Nations Unies et à sa culture du multilinguisme, les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient intégrer à leurs politiques de gestion des ressources humaines les mesures nécessaires au développement d'un personnel multilingue, en commençant dès le stade du recrutement et en soutenant les fonctionnaires tout au long de leur période de service, y compris par la valorisation des aptitudes linguistiques dans leur parcours professionnel et dans le cadre du système d'évaluation des compétences, de notation et de promotion.

B. Formation et évaluation et certification des connaissances linguistiques

1. Formation linguistique

136. Les entités des Nations Unies appliquent des approches différentes en matière de formation linguistique. Premièrement, dans certaines d'entre elles (Secrétariat de l'ONU, OIT et HCR), cette formation est considérée comme un moyen d'améliorer les compétences de communication des membres du personnel et, à terme, la communication globale de l'Organisation. Il s'agit d'améliorer la communication à la fois en interne – au niveau du secrétariat – et en externe – avec les États membres et les autres parties prenantes. Cette approche est illustrée par le nom même de l'unité concernée au Siège de l'ONU, à savoir le « Groupe de la formation Langues et communication ». Deuxièmement, la formation linguistique est considérée par certaines entités (Secrétariat de l'ONU, FNUAP, ONUDC, OACI et OMM) comme le principal moyen de promouvoir le multilinguisme dans leur secrétariat.

137. Dans les entités restantes, les programmes de formation sont conçus en fonction des résultats souhaitables attendus des cours offerts. Dans la plupart des cas, ils visent la maîtrise des langues officielles des organisations, de façon à permettre aux membres du personnel d'être en mesure de s'acquitter de leurs fonctions en utilisant les langues apprises dans la sphère professionnelle et publique. Dans certains cas, ils ont des objectifs plus modestes, tels que l'obtention d'un niveau de langue intermédiaire, suffisant pour tenir une conversation, mais sans aller jusqu'à la maîtrise, tandis qu'au PNUE, à l'UNICEF, à ONU-Femmes et à l'OMI, les programmes sont axés sur la certification des compétences linguistiques et, en particulier, la réussite de l'examen d'aptitudes linguistiques.

138. Les objectifs et les actions stratégiques, tels que définis dans la Stratégie globale des ressources humaines 2019-2021, complètent le projet d'ensemble du Secrétaire général d'un nouveau modèle de gestion permettant de mieux utiliser les ressources de l'Organisation à l'appui de l'exécution des mandats et comprennent des mesures visant à améliorer et à développer les possibilités d'apprentissage multilingue⁹¹. L'une des mesures envisagées pour le développement des compétences multilingues est une bibliothèque d'apprentissage en ligne accessible aux fonctionnaires du Secrétariat dans tous les lieux d'affectation, en plus des cours d'apprentissage en ligne et en face à face.

139. Dans son rapport de 2011 sur le multilinguisme⁹², le CCI formule une recommandation souple à l'intention des entités des Nations Unies dans laquelle il dit compter sur la mise en place d'un cadre de référence linguistique du système des Nations Unies, inspiré de la pratique exemplaire que constitue le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR), mais indépendant de celui-ci⁹³. En application de cette

⁹¹ A/73/372.

⁹² JIU/REP/2011/4, par. 168.

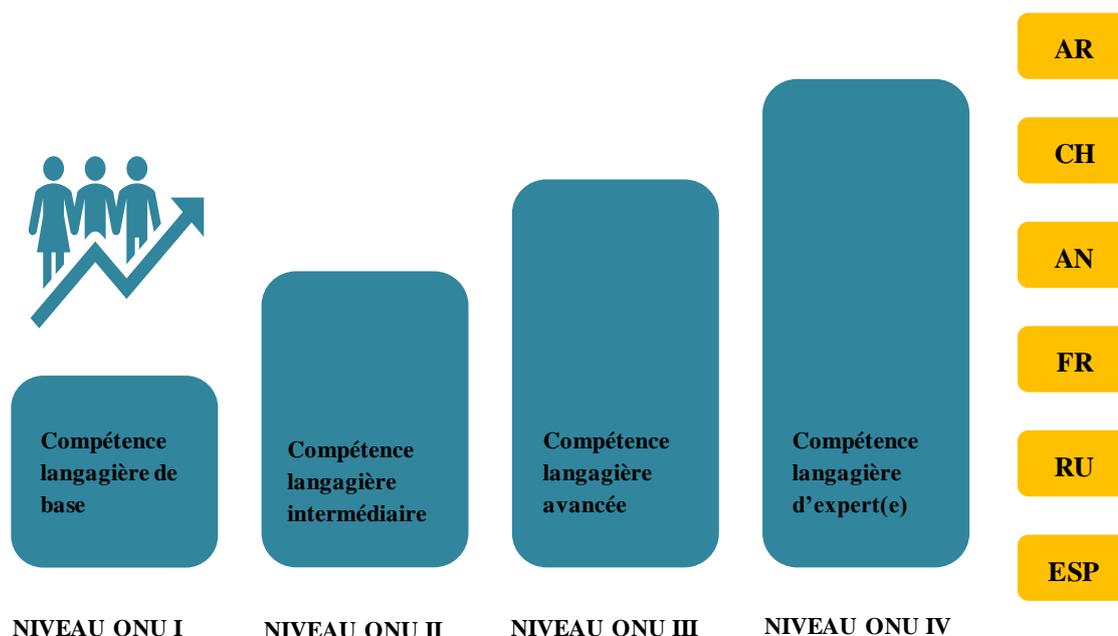
⁹³ Le Cadre européen commun de référence pour les langues a été élaboré en 2001 par le Conseil de l'Europe afin de normaliser l'apprentissage, l'enseignement et l'évaluation, y compris les divers

recommandation, le Secrétariat de l'ONU s'est employé à normaliser l'apprentissage et l'évaluation des langues dans ses départements et bureaux et dans les commissions régionales.

140. En 2018, le Secrétaire général a récompensé le projet « Harmonisation de l'apprentissage et de l'évaluation des langues au sein du Secrétariat de l'ONU » en lui décernant le Prix du Secrétaire général des Nations Unies dans la catégorie multilinguisme, alors que le projet était en cours de mise en place. Le prix a été décerné à la fois au Programme de formation linguistique de l'Office des Nations Unies à Genève et à ce qui était alors le Programme de formation linguistique de New York⁹⁴. Ce projet a été récompensé principalement pour la création du Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues, qui a de vastes implications pour le multilinguisme, car il introduit un programme d'études commun pour tous les programmes d'apprentissage des langues au Secrétariat et sert de référence mondiale pour évaluer le niveau de compétence langagière par rapport aux critères formulés par l'Organisation.

Figure 1

Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues



Source : Secrétariat de l'ONU, Bureau des ressources humaines, « Harmonisation de l'apprentissage et de l'évaluation des langues au sein du Secrétariat de l'ONU », Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues, niveaux de compétence langagière, version 2, septembre 2018.

141. Pour promouvoir le multilinguisme dans le système des Nations Unies, le projet pour l'harmonisation dans le domaine des langues vise à mettre en place un Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'apprentissage et l'évaluation des langues qui soit également applicable aux six langues officielles⁹⁵. L'un des principaux éléments de ce Cadre est la définition de quatre niveaux de compétence langagière, expressément adaptés au contexte de l'Organisation des Nations Unies. Le Cadre et les niveaux de compétence langagière à l'Organisation des Nations Unies (niveaux ONU) devraient assurer la cohérence

niveaux des examens de langues dans les différentes régions. Cette publication peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.coe.int/fr/web/common-european-framework-reference-languages>.

⁹⁴ Le Programme de formation linguistique a été remplacé par le Groupe de formation Langues et communication.

⁹⁵ Bureau des ressources humaines, « Harmonisation de l'apprentissage et de l'évaluation des langues », consultable à l'adresse suivante : <https://hr.un.org/page/harmonization-language-learning-and-assessment>. La version française du Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues est consultable à l'adresse suivante : https://hr.un.org/sites/hr.un.org/files/UNLF_UNLevelsCoreCurric_FR_0.pdf.

entre tous les programmes de langue de l'Organisation tout en demeurant souples et adaptables face aux réalités locales. Grâce à cet outil, la gestion des programmes de langue sera plus efficace, les compétences langagières plus valorisées et les transitions liées à la mobilité des fonctionnaires et à l'avancement professionnel seront facilitées. L'Inspecteur a fait observer que, si le Cadre couvrait entièrement les étapes de l'apprentissage des langues en définissant quatre nouveaux niveaux de compétence langagière normalisés dans les six langues officielles de l'ONU, il ne portait pas sur les aspects du processus d'apprentissage des langues qui concernaient l'évaluation. En particulier, il ne faisait aucune référence directe aux méthodes utilisées par le Secrétariat pour évaluer les niveaux de langue, ni n'introduisait de nouvelles méthodes d'évaluation ou de certification. Plus précisément, le Cadre n'indiquait pas à quel niveau de compétence langagière se situait le certificat d'aptitude et ne semblait pas être lié au système d'évaluation proprement dit, c'est-à-dire l'examen des aptitudes linguistiques.

142. Parallèlement, cherchant à faire progresser le multilinguisme au Secrétariat de l'ONU, le prédécesseur de la Section du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle du Département de l'appui opérationnel a déjà étendu ses activités d'apprentissage des langues à l'ensemble du Secrétariat, au-delà du Siège. Davantage de formations en ligne ont été proposées et le nombre total d'activités a considérablement augmenté, y compris les activités en présentiel, afin d'accueillir des cohortes plus nombreuses et de couvrir un plus large éventail de lieux d'affectation. Depuis 2017, un total de 2 808 certificats de formation linguistique en ligne ont été délivrés à des membres du personnel situés dans 213 lieux d'affectation de 129 pays, en particulier dans des régions reculées où aucune formation linguistique sur place n'était disponible. La diversification du catalogue de formations linguistique de l'ancien Département de la gestion (actuellement le Département de l'appui opérationnel) a conduit à une augmentation significative du nombre de fonctionnaires apprenant une langue.

143. L'objectif du programme d'apprentissage des langues de la FAO est de faire en sorte que les apprenants atteignent un niveau intermédiaire ou avancé de compétence dans une langue cible. Certains lieux d'affectation ayant un accès limité à la formation linguistique, la stratégie de l'organisation en matière de multilinguisme est axée sur l'offre de cours de langue en ligne destinés au personnel basé dans ces lieux d'affectation. Considérant la maîtrise de plusieurs langues et les compétences linguistiques comme un facteur indispensable à l'avancement professionnel, le PAM propose également à ses agents des possibilités d'apprentissage des langues en ligne et en présentiel. Les prestataires assurant les cours de langue en ligne sont sélectionnés après une évaluation comparative approfondie, en tenant compte de leurs partenariats actuels ou passés avec d'autres entités des Nations Unies. Le programme de formation linguistique de l'OIT, par exemple, comprend des cours à distance proposés aux membres du personnel sur le terrain par un prestataire du secteur privé sélectionné conjointement avec le HCR.

144. La plupart des organisations couvrent les coûts des programmes de formation linguistique et les frais de participation à ces programmes. Dans quelques-unes d'entre elles, le membre du personnel doit acquitter un pourcentage des frais, pouvant aller jusqu'à 50 % (voir annexe XI). Les programmes de formation linguistique étant des sous-programmes des programmes d'apprentissage généraux des organisations participantes, leur financement n'est pas assuré.

145. Cette recommandation vise à améliorer l'efficacité et l'efficience de la formation linguistique du personnel dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Recommandation 4

Les organes délibérants ou directeurs des entités des Nations Unies devraient demander à leurs chefs de secrétariat d'adopter d'ici à la fin de 2022, si cela n'a pas encore été fait, des politiques de formation qui encouragent les fonctionnaires à se perfectionner en permanence et à renforcer leurs aptitudes dans les langues officielles de l'entité ainsi que, le cas échéant, dans d'autres langues, et d'assurer un financement suffisant à cet effet.

2. Évaluation et certification des aptitudes linguistiques

146. Dans le système des Nations Unies, l'évaluation et la certification des connaissances des membres du personnel dans les six langues officielles de l'ONU sont assurées au moyen de l'examen d'aptitudes linguistiques organisé dans le monde entier par le Secrétariat⁹⁶. Jusqu'en 2016, la plupart des organisations participantes et des organismes membres du CCS considéraient que cet examen était la seule façon de déterminer les connaissances de leurs fonctionnaires dans l'une des six langues officielles et de leur permettre d'obtenir les indemnités correspondantes. Les organisations acquittaient des frais de gestion au Secrétariat de l'ONU afin que leurs fonctionnaires puissent accéder aux épreuves et à la certification. Face à la nécessité pour les membres du personnel d'obtenir des certifications valables de leurs aptitudes linguistiques, le Secrétariat a déployé davantage de ressources pour organiser des sessions de l'examen et gérer l'augmentation du nombre de participants.

147. Mais le Réseau ressources humaines des organismes membres du CCS a décidé de ne plus utiliser l'examen d'aptitudes linguistiques de l'ONU à l'échelle du système pour déterminer les compétences dans quatre des six langues officielles de l'ONU (anglais, français, espagnol et chinois), tout en continuant à étudier la possibilité d'appliquer cette approche aux deux autres langues officielles (arabe et russe)⁹⁷. Dans le même temps, il a confirmé qu'à partir de 2016, les certificats d'aptitude linguistique délivrés par des prestataires externes agréés au niveau C1 étaient considérés comme une preuve valide de la maîtrise de ces quatre langues dans toutes les entités des Nations Unies. Enfin, le Réseau a précisé que toute organisation qui poursuivait la certification linguistique en interne devait démontrer que ses examens répondaient pleinement au niveau C1 du Cadre européen commun de référence pour les langues afin que leurs résultats soient reconnus comme une preuve valide des aptitudes linguistique par les entités des Nations Unies.

148. En réponse aux observations des fédérations du personnel sur la question de savoir si ce changement d'approche était conforme aux vues des États Membres sur la place du multilinguisme dans le système, le Réseau a fait valoir que la décision visait à renforcer le multilinguisme de plusieurs manières : a) l'une des principales raisons du remplacement de l'actuel examen d'aptitudes linguistiques était que les niveaux de maîtrise de la langue qu'il permettait de déterminer n'étaient pas toujours cohérents et qu'il ne correspondait pas aux normes internationalement reconnues en matière d'épreuves de qualité pour la vérification des langues, alors que le passage à des prestataires externes favoriserait l'application de critères de vérification clairs, fiables et transparents ; b) le changement permettrait également d'assurer la comparabilité des niveaux d'aptitude linguistique des membres du personnel du système des Nations Unies avec ceux de personnes extérieures au système, telles que les partenaires, les candidats et autres. Il faciliterait donc à certains égards le multilinguisme lors de l'établissement des nouveaux partenariats, qui sont au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il pourrait également jeter les bases méthodologiques d'une prise en compte plus systématique du multilinguisme dans les méthodes de recrutement et de sélection ; c) une fois pleinement mis en œuvre, le nouveau dispositif serait plus efficace par rapport au coût.

149. Bien que la FAO ait fait partie du groupe de travail de l'ONU qui a préparé la liste des prestataires externes agréés pour les certifications des aptitudes linguistiques et qu'elle ait initialement prévu d'abandonner le système d'examen d'aptitudes linguistiques, au moment de la présente étude, elle gérait toujours son propre centre d'examen, où se déroulaient les épreuves linguistiques pour le personnel de toutes les organisations basées à Rome. Le PAM travaille en partenariat actif avec la FAO sur les examens de langues et reconnaît les certificats de langues délivrés par la FAO, le Siège de l'ONU et les instituts de langues membres de l'Association des organismes certificateurs en Europe. À Genève, le HCR, l'OIT, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'OMPI et l'UIT ont passé un contrat avec le même prestataire du secteur privé que celui qu'ils utilisent pour

⁹⁶ Voir Secrétariat de l'ONU, « Examen d'aptitudes linguistiques », consultable sur le site <https://hr.un.org/fr/page/language-proficiency-examination-lpe>.

⁹⁷ CEB/2016/HLCM/HR/19, par. 34 à 39.

l'apprentissage des langues pour les examens et la certification dans certaines des six langues officielles du système des Nations Unies.

150. Cette recommandation vise à renforcer la cohérence et l'harmonisation dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Recommandation 5

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient demander au Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) de créer un groupe de travail chargé d'élaborer pour adoption, d'ici à la fin de 2022, un cadre du système des Nations Unies pour l'enseignement, l'apprentissage, l'évaluation et la certification dans les six langues officielles de l'ONU, qui pourrait notamment s'appuyer sur les résultats des travaux déjà entrepris par le Secrétariat de l'ONU dans ce domaine.

C. Multilinguisme dans l'exécution des programmes et questions transversales

151. Toutes les institutions spécialisées des Nations Unies et l'AIEA ont souligné l'importance du multilinguisme dans l'exécution de leurs mandats respectifs, compte tenu de la nature de leurs missions en tant qu'organisations techniques et normatives. L'Assemblée mondiale de la Santé demande depuis 1997 au Directeur général de l'OMS de prendre les dispositions nécessaires pour que les informations techniques essentielles de l'organisation, qu'elles soient écrites, audiovisuelles ou numériques, soient diffusées dans autant de langues officielles que nécessaire en fonction des besoins et des priorités des régions et des pays afin d'en permettre l'accès le plus large possible à tous les États Membres⁹⁸. L'OACI est également soucieuse de maintenir la parité et la qualité des services dans toutes les langues officielles et de travail de l'organisation pour une bonne diffusion mondiale de sa documentation, en particulier les normes et pratiques recommandées. Comme elle l'a déclaré, il est pour elle d'une importance vitale d'assurer une compréhension unifiée et harmonisée de ses publications par les États Membres, afin de maintenir la sécurité et la sûreté de l'aviation civile internationale et de réduire le plus possible l'impact de l'aviation sur l'environnement⁹⁹.

152. En 2018, sur la proposition de la Coordinatrice pour le multilinguisme, une nouvelle catégorie de Prix du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a été créée afin d'honorer un ou une fonctionnaire ou une équipe ayant adopté des pratiques optimales et des méthodes novatrices pour promouvoir le multilinguisme à l'Organisation. Les candidatures proposées pour l'attribution d'un prix dans cette catégorie concernent des initiatives émanant de différents services du Secrétariat et témoignent de l'ampleur des efforts déployés pour faire du multilinguisme à la fois un bien commun et une responsabilité partagée.

153. Pour soutenir à la fois l'intégration de la dimension de genre et l'intégration du multilinguisme dans l'Organisation, trois départements du Secrétariat de l'ONU¹⁰⁰ et ONU-Femmes, avec l'appui du Cabinet du Secrétaire général, ont élaboré des orientations pour la prise en compte des préoccupations de genre spécifiques à chacune des six langues officielles. Ces orientations peuvent être consultées dans les six langues officielles de l'ONU sur la page Web de l'Organisation consacrée au multilinguisme dans la gouvernance du Web et sur le site secondaire « Unis pour la parité des sexes »¹⁰¹. Les orientations visent à aider le

⁹⁸ WHA50.32 (1997).

⁹⁹ Résolution A37-25 de l'Assemblée de l'OACI (2010).

¹⁰⁰ À savoir, le Département de la gestion (aujourd'hui le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité), qui a lancé le projet, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Département de l'information (aujourd'hui le Département de la communication globale).

¹⁰¹ Secrétariat de l'ONU, « Orientations pour un langage inclusif en français », consultable à l'adresse : <https://www.un.org/fr/gender-inclusive-language/guidelines.shtml>.

personnel des Nations Unies à utiliser un langage inclusif dans les divers types de communication. Le site secondaire « Unité pour la parité des sexes » propose également des outils et des supports de formation pour l'application de ces orientations linguistiques. La FAO¹⁰², l'UIT¹⁰³ et l'OMS¹⁰⁴ sont les seules entités des Nations Unies qui exigent un langage neutre du point de vue du genre dans leurs documents ; les autres entités n'ont pas de dispositions similaires.

154. En 2018, le Bureau des ressources humaines du Secrétariat de l'ONU a procédé à une analyse des neuf cours de formation qui étaient alors obligatoires pour tous les membres du personnel du Secrétariat, conformément à la circulaire du Secrétaire général sur les programmes de formation obligatoires de l'Organisation des Nations Unies¹⁰⁵. Cette analyse a révélé que seuls six des cours étaient disponibles en anglais et en français et seulement trois dans une autre langue officielle. Pour favoriser le multilinguisme, le Bureau des ressources humaines s'est engagé à continuer à œuvrer pour que tous les cours obligatoires soient proposés au moins en anglais et en français, et dans d'autres langues officielles dans la mesure du possible.

155. Dans sa résolution 73/346, l'Assemblée générale rappelle les recommandations en suspens relatives aux missions hors Siège (formulées par des groupes spéciaux d'experts compétents et pertinents) et prie instamment le Secrétariat de traduire tous les documents de formation au maintien de la paix dans les six langues officielles de l'Organisation. La traduction des documents de formation au maintien de la paix (également demandée précédemment par l'Assemblée générale dans sa résolution 71/328) a été retardée, car aucun financement n'est fourni à cet effet par le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Le Département des opérations de paix a élaboré une liste des supports de formation et des langues de traduction prioritaires et engage activement les États Membres à solliciter des fonds et des contributions en nature pour traduire ces supports. Plusieurs supports de formation au maintien de la paix sont en cours de traduction grâce à ces contributions volontaires. Cependant, ce sont les donateurs qui déterminent en fin de compte les traductions qu'ils sont prêts à financer.

1. Questions transversales

156. Pour soutenir le multilinguisme, la Division des achats du Secrétariat de l'ONU¹⁰⁶ a continué de mettre des ressources humaines (un fonctionnaire par langue officielle) à la disposition des fournisseurs afin de les aider à mener à bien la procédure d'enregistrement dans la langue de leur choix, en réponse aux préoccupations exprimées par l'Assemblée générale concernant la forte proportion d'appels d'offres publiés en anglais uniquement¹⁰⁷. En ce qui concerne les appels d'offres publiés sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, le multilinguisme a été pris en compte dans une certaine mesure dans les appels à manifestations d'intérêt. De nombreuses entités ont fait état des contraintes rencontrées pour conduire des activités de passation de marchés dans des langues autres que l'anglais. Umoja, le progiciel de gestion intégré du Secrétariat, a été mentionné parmi ces contraintes, car il ne prend en charge que la langue anglaise. Parmi les autres contraintes, on peut citer l'utilisation de certains documents juridiques normalisés disponibles uniquement en anglais. Si les ressources le permettent et sur une base informelle, certains bureaux extérieurs ont parfois traduit la documentation de base des appels d'offres dans d'autres langues afin d'aider les fournisseurs à comprendre le cahier des charges. C'est ce qui a été fait à l'ONUDC. Certaines missions sur le terrain ont utilisé diverses langues

¹⁰² Résolution n° 7/99 de la FAO, incorporée dans les Textes fondamentaux de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, vol. II (2017).

¹⁰³ Dans la note de bas de page de la Constitution de l'UIT, il est indiqué ce qui suit : « Les instruments fondamentaux de l'Union (Constitution et Convention) doivent être considérés comme rédigés dans un langage non sexospécifique. ».

¹⁰⁴ WHA72(21) (2019).

¹⁰⁵ ST/SGB/2018/4.

¹⁰⁶ Voir A/73/761, par. 67 à 70.

¹⁰⁷ Résolution 71/328 de l'Assemblée générale, par. 6.

locales pour l'achat de biens et de services, afin d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix. Toutefois, la version anglaise des documents prévaut en cas de litige.

157. Selon la personne référente de l'UNESCO pour le multilinguisme, cette organisation se distingue en ce qu'elle prend en compte aussi bien les aspects opérationnels que les aspects programmatiques du multilinguisme. En particulier, le multilinguisme est intégré dans ses activités programmatiques, soit comme moyen d'améliorer la communication, soit par souci de contribuer à la diversité linguistique. Un instrument législatif adopté à cet égard en 2003 est la « Recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace »¹⁰⁸. Les éléments clés de cette recommandation acceptée par les États membres sont l'accès à l'information et le multilinguisme.

158. Partant du principe selon lequel les êtres humains ne doivent pas faire l'objet d'une discrimination fondée sur la langue, la référente travaille aussi sur un autre nouvel aspect du multilinguisme. Elle a notamment pour fonction à l'UNESCO de promouvoir la diversité linguistique et le multilinguisme, y compris l'utilisation des langues des signes en plus des langues parlées ainsi que d'autres outils de communication conçus pour les personnes souffrant de troubles de l'audition et de la parole. S'agissant des dispositions supplémentaires requises pour que ces personnes puissent participer pleinement aux réunions officielles, à savoir le recours à des interprètes professionnels en langues des signes, les coûts correspondants pourraient être réduits en faisant appel à des entreprises sociales qui emploient des personnes souffrant d'un handicap pour assurer cette interprétation.

159. Les actions de l'UNESCO sont en phase avec les directives de l'Assemblée générale qui s'est dite consciente que les langues des signes sont des langues naturelles à part entière et a affirmé que leur promotion était une condition préalable essentielle au plein exercice par les personnes malentendantes de leurs droits fondamentaux¹⁰⁹. Aux termes de multiples résolutions, l'Assemblée générale a également demandé au Secrétaire général de favoriser le recours à l'interprétation en langues des signes, le sous-titrage, le braille et les textes faciles à utiliser lors des conférences et réunions¹¹⁰. Une bonne pratique est celle de la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève, qui assure l'interprétation en langues des signes internationale et nationale lors des examens de pays du Comité des droits des personnes handicapées¹¹¹.

160. Comme l'Office des Nations Unies à Genève, l'UIT tient un registre du nombre de réunions qu'elle a organisées où l'interprétation en langues des signes a été assurée¹¹². Dans un examen de 2008, le CCI a constaté que, grâce aux progrès technologiques, certaines entités et le Siège de l'ONU avaient également tiré parti de l'interprétation en langues des signes à distance. Outre les importantes économies réalisées sur les frais de déplacement, le champ d'utilisation de ces services se trouvait élargi car ils devenaient accessibles aux bureaux extérieurs, où il pouvait arriver que des interprètes en langues des signes ne soient pas disponibles au niveau local¹¹³.

161. Le système de gestion de la sécurité de l'ONU s'est activement employé ces dernières années à assurer la disponibilité de la documentation et des descriptifs des plans d'urgence dans les différentes langues officielles de l'Organisation. Il poursuit ses efforts dans ce sens avec pour objectif de rendre tous ces documents, supports et outils de communication accessibles aux personnes handicapées. Dans sa feuille de route biennale sur l'intégration des personnes handicapées, le PAM fait de l'accessibilité des moyens de communication une priorité pour l'exercice biennal 2020-2021.

¹⁰⁸ Voir UNESCO, « Une décennie de promotion du multilinguisme dans le cyberspace. », 2015 pour des informations sur les principales activités menées au cours de la décennie.

¹⁰⁹ Résolution 72/161 de l'Assemblée générale.

¹¹⁰ Résolutions 65/186, 71/262 et 72/19 de l'Assemblée générale.

¹¹¹ Voir JIU/REP/2018/6, note de bas de page 70.

¹¹² JIU/REP/2018/6, par. 206.

¹¹³ JIU/REP/2018/6, par. 138.

162. La contribution de la langue à l'efficacité de la planification, de la mise en œuvre et de la communication est de plus en plus reconnue, comme en témoigne, entre autres, la prochaine politique du PAM en matière de protection et d'obligation redditionnelle¹¹⁴, qui met en avant la nécessité de communiquer dans des langues comprises par tous, y compris les personnes handicapées. Cette politique est complétée par un nouveau manuel, qui fournit des orientations sur la manière d'intégrer les préférences des populations concernées en matière de langue et de communication dans les stratégies, les processus et les mécanismes d'intervention. En outre, le PAM envisage de s'associer à un organisme spécialisé dans les langues afin de comprendre la dynamique linguistique et de répondre aux divers besoins linguistiques locaux dans certains pays où il intervient.

Encadré 2

Langues et communautés locales. Étude de cas : Programme alimentaire mondial

En République démocratique populaire lao, une enquête du Programme alimentaire mondial (PAM) a révélé que, dans 32 des 35 districts, les femmes ne parlaient ni ne lisaient le lao, mais utilisaient plutôt une multitude de langues autochtones et minoritaires. Face à cette situation, le PAM s'est servi de divers canaux de communication et les a complétés par des images et des légendes en lao et dans d'autres langues locales. En outre, des consultations ont été menées avec les chefs de communauté pour partager les informations verbalement par l'intermédiaire d'observateurs et d'interprètes multilingues.

De même, au Mozambique, à la suite des cyclones Idai et Kenneth, qui ont frappé différentes régions du pays, le bureau de pays du PAM a mis en place et piloté un mécanisme institutionnel pour le dépôt de plaintes et le retour d'informations. Ce mécanisme s'appuie sur une ligne téléphonique d'urgence appelée « Linha Verde » en portugais, la langue nationale du pays (« ligne verte » en français). Cette ligne d'assistance a été conçue en tenant compte des taux élevés d'analphabétisme au sein de la population locale, en particulier chez les femmes. Le PAM a engagé 12 opérateurs téléphoniques, qui couvraient collectivement toutes les langues locales parlées dans les différentes zones touchées.

Plus récemment, après l'apparition de l'épidémie de corona virus (COVID-19), les programmes nationaux d'alimentation scolaire dans la région de Mosquitia au Honduras ont été adaptés, en mettant en place un système de repas à emporter pour les écoliers, qui les consomment chez eux. Le personnel scolaire et les enseignants jouent un rôle clef dans ce nouveau système, non seulement en distribuant les repas mais aussi en faisant passer des messages essentiels sur les mesures de prévention et d'atténuation liées à la COVID-19. Dans les régions où vivent des populations autochtones, les enseignants utilisent les langues locales pour transmettre correctement ces messages.

163. L'Assemblée mondiale de la Santé s'est déclarée convaincue de l'importance du respect de la diversité des cultures et de la pluralité des langues internationales pour améliorer les politiques de santé dans le monde, en particulier dans les pays en développement, et pour donner à tous les États membres accès à l'information et à la coopération scientifique et technique¹¹⁵. C'est dans cette optique que l'Unité pour l'apprentissage et le renforcement des capacités du Programme de l'OMS pour la gestion des situations d'urgence sanitaire a été constituée en octobre 2018 par le même groupe que celui qui avait établi en 2014-2015 l'Équipe de formation à la maladie à virus Ebola afin d'aider les parties prenantes de l'OMS à se former et à renforcer leurs capacités.

164. L'OMS est bien préparée à la production de supports pour les situations d'urgence et est opérationnelle dans ce domaine car elle peut s'appuyer sur les leçons apprises et les constatations faites lors de l'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest, qui ont progressivement conduit à modifier les pratiques. Les nouvelles solutions et les nouveaux services mis en place, qui concernent principalement le renforcement des capacités du personnel et le transfert de connaissances, comprennent : a) la capacité de traduire en langue locale ; b) la diffusion en ligne illimitée vers les zones d'intervention avancées grâce à une

¹¹⁴ Cette politique a été élaborée en 2020 et devrait être adoptée en 2021.

¹¹⁵ WHA 71.15.

plateforme spéciale accessible en connexions à bas débit ; c) la transformation des lignes directrices fondées sur des données probantes pour les situations d'urgence en connaissances utilisables par les intervenants. Comme on l'a également constaté récemment avec la pandémie de coronavirus (COVID-19), les chaînes de transmission de la maladie ne peuvent être stoppées que si chacun comprend comment assurer sa propre sécurité et celle de sa famille. Il faut donc, dans ces conditions, pouvoir communiquer dans les langues et les formats adaptés au plus grand nombre de personnes possible dans chaque lieu. Une amélioration de l'information sur les niveaux de compréhension et les préférences en matière de communication des personnes dans les zones touchées et à risque apparaît donc nécessaire.

165. Dans le Programme pour la gestion des situations d'urgence sanitaire comme parmi les partenaires des interventions, il est largement admis que le personnel et les agents de santé en première ligne doivent avoir accès à des connaissances dans leur propre langue pour se protéger et rester en sécurité. La disponibilité de documents dans sa propre langue augmente considérablement la compréhension, surtout dans les contextes d'épidémie et de flambée épidémique où la situation évolue rapidement ainsi que dans les contextes humanitaires où les populations touchées sont confrontées à de multiples problèmes de santé. Au cours de la période 2016-2019, le Programme pour la gestion des situations d'urgence sanitaire a traduit près de 250 documents dans plus de 30 langues locales et nationales, en mettant l'accent sur les langues locales, dans le cadre d'épidémies et d'urgences sanitaires. Parmi ces documents figurent des présentations de diverses maladies (fièvre de Lassa, maladie à virus Ebola, choléra, fièvre jaune, entre autres), des descriptions des soins cliniques et des pratiques de signalement des risques et d'autres matériels pédagogiques liés aux situations d'urgence et agréés par l'OMS. Les documents traduits reçoivent l'aval des autorités nationales et sont reproduits en tant que supports pédagogiques sous un format approprié dans un délai aussi court que possible. Des stratégies de communication localisées sont appliquées. Par exemple, dans les contextes de culture principalement orale, des fichiers audio sont proposés lorsque cela est possible. L'Unité pour l'apprentissage et le renforcement des capacités a accès à des solutions en libre accès et à faible débit pour diffuser les documents.

Encadré 3

Une procédure type pour la production de documents en langue locale.

Étude de cas : Organisation mondiale de la Santé

À ce jour, les documents d'expertise technique établis pour les différentes situations épidémiologiques ont été traduits dans plus de 30 langues et la plupart d'entre eux ont été téléchargés sur OpenWHO, la plateforme Web interactive de transfert de connaissances de l'OMS (disponible à l'adresse <https://openwho.org>). Une procédure type de production pour les supports en langue locale a été établie, qui reprend les étapes de la procédure générale :

1. Recenser les supports pertinents et techniquement vérifiés qui existent déjà.
2. Déterminer quelles sont les langues les plus couramment parlées par les communautés concernées.
3. Établir des priorités quant aux connaissances essentielles dont les intervenants ont besoin.
4. Évaluer les moyens de communication et de distribution.
5. Recycler et adapter les supports existants et ajouter des supports et des recommandations spécifiques à l'épidémie.
6. Faire vérifier les supports qui ont été adaptés par les équipes techniques.
7. Traduire les supports avec l'aide de Traducteurs sans frontières.
8. Faire relire la traduction par les agents de santé du pays pour l'adapter à l'usage local.
9. Formater la traduction, notamment pour la mise en ligne, et diffuser.
10. Trouver un locuteur de langue locale pour l'enregistrement audio.

166. L'Unité pour l'apprentissage et le renforcement des capacités du Programme pour la gestion des situations d'urgence sanitaire coopère avec Traducteurs sans frontières pour produire des supports pédagogiques dans les langues locales¹¹⁶. Traducteurs sans frontières réalise également des cartographies des compétences linguistiques et autres des populations concernées, sur la base desquelles l'Unité peut déterminer les moyens de communication appropriés dans les cultures à prédominance orale. Traducteurs sans frontières effectue également certaines traductions pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, qui procède à des contrôles de qualité des produits finals avant leur publication.

2. Questions intéressant les activités de communication et de promotion externe

167. À tous les niveaux du système des Nations Unies, les activités de communication ont pour but d'illustrer et d'expliquer comment les objectifs de l'Organisation, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte, sont atteints. Représenter la famille des Nations Unies au travail contribue à mobiliser les différentes parties prenantes et à relier l'action des entités du système à la vie quotidienne des populations partout dans le monde.

168. Le Bureau des relations extérieures et du plaidoyer du PNUD est responsable du développement des partenariats, de la mobilisation des ressources et des communications. S'agissant des communications, le Bureau pilote les activités de communication extérieure de l'organisation, en construisant l'image de marque du PNUD et en assurant l'interface avec les médias mondiaux, régionaux et nationaux. Il coordonne et facilite pour l'ensemble du PNUD l'échange d'informations, la gestion des connaissances, la constitution de réseaux et la diffusion des meilleures pratiques dans ces domaines. En plus de l'équipe du siège, le Directeur du Bureau supervise les bureaux de représentation dans les principales capitales des pays donateurs.

169. Pour favoriser les communications externes, le Bureau fournit des traductions des produits de communication pour les partenaires du PNUD. Ces produits sont postés sur le site Web du PNUD dans les trois langues de travail du Programme. Les déclarations qui doivent être publiées dans toutes les langues officielles, y compris les déclarations de l'Administrateur/l'Administratrice – généralement des discours – sont traduites par le Bureau exécutif du PNUD. Le Bureau des relations extérieures et du plaidoyer fait appel à des traducteurs/traductrices individuels (elles) ou à des sociétés de traduction, qui fournissent leurs services dans le cadre d'accords à long terme, renouvelables tous les trois ans. Les traducteurs/traductrices sont inscrit(e)s sur un fichier central après que leurs aptitudes ont été vérifiées. Les vérifications sont conçues sur le modèle de celles auxquelles procède le Secrétariat de l'ONU, mais les sujets sur lesquels elles portent concernent le portefeuille des activités du PNUD et revêtent un caractère technique (demandes des équipes de médias et études de cas, par exemple), le Bureau assurant ainsi la cohérence de la terminologie. Du fait de la décentralisation des activités de communication du PNUD, certains bureaux nationaux et centres régionaux gèrent des fichiers locaux de traducteurs.

170. La Division de la communication de l'UNICEF dispose de sa propre équipe de linguistes, mais elle utilise une combinaison de services de traduction et d'interprétation internes et externes pour la traduction des publications phares et d'autres documents de grande importance (tels que les communiqués de presse et les documents destinés au bureau de la Directrice générale).

171. Le Bureau de la communication de la FAO dispose d'un réseau de référent(e)s qui peuvent communiquer dans les langues locales. Ce réseau est constitué d'une équipe de communicants qui restent en contact permanent avec le Bureau, qui leur fournit des modèles types de communication, mais la diffusion du message véhiculé dépend du dynamisme du (de la) référent(e). Le plus grand problème rencontré est l'alphabétisme du public. Comment faire passer votre message à un public pour lequel un contenu pictural convient mieux qu'un contenu narratif ? C'est principalement au bureau régional qu'il appartient d'indiquer quels produits sont nécessaires dans quelles langues. Les bureaux nationaux gèrent les sites Web,

¹¹⁶ Traducteurs sans frontières est une organisation à but non lucratif basée aux États-Unis d'Amérique qui offre un soutien linguistique et de traduction aux agences humanitaires et de développement et à d'autres organisations à but non lucratif à l'échelle mondiale.

bien qu'ils aient parfois besoin d'un soutien technique. Le réseau joue un rôle important, car ses membres restent au fait des besoins des populations locales.

172. Le Département de la communication globale de l'ONU a pour mission de faire connaître au monde entier les idéaux et les travaux de l'Organisation, d'interagir et d'établir des partenariats avec divers publics et de mobiliser un soutien en faveur des buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Il s'appuie sur un réseau mondial de 59 centres d'information des Nations Unies actifs, intégrés aux bureaux des coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s des Nations Unies, afin d'atteindre les publics locaux et de fournir du contenu pour les plateformes mondiales. Les centres contribuent à la réalisation des objectifs de fond de l'Organisation, faisant connaître les activités et les préoccupations de celle-ci au moyen d'une communication adaptée aux caractéristiques des pays qu'ils servent. Dans leur travail quotidien, les centres d'information des Nations Unies utilisent 106 langues non officielles des États Membres en plus des six langues officielles de l'ONU.

173. Jouant des rôles multiples, les centres fournissent des informations au public ainsi qu'un soutien et des services de communication aux coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s des Nations Unies et aux programmes de pays des Nations Unies. Ils servent également de secrétariat aux groupes locaux de communication des Nations Unies, le cas échéant. L'Assemblée générale a souligné l'importance du rôle joué par le réseau de centres d'information des Nations Unies pour relever l'image de l'Organisation auprès du public et diffuser ses messages auprès des populations locales, en particulier dans les pays en développement.

174. Les personnes interrogées dans les centres d'information des Nations Unies ont souligné qu'il était très difficile de répondre aux attentes, car elles ne disposaient pas de ressources suffisantes pour mener davantage d'activités de promotion externe. Dans la plupart des cas, les agents des centres doivent faire preuve de créativité et d'improvisation, en s'appuyant principalement sur des partenariats avec les entités des Nations Unies, les gouvernements et un large éventail d'acteurs de la société civile et du monde des affaires et en faisant jouer les relations qu'ils ont eux-mêmes nouées dans leur vie et leur carrière professionnelles antérieures en dehors de l'ONU. Les responsables des centres d'information des Nations Unies et des services d'information des Nations Unies soulignent qu'ils sont ouverts à toutes les langues et qu'ils sont très satisfaits de l'aide fournie en interne dans plusieurs lieux d'affectation. Les États Membres et les autorités locales apprécient que les centres organisent des événements pour les pays hôtes dans les langues nationales.

175. Bien que les centres d'information des Nations Unies utilisent les langues de la région où ils sont basés, ils ont souvent du mal à assurer la mise en œuvre de leur mandat et le multilinguisme du fait d'une diminution des ressources à leur disposition, manquant notamment de financements pour traduire davantage de documents et produire et diffuser dans un format plus adapté au public local et n'ayant pas un budget suffisant au titre des voyages pour maintenir une présence dans la zone qu'ils couvrent. Pour atteindre leurs objectifs, ils s'appuient principalement sur leur propre créativité et leur polyvalence ainsi que sur des partenariats et des parrainages occasionnels.

176. En raison des décalages horaires, il est difficile de transmettre les messages du Secrétaire général à de nombreuses régions, car ses discours – parfois rédigés en mélangeant quatre langues différentes – ne sont plus d'actualité lorsqu'ils arrivent et peuvent être correctement traduits dans les langues de la région. En général, les responsables de secteur ont observé que la plupart des communications sur le travail de l'ONU ne parviennent pas à la presse locale à moins d'être traduites dans les langues locales et d'être présentées sous une forme utilisable par les médias nationaux.

177. Dans son précédent rapport sur le multilinguisme, le CCI a recommandé que les organes délibérants des entités des Nations Unies approuvent les moyens d'appui nécessaires et demandent aux chefs de secrétariat de développer des sites Web multilingues¹¹⁷, tandis que, dans un rapport ultérieur sur les politiques et les pratiques en matière d'information et de communication dans le système des Nations Unies, il a mis en avant l'incidence des médias

¹¹⁷ JIU/REP/2011/4, recommandation 12.

sociaux sur les partenaires du système¹¹⁸. Si le nombre de sites Web s'est multiplié depuis la publication de ces rapports, leur caractère multilingue n'a pas été renforcé comme prévu, malgré les informations communiquées par la plupart des organisations participantes signalant que la recommandation en question avait été acceptée et était en cours d'application. Une exception notable est l'AIEA qui, depuis 2018, a lancé une version multilingue de son site Web officiel, rendant son contenu disponible dans ses six langues officielles, elle gère des comptes de médias sociaux dans ces langues et publie des messages dans diverses langues sur Twitter.

178. Les traductions du contenu des pages Web et des comptes de médias sociaux ne sont externalisées, semble-t-il, que dans deux des organisations ayant répondu (ONUSIDA et PNUD), alors que, dans 10 autres organisations, elles sont effectuées en interne¹¹⁹. Les 10 organisations restantes doivent externaliser une partie des traductions, car elles n'ont pas les capacités requises dans certaines des langues officielles ou locales¹²⁰. Pour ces traductions, certaines organisations font appel à des stagiaires, qui sont sélectionnés sur la base de leur langue maternelle et de leurs aptitudes linguistiques, ou ont recours à des partenariats avec des instituts universitaires de langues, dont les étudiants traduisent gratuitement afin d'acquérir une pratique et une expérience professionnelles¹²¹. Faute de ressources, les versions française et espagnole du site Web de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) n'ont pas été mises à jour depuis un certain temps.

179. L'ONU fournit périodiquement un aperçu général de la présence en ligne du Secrétariat par entité dans les informations complémentaires qui sont annexées au rapport du Secrétaire général sur le multilinguisme. Un grand nombre des liens Internet qui y sont mentionnés se trouvent également sur la page Web intitulée « Les Nations Unies sur les médias sociaux »¹²², qui répertorie tous les sous-sites Web officiels de l'ONU et ses comptes officiels sur les médias sociaux. Le site Web appelé « Le blog des Nations Unies »¹²³ comporte une page d'accueil et un menu statiques disponibles dans les six langues officielles de l'ONU plus le portugais, le kiswahili et l'hindi et rassemble tous les messages postés dans ces langues dans le monde entier. Il s'agit plus de sites Web conçus localement que de sites traduits ; chacune des neuf pages Web et leurs différentes versions linguistiques diffèrent les unes des autres, en raison de leur contenu dynamique et des mises à jour continues qui proviennent de divers blogs et autres sources – pour la plupart monolingues.

180. Le Groupe de la conception graphique du Département de la communication globale a aidé les départements du Secrétariat et les services d'information de l'ONU à concevoir des solutions de communication visuelle et de conception graphique pour les campagnes de communication, les conférences et les publications. Il a mis au point des graphiques pour les médias sociaux et le Web, des identités de marque, des animations, des emblèmes spéciaux, des affiches, des panneaux et divers articles promotionnels. Il favorise le multilinguisme en créant des produits dans les six langues officielles ainsi qu'en portugais et en kiswahili pour un grand nombre de ces projets. Dans le bâtiment de l'Assemblée générale, le Groupe des expositions a contribué à la présentation d'expositions qui portent à l'attention du grand public les principaux centres d'intérêt de l'Organisation. Ces expositions sont annoncées dans une galerie en ligne et font l'objet de messages promotionnels sur les comptes multilingues de l'Organisation sur les médias sociaux.

181. Bien que le Département de la communication globale ait élaboré et publié des directives pour l'uniformisation des sites Web de l'ONU, en attirant particulièrement l'attention sur leurs caractéristiques multilingues et en tenant compte du principe de l'égalité de traitement des six langues officielles¹²⁴, tous les lieux d'affectation et sites Web ne respectent pas ces directives. À Vienne, par exemple, ne relevant pas du Service de la gestion

¹¹⁸ JIU/REP/2015/4, annexe VI.

¹¹⁹ ONU, FNUAP, UNICEF, AIEA, OMI, UIT, OMT, UPU, OMS et OMM.

¹²⁰ PNUD, HCR, ONUDC, ONU-Femmes, PAM, FAO, OACI, OIT, UNESCO et OMPI.

¹²¹ ONUSIDA, ONU-Femmes et OMPI.

¹²² « Les Nations Unies sur les médias sociaux », voir www.un.org/fr/sections/about-website/un-social-media/index.html.

¹²³ Voir <https://blogs.un.org/fr/>.

¹²⁴ « Normes minimales pour le multilinguisme sur les sites Internet des Nations Unies », voir <https://www.un.org/fr/sections/web-governance/minimum-standards-multilingualism-united-nations-websites/index.html>.

des conférences, les sites Web des diverses entités des Nations Unies qui sont basées dans cette ville et leur contenu vont d'entièrement multilingues dans les six langues officielles (Commission des Nations Unies pour le droit commercial international)¹²⁵ à essentiellement monolingues en anglais uniquement (Bureau des affaires spatiales)¹²⁶. Le Service de la gestion des conférences fournit une assistance dans ce domaine dans la mesure du possible. L'ONUDC ne dispose pas des ressources budgétaires nécessaires pour des sites Web entièrement multilingues. Pour la création de médias sociaux multilingues, le Service dépend beaucoup des stagiaires, dont les compétences en traduction sont mises à profit.

182. Le site Web de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies¹²⁷ est un exemple de contradiction et de non-respect des directives sur le multilinguisme actuellement en vigueur. Bien que sur sa page d'accueil, l'Alliance soit décrite par le Secrétaire général comme une plateforme unique de dialogue international, la présentation et le contenu monolingues de son site la privent d'une caractéristique essentielle de la diversité culturelle, à savoir la diversité linguistique.

183. Le site Web qui, parce qu'il n'est disponible que dans une version anglaise monolingue, est le plus en contradiction avec les directives prônant des sites de l'ONU uniformes et multilingues est celui qui est consacré au nouveau Groupe des Nations Unies pour le développement durable et à la mise en œuvre du Programme 2030 dans le prolongement de la réforme du système des Nations Unies pour le développement telle que prévue dans la résolution 72/279 de l'Assemblée générale. À l'inverse, la page principale du site Web consacrée aux objectifs de développement durable est accessible dans les six langues officielles de l'ONU. Néanmoins, les pages Web consacrées à chaque langue diffèrent par leur contenu et leur présentation, la page en anglais semblant avoir la priorité et être de ce fait mieux conçue¹²⁸.

184. À l'UIT, le manque de directives pour une conception commune de tous les sites Web et l'absence de traductions dans toutes les langues officielles, en particulier de la page Web du Sommet mondial sur la société de l'information, dont le contenu n'était disponible qu'en anglais jusqu'en 2018, ont attiré l'attention du Groupe de travail du Conseil sur l'utilisation des six langues officielles de l'Union¹²⁹. Par la suite, le Conseil a approuvé la modification de son mandat pour y inclure le suivi des travaux du groupe interne du secrétariat visant à améliorer les sites Web de l'UIT, y compris leurs traductions. Les progrès vers le multilinguisme des sites Web de l'Union¹³⁰ figurent désormais parmi les domaines d'intérêt du Conseil dans le cadre de l'examen de la mise en œuvre de la résolution 154 (Rév. Dubaï, 2018) sur la période 2019-2022.

185. L'Inspecteur estime que, pour renforcer l'efficacité des outils en ligne utilisés par les organisations à des fins d'information et de communication, **les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies devraient œuvrer en faveur du multilinguisme dans les communications et le partage des connaissances, en mettant l'accent sur le contenu multilingue des sites Web officiels et des comptes de médias sociaux dans le monde entier.**

186. En réponse à la recommandation que le CCI a adressée au seul Secrétaire général dans son rapport de 2011 sur le multilinguisme¹³¹, afin d'accroître la prise de conscience des défis que représente le multilinguisme pour les États Membres, les universités et les autres partenaires, en mettant en évidence la grande diversité linguistique de l'Organisation, le Secrétariat a régulièrement célébré les six journées des langues officielles de l'ONU et organisé d'autres manifestations liées aux langues. Toutes les dates pertinentes sont affichées sur la page Web officielle de l'ONU consacrée aux célébrations spéciales par lesquelles l'Organisation contribue à la sensibilisation et aux actions internationales sous les rubriques

¹²⁵ Voir www.uncitral.org.

¹²⁶ Voir www.unoosa.org.

¹²⁷ Voir www.unaoc.org et www.unaoc.org/who-we-are.

¹²⁸ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>.

¹²⁹ Voir www.itu.int/net4/wsis/forum/2018/Pages/Agenda#intro, par comparaison à www.itu.int/net4/wsis/forum/2020.

¹³⁰ En particulier, la question de la traduction du site Web et des documents du Forum du Sommet mondial sur la société de l'information.

¹³¹ JIU/REP/2011/4, recommandation 13.

« Célébrer le multilinguisme » et « Journées internationales »¹³². Depuis 2017, le Coordonnateur/la Coordonnatrice pour le multilinguisme a servi de relais en interne et en externe pour publier des calendriers des événements et promouvoir ces célébrations. De nombreuses célébrations ont été organisées avec le soutien des missions permanentes des États Membres auprès de l'Organisation des Nations Unies, d'organisations internationales à but non lucratif et d'institutions universitaires. Les célébrations, initialement limitées au Siège et aux bureaux hors siège, ont été ensuite organisées dans les commissions régionales¹³³ et les missions politiques et de consolidation de la paix¹³⁴ dans le monde entier et ont commencé à intégrer d'autres éléments culturels.

Encadré 4

Principaux événements liés aux langues célébrés en 2019

2019 : Année internationale des langues autochtones

En 2016, dans sa résolution 71/178, l'Assemblée générale a proclamé l'année 2019 Année internationale des langues autochtones, sur la base d'une recommandation de l'Instance permanente sur les questions autochtones. L'UNESCO a été invitée à jouer le rôle de chef de file pour la célébration, en appui de l'Instance permanente sur les questions autochtones¹³⁵.

21 février : Journée internationale de la langue maternelle

La Journée internationale de la langue maternelle a été proclamée par la Conférence générale de l'UNESCO en novembre 1999 et est célébrée chaque année depuis février 2000 dans le cadre des « Library Talks » de l'ONU.

3 et 4 octobre : 100 Years of Conference Interpreting : Looking back and Looking Forward

Cet événement, célébré dans le cadre du centenaire de la Société des Nations et de l'OIT, a vait pour thème « Se tourner vers le passé pour préparer l'avenir ». Il s'agissait de faire le point sur les réalisations les plus remarquables de l'interprétation de conférence par le passé et de procéder à un examen critique des défis les plus importants à relever à l'avenir en matière de pratique, de recherche et de formation¹³⁶. La réunion a été organisée par l'Université de Genève et accueillie par l'OIT.

4-6 décembre : Conférence internationale sur les technologies linguistiques pour tous : Favoriser la diversité linguistique et le multilinguisme dans le monde

Dans le cadre de l'Année internationale des langues autochtones 2019, une conférence internationale de trois jours a été organisée pour contribuer à la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales de toutes les personnes parlant différentes langues et favoriser l'accès à l'information et au savoir dans les langues les mieux comprises. Il s'agissait également d'encourager toutes les parties concernées à prendre des mesures concrètes pour promouvoir la diversité linguistique, l'Internet véritablement multilingue et les technologies linguistiques, en particulier dans l'optique des langues autochtones. La réunion a été accueillie par l'UNESCO.

¹³² Voir <https://www.un.org/fr/sections/observances/united-nations-observances/>.

¹³³ CEA, CESA0 et CESAP.

¹³⁴ Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO), Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour l'Abyei (FISNUA), Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST).

¹³⁵ Le rapport de synthèse sur l'Année internationale des langues autochtones (E/C.19/2020/9), qui fournit des informations sur près de 900 événements et initiatives lancés en 2019, est disponible dans les six langues officielles de l'ONU sur le site Web du Système de diffusion électronique des documents (<https://documents.un.org/>).

¹³⁶ Voir www.unige.ch/fti/confInt100/program.

187. Quelques autres entités des Nations Unies célèbrent les journées des langues officielles et d'autres événements connexes. ONU-Femmes appelle l'attention sur les journées des langues sur les médias sociaux (Twitter, Instagram, Facebook et LinkedIn) afin de favoriser le multilinguisme. En reconnaissance de la valeur et de l'importance des événements commémoratifs liés aux langues pour la promotion de la diversité, l'AIEA coopère avec l'Office des Nations Unies à Vienne ainsi que d'autres organisations et des ambassades ou missions permanentes des États membres et délégations permanentes d'autres organisations (comme la Ligue des États arabes) basées dans cette ville pour organiser de tels événements et mettre en avant les journées internationales sur les médias sociaux. L'UNESCO célèbre chaque année la Journée de la langue arabe (18 décembre) avec le soutien de l'Arabie saoudite.

188. L'Inspecteur recommande aux **chefs de secrétariat des entités des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait de suivre l'exemple du Secrétariat de l'ONU et de promouvoir des manifestations liées aux langues, en se joignant à lui pour célébrer les journées des langues ou en lançant de telles initiatives au niveau national en coopération et en partenariat avec d'autres organismes et représentations des États membres.**

V. La coordination à l'échelle du système et les prochaines étapes

189. Comme mentionné dans la partie II ci-dessus, les États Membres ont souligné à plusieurs reprises qu'ils souhaitaient que soit instaurée une approche globale et coordonnée du multilinguisme dans le système des Nations Unies¹³⁷. C'est pourquoi, dans une série de résolutions récentes sur le multilinguisme, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de contribuer à cette approche en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), agissant également en conformité avec les recommandations non encore appliquées du rapport précédent du CCI sur le multilinguisme¹³⁸.

190. En 2017, la réaffirmation par l'Assemblée générale et le Secrétaire général de la valeur fondamentale du multilinguisme pour l'Organisation a contribué à apaiser les préoccupations exprimées à cet égard, la Secrétaire générale adjointe chargée à cette période du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences s'employant à jouer un rôle plus actif en tant que Coordinatrice pour le multilinguisme. D'après les informations disponibles, la Coordinatrice pour le multilinguisme et son successeur ont cherché ensuite à renforcer les partenariats avec : a) les États Membres ; b) les autres entités des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, en s'accordant sur une démarche commune, notamment dans le cadre de mécanismes tels que la Réunion annuelle internationale concernant les services linguistiques, la documentation et les publications, qui est présidée par le Coordinateur/la Coordinatrice ; et c) les milieux universitaires¹³⁹.

191. Dans cette optique, la Coordinatrice – ou l'un ou l'une de ses représentant(e)s – a tenu périodiquement des réunions d'information et correspondu sur des questions relatives au multilinguisme avec les États Membres intéressés qui en ont fait la demande, issus d'un large éventail de groupes linguistiques, y compris, sur invitation de ce qui était alors le Département de l'appui aux missions¹⁴⁰, avec des pays fournissant des contingents ou du personnel de police. Elle a également servi de relais avec les différents groupes linguistiques avant chaque célébration linguistique et elle a régulièrement participé à des manifestations¹⁴¹.

192. Toujours en application de son mandat, qui prévoit un échange d'informations avec les organisations internationales compétentes afin de disposer de données comparées sur le multilinguisme, la Coordinatrice a proposé en 2018, en tant que Présidente de la Réunion annuelle internationale concernant les services linguistiques, la documentation et les publications (en sa qualité de Secrétaire générale adjointe chargée du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences), qu'une enquête sur le multilinguisme dans les organisations intergouvernementales et internationales soit entreprise. Près de 50 organisations membres de la Réunion annuelle, dont certaines sont extérieures au système des Nations Unies, ont pris part à cette enquête, qui a couvert de nombreux aspects des politiques et pratiques relatives aux langues¹⁴². Le Bureau de la Secrétaire générale adjointe chargée du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a également lancé une enquête auprès des membres du CCS en avril 2019 afin de dresser un état des lieux du multilinguisme dans l'ensemble du système. Globalement, le secrétariat du CCS a facilité le travail de la Coordinatrice pour le multilinguisme et de son bureau dans ce domaine, notamment en répertoriant et en communiquant à toutes les entités les multiples politiques et outils en la matière, et en rendant compte de cette question au Conseil économique et social dans les rapports annuels d'ensemble du CCS¹⁴³.

¹³⁷ Voir les résolutions 67/292 et 69/324 de l'Assemblée générale.

¹³⁸ JIU/REP/2011/4, recommandation 2 associée à la recommandation 5.

¹³⁹ A/73/761, par. 23.

¹⁴⁰ Aujourd'hui le Département de l'appui opérationnel.

¹⁴¹ A/73/761, par. 24.

¹⁴² Ibid., par. 27.

¹⁴³ E/2019/10, par. 48 et 49.

193. En septembre 2019, l'Assemblée générale a confirmé le rôle de chef de file du Coordonnateur/de la Coordonnatrice pour le multilinguisme au niveau du CCS et s'est félicitée de l'aide apportée par le secrétariat du CCS aux fins de l'adoption d'une approche coordonnée du multilinguisme dans l'ensemble des organismes membres du Conseil et de l'échange entre eux d'informations sur les solutions novatrices à mettre en œuvre pour faire face aux difficultés communes¹⁴⁴. L'Assemblée générale s'est également félicitée de l'étoffement continu du réseau de référent(e)s, qui aide le Coordonnateur/la Coordonnatrice pour le multilinguisme à appliquer de manière effective et systématique les résolutions pertinentes dans l'ensemble des entités du Secrétariat et du système des Nations Unies, comme indiqué à la section C de la partie II¹⁴⁵. Une initiative marquante à cet égard a été la mise sur pied d'une plateforme en ligne de collaboration entre les référent(e)s pour l'échange d'informations sur le multilinguisme entre les entités des Nations Unies, appuyée par le secrétariat du CCS. En outre, des mesures ont été prises en vue de la création d'une page Web sur le multilinguisme, qui sera hébergée sur le site Web du Conseil¹⁴⁶.

194. La mise au point d'une définition commune des termes « langue officielle » et « langue de travail » applicable dans l'ensemble du système des Nations Unies, qui fait encore défaut, devrait être considérée comme une priorité de l'effort de coordination mené par les organismes membres du CCS en faveur du multilinguisme. Dans ce contexte, **l'Inspecteur propose que la question d'une définition commune des termes « langue officielle » et « langue de travail » soit examinée dans le cadre du Comité de haut niveau du CCS sur la gestion et qu'au besoin, la définition soit soumise pour adoption aux organes délibérants ou directeurs des différentes organisations.**

195. La recommandation ci-après vise à renforcer la cohérence et l'harmonisation des actions menées en faveur du multilinguisme dans le système des Nations Unies et à soutenir le Secrétaire général dans ce domaine.

Recommandation 6

Les chefs de secrétariat des entités des Nations Unies, en leur qualité de membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, devraient charger le Comité de haut niveau sur la gestion d'élaborer une approche globale et coordonnée du multilinguisme à l'échelle du système en tant que valeur fondamentale des entités des Nations Unies.

196. Le multilinguisme contribue à la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité, la promotion des droits de l'homme et de l'état de droit et les activités opérationnelles pour le développement durable. Dans le domaine du développement, en particulier, alors qu'il ne reste qu'une décennie pour réaliser les objectifs de développement durable et le Programme 2030, les entités des Nations Unies doivent prendre conscience de l'importance que revêt l'aspect linguistique pour la mise en œuvre de ce Programme et s'efforcer de communiquer dans les langues des populations sur le terrain, y compris les langues locales, afin que nul ne soit laissé pour compte¹⁴⁷.

197. La recommandation ci-après permettra, en particulier, de renforcer la coordination et la coopération des actions menées en faveur du multilinguisme à l'échelle du système en tant que facteur clef pour l'avancement et la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

¹⁴⁴ Résolution 73/346 de l'Assemblée générale, par. 12.

¹⁴⁵ Résolution 73/346 de l'Assemblée générale, par. 13.

¹⁴⁶ E/2019/10, par. 49.

¹⁴⁷ Voir résolution 70/1 de l'Assemblée générale. « Ne laisser personne de côté » est une promesse centrale du Programme 2030.

Recommandation 7

Le Secrétaire général de l'ONU devrait envisager de demander aux coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s, qui le représentent au niveau des pays et dirigent les équipes de pays des Nations Unies, de planifier des actions de sensibilisation, telles que des événements liés aux langues ou d'autres manifestations sur la promotion du multilinguisme en tant qu'expression de la diversité et vecteur de la mise en œuvre des objectifs de développement durable au cours de la dernière décennie du Programme 2030.

198. À l'occasion du soixante-quatrième anniversaire de l'ONU, les entités des Nations Unies devraient célébrer le multilinguisme et réaffirmer sa valeur fondamentale pour l'Organisation. Leurs chefs de secrétariat, épaulés par les coordonnateurs/coordonnatrices et les référent(e)s pour le multilinguisme, devraient encourager l'adoption au niveau du CCS d'une approche coordonnée du multilinguisme à l'échelle du système. Ils devraient dans le même temps soumettre pour approbation par les organes délibérants ou directeurs des cadres stratégiques adéquats pour le multilinguisme et les plans d'action correspondants.

Annexe I

Langues officielles et langues de travail des organisations participantes en 2020 (eu égard aux définitions utilisées par le CCI pour les besoins du présent examen, présentées aux paragraphes 13 et 14)

Organisations participantes et entités concernées	Langues officielles au niveau global (organisation, membres et organes)									Langues de travail des États membres et des organes principaux et subsidiaires									Langues de travail des secrétariats								
	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Portugais		
<i>Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes</i>																											
1) Secrétariat de l'ONU	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E								A	F			
Assemblée générale	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E								A	F			
Conseil de sécurité	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E								A	F			
Conseil économique et social	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E								A	F			
CEA	Ar		A	F						Ar		A	F										A	F			
CEE			A	F	R							A	F	R				P					A	F			
CEPALC			A	F		E						A	F		E								A	F		E	P
CESAP		C	A	F	R						C	A	F	R							C		A	F	R		
CESAO	Ar		A	F						Ar		A	F						Ar				A	F			
2) ONUSIDA			A	F								A	F										A	F			
Conseil de coordination du Programme			A	F						Ar	C	A	F	R	E								A	F			

Organisations participantes et entités concernées	Langues officielles au niveau global (organisation, membres et organes)									Langues de travail des États membres et des organes principaux et subsidiaires									Langues de travail des secrétariats						
	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Portugais
3) CNUCED	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E						A	F			
Conférence	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E						A	F			
Conseil du commerce et du développement	Ar	C	A	F	R	E				Ar		A	F		E						A	F			
Grandes commissions	Ar	C	A	F	R	E				Ar		A	F		E						A	F			
4) ITC	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E						A	F		E	
Groupe consultatif commun	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F		E	
5) PNUD	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E						A	F			
Conseil d'administration	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E						A	F			
6) PNUE	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			
Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			
7) FNUAP	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E						A	F		E	
Conseil d'administration	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E						A	F		E	
8) ONU-Habitat	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			
Assemblée d'ONU-Habitat	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			
Conseil exécutif	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			
9) HCR	Ar	C	A	F	R	E						A	F								A	F			
Comité exécutif	Ar	C	A	F	R	E						A	F								A	F			

Organisations participantes et entités concernées	Langues officielles au niveau global (organisation, membres et organes)									Langues de travail des États membres et des organes principaux et subsidiaires									Langues de travail des secrétariats								
	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Portugais		
10) UNICEF	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E							A	F		E		
Conseil d'administration	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E							A	F		E		
11) ONUDC	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E							A	F				
Commissions : CND, CCPCJ	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E							A	F				
12) UNOPS	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E							A	F		E		
Conseil d'administration	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E							A	F		E		
13) UNRWA	Ar		A	F						Ar		A	F						Ar		A						
Commission consultative	Ar		A	F						Ar		A	F						Ar		A						
14) ONU-Femmes	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E							A	F		E		
Conseil d'administration	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E							A	F		E		
15) PAM	Ar		A	F		E				Ar	C	A	F	R	E				Ar		A	F		E			
Conseil d'administration	Ar		A	F		E				Ar	C	A	F	R	E				Ar		A	F		E			
<i>Institutions spécialisées et AIEA</i>																											
16) FAO	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E							A	F				
Conférence	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E							A	F				
Conseil	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E							A	F				
Comités	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E							A	F				

Organisations participantes et entités concernées	Langues officielles au niveau global (organisation, membres et organes)									Langues de travail des États membres et des organes principaux et subsidiaires									Langues de travail des secrétariats						
	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Portugais
17) AIEA	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A				
Conférence générale	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A				
Conseil des gouverneurs	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A				
18) OACI	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	S	
Assemblée	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	
Conseil d'administration	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	
19) OIT			A	F								A	F		E						A	F		E	
Conférence internationale du travail			A	F						Ar	C	A	F	R	E		All				A	F		E	
Conseil d'administration			A	F						Ar	C	A	F	R	E		All				A	F		E	
20) OMI	Ar	C	A	F	R	E						A	F		E				Ar	C	A	F	R	E	
Assemblée			A	F	R	E						A	F		E				Ar	C	A	F	R	E	
Conseil			A	F	R	E						A	F		E				Ar	C	A	F	R	E	
21) UIT	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	
Conférence de plénipotentiaires	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	
Conseil	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	
22) UNESCO	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			
Conférence générale	Ar	C	A	F	R	E	H	I	P	Ar	C	A	F	R	E						A	F			
Conseil exécutif	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			

Organisations participantes et entités concernées	Langues officielles au niveau global (organisation, membres et organes)									Langues de travail des États membres et des organes principaux et subsidiaires									Langues de travail des secrétariats						
	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Portugais
23) ONUDI	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			
Conseil du développement industriel	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			
Comité des programmes et des budgets	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			
24) OMT	Ar	C*	A	F	R	E						A	F	R	E						A			E	
Assemblée générale	Ar	C*	A	F	R	E						A	F	R	E						A			E	
Conseil exécutif	Ar	C*	A	F	R	E						A	F	R	E						A			E	
25) UPU				F						Ar	C	A	F	R	E						A	F			
Congrès				F						Ar	C	A	F	R	E			P			A	F			
Conseils				F						Ar	C	A	F	R	E						A	F			
26) OMS	Ar	C	A	F	R	E		All	P	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	
Assemblée mondiale de la Santé	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	
Conseil exécutif	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	
27) OMPI	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			
Assemblée générale	Ar	C	A	F	R	E			P	Ar	C	A	F	R	E						A	F			
Conférence	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E						A	F			

Organisations participantes et entités concernées	Langues officielles au niveau global (organisation, membres et organes)									Langues de travail des États membres et des organes principaux et subsidiaires									Langues de travail des secrétariats						
	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Hindi	Italien/Allemand	Portugais	Arabe	Chinois	Anglais	Français	Russe	Espagnol	Portugais
28) OMM	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	
Congrès météorologique mondial	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	
Conseil exécutif	Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E				Ar	C	A	F	R	E	

Abréviations : A, anglais ; All, allemand ; Ar, arabe ; C, chinois ; E, espagnol ; F, français ; H, Hindi ; I, Italien ; P, portugais ; R, russe ;

(ONUDC) CND Commission des stupéfiants, (ONUDC) CCPCJ, Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

Notes :



Ensemble des langues officielles des organisations participantes.



Langues de travail des États membres et des organes principaux et subsidiaires des organisations participantes.



Langues de travail des secrétariats des organisations participantes.



Les caractères sur fond blanc indiquent les langues qui ne sont prescrites dans aucun document officiel.



À sa dix-septième session, en 2007, l'Assemblée générale de l'OMT a approuvé, par sa résolution 521 (XVII), une modification de l'article 38 des statuts aux fins de l'inclusion du chinois comme langue officielle de l'Organisation. Cette modification n'est pas encore entrée en vigueur car il manque 19 ratifications

Règlement intérieur, mandat et autres documents sur les langues des organes directeurs et des organes subsidiaires des organisations participantes – situation en 2020

Organisations participantes et organes	Cote des documents	Année de publication ou de révision	Titre de la publication ou du document et lien Internet pour les documents non disponibles sur le site Web du Système de diffusion électronique des documents des Nations Unies (https://documents.un.org/)
<i>Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes</i>			
1) Organisation des Nations Unies			
Tous les organes de l'ONU (y compris le Secrétariat), à l'exception de la Cour internationale de Justice	Résolution 2(I) de l'Assemblée générale	1946	Règlement concernant les langues
Assemblée générale	A/520/Rev.18	2016	Règlement intérieur de l'Assemblée générale (consolidé, dans les six langues officielles)
Conseil de sécurité	S/2017/507	1946	Règlement intérieur provisoire www.un.org/securitycouncil/content/repertoire/provisional-rules-procedure www.un.org/securitycouncil/content/repertoire/provisional-rules-procedure#rule9
Conseil économique et social	E/5715/REV.2	1992	Règlement intérieur du Conseil économique et social
Commissions régionales			
CEA	E/CN.14/III/Rev.8/Corr.2	1994	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/eca-terms-of-reference-and-rules-of-procedure-1994_eng_print.pdf
CEE	E/ECE/778/Rev.5	2009	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe
CEPALC	LC/G.1403/REV.8	2014	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/13498/S2008022_fr.pdf?sequence=1&isAllowed=y
CESAP	-	1946	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique https://www.unescap.org/sites/default/files/ESCAP_ToR-Rules_FR.pdf
CESAO	E/ESCWA/2016/TOR	2016	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Organisations participantes et organes	Cote des documents	Année de publication ou de révision	Titre de la publication ou du document et lien Internet pour les documents non disponibles sur le site Web du Système de diffusion électronique des documents des Nations Unies (https://documents.un.org/)
2) ONUSIDA			
Conseil de coordination du Programme	-	2011	Modus operandi du Conseil de coordination du programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCB_Modus_Operandi_2020_FR.pdf
3) CNUCED			
Conférence	UNCTAD/ISS/MISC/2019/2	2019	Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/issmisc2019d2_en.pdf
Conseil du commerce et du développement	UNCTAD/ISS/MISC/2019/2	2019	Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/issmisc2019d2_en.pdf
Grandes commissions	UNCTAD/ISS/MISC/2019/2	2019	Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/issmisc2019d2_en.pdf
4) ITC			
Groupe consultatif commun	-	2009	Mandat du Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/About_ITC/Working_with_ITC/JAG/Consultative_committee_of_the_ITC_trust_fund/DONR16768.pdf
5) PNUD			
Conseil d'administration	DP/2011/18	2011	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
6) PNUE			
Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	UNEP/EA.3/3	2017	Règlement intérieur de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement
7) FNUAP			
Conseil d'administration	DP/2011/18	2011	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Organisations participantes et organes	Cote des documents	Année de publication ou de révision	Titre de la publication ou du document et lien Internet pour les documents non disponibles sur le site Web du Système de diffusion électronique des documents des Nations Unies (https://documents.un.org/)
8) ONU-Habitat			
Assemblée des Nations Unies pour l'habitat	HSP/HA.1/HLS.2	2019	Règlement intérieur de l'Assemblée d'ONU-Habitat
Conseil exécutif	HSP/HA.1/HLS.3	2019	Règlement intérieur du Conseil exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains
9) HCR			
Comité exécutif	A/AC.96/187/Rev.8	2016	Règlement intérieur du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire
10) UNICEF			
Conseil d'administration	E/ICEF/177/REV.6	1994	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance
11) ONUDC			
Commission des stupéfiants	E/5975/REV.1	1983	Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social
Commission pour la prévention du crime et la justice pénale	E/5975/REV.1	1983	Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social
12) UNOPS			
Conseil d'administration	DP/2011/18	2011	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
13) UNRWA			
Commission consultative	UNRWA/CN/ROP/2006/06/Rev.3	2006	Règlement intérieur de la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient www.unrwa.org/sites/default/files/rulesofprocedure1.pdf
14) ONU-Femmes			
Conseil d'administration	UNW/2011/6	2011	Projet de règlement intérieur du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)

Organisations participantes et organes	Cote des documents	Année de publication ou de révision	Titre de la publication ou du document et lien Internet pour les documents non disponibles sur le site Web du Système de diffusion électronique des documents des Nations Unies (https://documents.un.org/)
15) PAM			
Conseil d'administration	-	2019	Statut, Règlement général, Règlement financier, Règlement intérieur du Conseil d'administration https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000102455/download/
<i>Institutions spécialisées et AIEA</i>			
16) FAO			
Conférence	-	2017	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (volumes I et II), http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf
Conseil	-	2017	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (volumes I et II) http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf
Comités	-	2017	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (volumes I et II) http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf
17) AIEA			
Conférence générale	GC(XXXI)/INF/245/Rev.1	1989	Règlement intérieur de la Conférence générale https://www.iaea.org/sites/default/files/gcrules_fr.pdf
Conseil des gouverneurs	GOV/INF/500/Rev.1	1989	Règlement intérieur provisoire du Conseil des gouverneurs https://www.iaea.org/sites/default/files/bgrules_fr.pdf
18) OACI			
Assemblée	Doc 7600/8	2014	Règlement intérieur permanent de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale https://www.icao.int/publications/Documents/7600_cons_fr.pdf?Mobile=1
Conseil	Doc 7559/9	2014	Règlement intérieur du Conseil www.icsc.org.cn/upload/file/20190102/Doc.7559-EN%20Rules%20of%20Procedure%20for%20the%20Council.pdf
19) OIT			
Conférence internationale du travail	-	2012	Constitution de l'Organisation internationale du Travail et textes sélectionnés www.ilo.org/public/libdoc/ilo/2012/485807.pdf
Conseil d'administration	Statuts-Recueil-Compilation-[RELME-190401-1]-Fr.docx	2019	Recueil des règles applicables au Conseil d'administration du Bureau international du travail : Note introductive, Règlement et Annexes www.ilo.org/gb/about-governing-body/WCMS_586688/lang--fr/index.htm

Organisations participantes et organes	Cote des documents	Année de publication ou de révision	Titre de la publication ou du document et lien Internet pour les documents non disponibles sur le site Web du Système de diffusion électronique des documents des Nations Unies (https://documents.un.org/)
20) OMI			
Assemblée	A.II/Res.27	1961	Règlement intérieur de l'Assemblée
Assemblée	Documents de base, vol. I	2018	Règlement intérieur de l'Assemblée
Conseil	Documents de base, vol. I	2018	Règlement intérieur du Conseil
21) UIT			
Conférence de plénipotentiaires	CS/Art.29	2018	Constitution et Convention de l'Union internationale des télécommunications adoptée à la Conférence de plénipotentiaires de 2018 (publiées dans Recueil des textes fondamentaux, 2019) https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/conf/S-CONF-PLEN-2019-PDF-F.pdf
Conseil	CS/Art.29	2018	Constitution et Convention de l'Union internationale des télécommunications adoptée à la Conférence de plénipotentiaires de 2018 (publiées dans Recueil des textes fondamentaux, 2019) https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/conf/S-CONF-PLEN2019-PDF-F.pdf
22) UNESCO			
Conférence générale	-	2018	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Édition 2018 https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261751_fre.page=6
Conseil exécutif	-	2019	Règlement intérieur du Conseil exécutif de l'UNESCO, Édition 2019 https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000366759_fre?posInSet=1&queryId=e5a79c7e-08f6-4208-b341-7fe7d7e573d2
23) ONUDI			
Conseil du développement industriel	UNIDO/3/Rev.1	1988	Règlement intérieur du Conseil du développement industriel https://www.unido.org/sites/default/files/files/2020-11/19-12146_Rules_of_procedure_IDB_full_ebook_F.pdf
Comité des programmes et des budgets	UNIDO/4	1989	Règlement intérieur du Comité des programmes et des budgets www.unido.org/sites/default/files/2009-11/Rules%20PBC-E_0.pdf
24) OMT			
Assemblée générale	-	2009	Documents de base de l'OMT (vol. I) https://www.e-unwto.org/doi/epdf/10.18111/9789284417551
Conseil exécutif	-	2009	Documents de base de l'OMT (vol. I) https://www.e-unwto.org/doi/epdf/10.18111/9789284417551

Organisations participantes et organes	Cote des documents	Année de publication ou de révision	Titre de la publication ou du document et lien Internet pour les documents non disponibles sur le site Web du Système de diffusion électronique des documents des Nations Unies (https://documents.un.org/)
25) UPU			
Congrès	-	2019	Règlement intérieur du Congrès
Conseil d'administration	-	2018	Règlement intérieur du Conseil d'administration
26) OMS			
Assemblée mondiale de la santé	-	2014	Règlement intérieur de l'Assemblée mondiale de la Santé https://apps.who.int/gb/gov/assets/reglement-wha-2015-web-fr.pdf
Conseil exécutif	-	2014	Règlement intérieur du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé https://www.who.int/governance/rules_of_procedure_of_eb_of_wha_fr.pdf?ua=1
27) OMPI			
Assemblée générale	A/57/INF/6	2017	Règlements intérieurs particuliers des organes directeurs de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI https://www.wipo.int/export/sites/www/treaties/fr/documents/pdf/special_rules.pdf
Conférence	A/57/INF/6	2017	Règlements intérieurs particuliers des organes directeurs de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI https://www.wipo.int/export/sites/www/treaties/fr/documents/pdf/special_rules.pdf
Assemblées et autres organes	399(FE) Rev.3	1979	Règles générales de procédure de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle https://www.wipo.int/policy/fr/rules_of_procedure.html
28) OMM			
Congrès météorologique mondial	OMM-N° 15	2019	Recueil des documents fondamentaux, n° 1, Organisation météorologique mondiale https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130
Conseil exécutif	OMM-N° 15	2019	Recueil des documents fondamentaux, n° 1, Organisation météorologique mondiale https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130
Commissions	OMM-N° 15	2019	Recueil des documents fondamentaux, n° 1, Organisation météorologique mondiale https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130

Utilisation des termes « langue officielle » et « langue de travail » dans les documents des organes directeurs et des organes subsidiaires des organisations participantes – situation en 2020

Organisations participantes et organes	Utilisation du terme « langue officielle »	Utilisation du terme « langue de travail »	Omission des deux termes	Source (titre de la publication du document de référence et symbole ou lien Internet) et remarques
<i>Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes</i>				
1) Organisation des Nations Unies				
Tous les organes de l'Organisation des Nations Unies (y compris le Secrétariat), à l'exception de la Cour internationale de Justice	x	x		Règlement concernant les langues Résolution 2(I) de l'Assemblée générale
Assemblée générale	x	x		Règlement intérieur de l'Assemblée générale, 2016 A/520/Rev.18
Conseil de sécurité	x	x		Règlement intérieur provisoire, 1946 S/2017/507 , voir aussi https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/repertoire/provisional-rules-procedure
Conseil économique et social	x	x		Règlement intérieur du Conseil économique et social, 1992 E/5715/REV.2
Commissions régionales				
CEA		x		Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique, 1994 www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/eca-terms-of-reference-and-rules-of-procedure-1994_eng_print.pdf
CEE		x		Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe, 2009 E/ECE/778/Rev.5
CEPALC	x	x		Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2014 https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/13498/S2008022_fr.pdf?sequence=1&isAllowed=y
CESAP		x		Mandat et règlement intérieur de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, 2014 https://www.unescap.org/sites/default/files/ESCAP_ToR-Rules_FR.pdf
CESAO		x		Mandat et règlement intérieur de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, 2016 E/ESCWA/2016/TORt

Organisations participantes et organes	Utilisation du terme « langue officielle »	Utilisation du terme « langue de travail »	Omission des deux termes	Source (titre de la publication du document de référence et symbole ou lien Internet) et remarques
2) ONUSIDA				
Conseil de coordination du Programme			x	Modus operandi du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, 2011 https://www.unaids.org/fr/resources/documents/2020/modus-operandi-PCB
3) CNUCED				
Conférence	x	x		Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires, 2019 https://unctad.org/system/files/official-document/trbpconf7d9_fr.pdf
Conseil du commerce et du développement	x	x		Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires, 2019 https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/issmisc2019d2_en.pdf
Grandes commissions	x	x		Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires, 2019 https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/issmisc2019d2_en.pdf
4) ITC				
Groupe consultatif commun			x	Mandat du Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC, 2009 www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/About_ITC/Working_with_ITC/JAG/Consultative_committee_of_the_ITC_trust_fund/DONR16768.pdf
5) PNUD				
Conseil d'administration	x	x		Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, 2011 DP/2011/18
6) PNUE				
Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	x	x		Règlement intérieur de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2017 UNEP/EA.3/3
7) FNUAP				
Conseil d'administration	x	x		Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds pour la population des Nations Unies et du Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets, 2011 DP/2011/18

Organisations participantes et organes	Utilisation du terme « langue officielle »	Utilisation du terme « langue de travail »	Omission des deux termes	Source (titre de la publication du document de référence et symbole ou lien Internet) et remarques
8) ONU-Habitat				
Assemblée d'ONU-Habitat-	x	x		Règlement intérieur de l'Assemblée d'ONU-Habitat, 2019 HSP/HA.1/HLS.2
Conseil exécutif	x	x		Règlement intérieur du Conseil exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, 2019 HSP/HA.1/HLS.3
9) HCR				
Comité exécutif	x	x		Règlement intérieur du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, 2016 A/AC.96/187/Rev.8
10) UNICEF				
Conseil d'administration	x	x		Règlement intérieur du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 1994 E/ICEF/177/REV.6
11) ONUDC				
Commission des stupéfiants	x	x		Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, 1983 E/5975/REV.1
Commission pour la prévention du crime et la justice pénale	x	x		Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, 1983 E/5975/REV.1
12) UNOPS				
Conseil d'administration	x	x		Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, 2011 DP/2011/18
13) UNRWA				
Commission consultative		x		Règlement intérieur de la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, 2006 www.unrwa.org/sites/default/files/rulesofprocedure1.pdf
14) ONU-Femmes				
Conseil d'administration	x	x		Projet de règlement intérieur du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes), 2011 UNW/2011/6

Organisations participantes et organes	Utilisation du terme « langue officielle »	Utilisation du terme « langue de travail »	Omission des deux termes	Source (titre de la publication du document de référence et symbole ou lien Internet) et remarques
15) PAM				
Conseil d'administration			x	Statut, Règlement général, Règlement financier, Règlement intérieur du Conseil d'administration, 2019 https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000051121/download/
<i>Institutions spécialisées et AIEA</i>				
16) FAO				
Conférence			x	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (vol. I et II), 2017 http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf
Conseil			x	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (vol. I et II), 2017 http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf
Comités			x	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (vol. I et II), 2017 http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf
17) AIEA				
Conférence générale	x	x		Règlement intérieur de la Conférence générale, Agence internationale de l'énergie atomique, 1989 https://www.iaea.org/sites/default/files/gcrules_fr.pdf
Conseil des gouverneurs	x	x		Règlement intérieur provisoire du Conseil des gouverneurs, Agence internationale de l'énergie atomique, 1989 https://www.iaea.org/sites/default/files/bgrules_fr.pdf
18) OACI				
Assemblée			x	Règlement intérieur permanent de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale, 2014 https://www.icao.int/publications/Documents/7600_cons_fr.pdf?Mobile=1
Conseil			x	Règlement intérieur du Conseil, Organisation de l'aviation civile internationale, 2014 www.icscc.org.cn/upload/file/20190102/Doc.7559-EN%20Rules%20of%20Procedure%20for%20the%20Council.pdf
19) OIT/BIT				
Conférence	x			Constitution de l'Organisation internationale du travail et textes sélectionnés www.ilo.org/public/libdoc/ilo/2012/485807.pdf
Conseil d'administration	x	x		Recueil des règles applicables au Conseil d'administration du Bureau international du travail : Note introductive, Règlement du Conseil et Annexes, 2019 https://www.ilo.org/gb/about-governing-body/WCMS_586688/lang--fr/index.htm
20) OMI				
Assemblée	x	x		Règlement intérieur de l'Assemblée
Conseil	x	x		Règlement intérieur du Conseil

Organisations participantes et organes	Utilisation du terme « langue officielle »	Utilisation du terme « langue de travail »	Omission des deux termes	Source (titre de la publication du document de référence et symbole ou lien Internet) et remarques
21) UIT				
Conférence de plénipotentiaires	x			Recueil des textes fondamentaux de l'Union internationale des télécommunications adoptés par la Conférence de plénipotentiaires, 2019 https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/conf/S-CONF-PLEN-2019-PDF-F.pdf
Conseil	x			Constitution et Convention de l'Union internationale des télécommunications adoptées par la Conférence de plénipotentiaires de 2018 (voir dans la collection des textes fondamentaux de l'UIT, édition 2019) https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/conf/S-CONF-PLEN-2019-PDF-F.pdf
22) UNESCO				
Conférence générale	x	x		Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture : édition de 2018 https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261751_fre.page=6
Conseil exécutif		x		Règlement intérieur du Conseil exécutif de l'UNESCO, version de 2019 https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000366759_fre?posInSet=1&queryId=e5a79c7e-08f6-4208-b341-7fe7d7e573d2
23) ONUDI				
Conseil du développement industriel			x	Règlement intérieur du Conseil du développement industriel https://www.unido.org/sites/default/files/files/2020-11/19-12146_Rules_of_procedure_IDB_full_ebook_F.pdf
Comité des programmes et des budgets			x	Règlement intérieur du Comité des programmes et des budgets http://www.unido.org/sites/default/files/files/2020-11/19-12152_Rules_of_PBC_ebook_F.pdf
24) OMT				
Assemblée générale	x	x		Documents de base de l'OMT (vol. I), 2009 https://www.e-unwto.org/doi/epdf/10.18111/9789284417551
Conseil exécutif	x	x		Documents de base de l'OMT (vol. I), 2009 https://www.e-unwto.org/doi/epdf/10.18111/9789284417551
25) UPU				
UPU	x			Constitution de l'UPU
Congrès		x		Règlement intérieur du Congrès
Conseils	x			Constitution de l'UPU

Organisations participantes et organes	Utilisation du terme « langue officielle »	Utilisation du terme « langue de travail »	Omission des deux termes	Source (titre de la publication du document de référence et symbole ou lien Internet) et remarques
26) OMS				
Assemblée mondiale de la Santé	x	x		Règlement intérieur de l'Assemblée mondiale de la santé, 2014 https://apps.who.int/gb/gov/assets/reglement-wha-2015-web-fr.pdf
Conseil exécutif	x	x		Règlement intérieur du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé, 2014 https://www.who.int/governance/rules_of_procedure_of_eb_of_wha_fr.pdf?ua=1
27) OMPI				
Assemblée générale	x			Règlements intérieurs particuliers des organes directeurs de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI, 2017 https://www.wipo.int/export/sites/www/treaties/fr/documents/pdf/special_rules.pdf
Conférence	x			Règlements intérieurs particuliers des organes directeurs de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI, 2017 https://www.wipo.int/export/sites/www/treaties/fr/documents/pdf/special_rules.pdf
Assemblées et autres organes	x			Règles générales de procédure de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle https://www.wipo.int/policy/fr/rules_of_procedure.html
28) OMM				
Congrès	x	x		Documents de base, n° 1, Organisation météorologique mondiale, 2019 https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130
Conseil exécutif	x	x		Documents de base, n° 1, Organisation météorologique mondiale, 2019 https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130
Comités	x	x		Documents de base, n° 1, Organisation météorologique mondiale, 2019 https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130

Stratégies, politiques et autres instruments ou initiatives concernant le multilinguisme, tels que mentionnés dans les réponses des organisations participantes au questionnaire qui leur était adressé

Organisations participantes et organes	Cote du document	Année de publication ou de révision	Citations tirées du document de référence, titre de la publication et lien Internet
<i>Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes</i>			
1) Secrétariat de l'ONU			
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences			En s'acquittant de ses fonctions essentielles, à savoir la fourniture de services d'interprétation et de documentation dans les six langues officielles, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences joue un rôle essentiel pour permettre à l'Organisation de remplir son mandat en matière de multilinguisme. Tous les cadres, stratégies, politiques et plans d'action ou de travail du Département soutiennent donc le multilinguisme.
Département de la communication globale	A/72/6 (Sect. 28)	2017	Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019 du Département de la communication globale
	ST/SGB/2019/5	2019	Circulaire du Secrétaire général sur l'utilisation institutionnelle des médias sociaux
	-	2019	Orientations pour un langage inclusif www.un.org/fr/gender-inclusive-language/guidelines.shtml
Département des opérations de paix			Aucune stratégie mentionnée
Bureau de la gestion des ressources humaines	-	2019	Manuel sur le dispositif de sélection du personnel, publié le 21 janvier 2019 https://policy.un.org/sites/policy.un.org/files/files/documents/2019/Jun/manualonstaffselectionsystem_v2_2.pdf
	-		Clauses types pour les offres d'emploi et les offres d'emploi temporaire
	-	2019	Cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les langues https://hr.un.org/sites/hr.un.org/files/UNLF_UNLevelsCoreCurric_FR_0.pdf
	-	2019	Orientations pour un langage inclusif https://www.un.org/fr/gender-inclusive-language/guidelines.shtml

Organisations participantes et organes	Cote du document	Année de publication ou de révision	Citations tirées du document de référence, titre de la publication et lien Internet
Office des Nations Unies à Genève			Aucune stratégie mentionnée
Commissions régionales			
CEA			Aucune stratégie mentionnée
CEE			<ul style="list-style-type: none"> • Les services linguistiques pour les réunions officielles et la documentation destinée aux organes délibérants sont fournis à la CEE par l'Office des Nations Unies à Genève. • Toutes les publications de la CEE, y compris leurs différentes éditions linguistiques, sont établies à la demande des États membres. • La plupart des publications sont établies dans les trois langues de travail de la CEE, qui sont l'anglais, le français et le russe. Environ 10 % d'entre elles, principalement celles relatives aux conventions, normes et meilleures pratiques de la CEE, sont également établies dans les autres langues officielles de l'ONU. • Toutes les divisions sont responsables de l'actualisation du contenu qui les concerne sur les pages Web de la CEE et, sous réserve des ressources disponibles, de leur traduction dans les langues officielles. • Pour compléter les ressources officiellement consacrées aux services linguistiques, les membres du personnel sont encouragés à mettre à profit leurs aptitudes linguistiques personnelles pour élargir encore le rôle multilingue de la CEE, par exemple en prenant en charge des traductions de courtoisie.
CEPALC			Aucune stratégie mentionnée
CESAP			La CESAP s'est engagée à promouvoir le multilinguisme et les langues officielles et de travail dans ses organes directeurs et délibérants en intégrant le multilinguisme dans leurs plans de travail au moyen de la planification et de l'organisation des réunions intergouvernementales dans toutes les langues officielles de la Commission.
CESAO			La CESAO recrute du personnel international d'origines linguistiques diverses ainsi que des conseillers régionaux ayant les compétences requises en arabe pour répondre aux besoins de la région. Les réunions qu'elle organise attirent également des participants de diverses origines linguistiques. L'interprétation est généralement assurée en arabe, en anglais et en français.
2) ONUSIDA			Aucune stratégie mentionnée
5) PNUD			Aucune stratégie mentionnée
6) PNUE			Aucune stratégie mentionnée
7) FNUAP			Aucune stratégie mentionnée

Organisations participantes et organes	Cote du document	Année de publication ou de révision	Citations tirées du document de référence, titre de la publication et lien Internet
9) HCR	-		Manuel du HCR pour les praticiens de l'apprentissage
	-		Instruction administrative sur les mesures d'incitation à l'acquisition de compétences linguistiques
	UNHCR/HCP/2017/2	2017	Politique de recrutement et d'affectation du HCR
	UNHCR/AI/2017/7/Rev.1	2017	Instruction administrative du HCR
	-	2012	Politique et lignes directrices du HCR en matière de formation
10) UNICEF			<p>L'UNICEF n'a pas de politique formelle de promotion du multilinguisme. Cela étant, divers principes et actions adoptés et proposés concernent l'apprentissage des langues.</p> <p>Par ailleurs, des programmes et des mécanismes de formation sont en place pour permettre aux membres du personnel d'apprendre différentes langues et contribuer ainsi au multilinguisme au sein de l'organisation. Ils sont pleinement pris en compte dans la section sur la formation. D'autres possibilités d'apprentissage des langues sont également offertes dans le cadre du système de gestion de la formation de l'UNICEF (plateforme de formation en ligne) AGORA.</p> <p>Programmes linguistiques de l'Organisation des Nations Unies Programme de l'UNICEF pour l'anglais en deuxième langue</p> <p>L'UNICEF diffuse régulièrement et systématiquement des messages sur les médias et des communiqués de presse ainsi que des messages du Directeur général/de la Directrice générale en arabe, chinois, français et espagnol.</p> <p>Le siège de l'UNICEF apporte aussi régulièrement son appui aux responsables de la communication dans les bureaux régionaux et nationaux dans leurs langues respectives.</p> <p>Les messages radiodiffusés ou les documents stratégiques importants sont traduits dans les langues de travail officielles les plus utilisées à l'UNICEF (anglais, français, espagnol et arabe).</p>
	DHR/PROCEDURE/2017/005	2017	Procédure sur la formation et le renforcement des aptitudes
	CF/AI/2000-013	2000	Instruction administrative sur la prime de connaissances linguistiques
11) ONUDC			<p>Le chef du Service de la gestion des conférences a récemment lancé une campagne pour encourager l'utilisation dans le Service de langues autres que l'anglais en insérant une ligne multilingue dans le bloc de signature des courriels du personnel. D'autres services et divisions de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'ONUDC ont fait part de leur intérêt pour la campagne.</p> <p>En matière de ressources humaines, des politiques à l'échelle de l'organisation sont mises en œuvre.</p>
14) ONU-Femmes			Aucune stratégie mentionnée

Organisations participantes et organes	Cote du document	Année de publication ou de révision	Citations tirées du document de référence, titre de la publication et lien Internet
15) PAM			<p>Le PAM n'a pas de mandat centralisé en matière de multilinguisme, mais cet objectif est intégré dans plusieurs de ses opérations et dans son administration, au moyen de stratégies, de cadres, de directives ou de mandats spécifiques, notamment :</p> <p>a) Secrétariat du Conseil d'administration – L'article XIV du Règlement intérieur du Conseil d'administration du PAM précise que les langues du Conseil sont l'anglais, l'arabe, l'espagnol et le français et que des dispositions particulières peuvent être prises pour d'autres langues officielles de l'Organisation des Nations Unies ou de la FAO lors de certaines sessions du Conseil, en fonction de la composition de ce dernier. Jouant un rôle d'interface entre le Conseil d'administration et la direction, le Secrétariat du Conseil a pour tâche de mettre à disposition de celui-ci les communications et la documentation officielles dans toutes les langues officielles. À ce titre, il assure la coordination avec le siège et les bureaux extérieurs pour veiller à ce que les principes du multilinguisme soient respectés.</p> <p>b) Communications, plaidoyer et marketing – les communications officielles de l'organisation sont publiées dans les quatre langues officielles du Conseil d'administration du PAM.</p> <p>c) Ressources humaines – Les exigences spécifiques en matière d'aptitudes linguistiques sont exposées dans le Manuel des ressources humaines.</p> <p>d) Opérations et programmation – Outre les langues officielles et de travail du personnel reconnues dans le Manuel des ressources humaines, les besoins et les connaissances en langues locales sont mis en avant lors de l'exécution des activités du PAM sur le terrain et la préparation des documents s'y rapportant.</p>
<i>Institutions spécialisées et AIEA</i>			
16) FAO			Aucune stratégie mentionnée
17) AIEA			<ul style="list-style-type: none"> • L'interprétation en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe est assurée pour les réunions du Conseil des gouverneurs et de la Conférence générale, y compris les réunions de leurs comités et autres organes subsidiaires respectifs. • Les comptes rendus analytiques des réunions, les résolutions et autres documents importants sont disponibles dans les six langues de travail des organes de décision. • Les principes et les règles en matière de sûreté sont publiés dans la série des normes de sûreté de l'AIEA en six langues. • La correspondance sortante avec chaque État membre sur les questions stratégiques est traduite par le secrétariat conformément aux exigences linguistiques de cet État. • Le principal magazine de l'Agence, le Bulletin de l'AIEA, est publié quatre fois par an dans les six langues officielles et de travail du Conseil des gouverneurs et de la Conférence générale. • Des sites Web en arabe, en chinois, en espagnol en français et en russe ont été lancés en 2018. • Depuis 2015, des pages Facebook en arabe, français, russe et espagnol ont été créées, tandis qu'un compte Weibo (en chinois) existe depuis 2019. Les comptes Twitter de l'Agence sont en anglais, mais des tweets dans d'autres langues sont publiés occasionnellement, lorsque le sujet du tweet concerne un public spécifique. • L'Agence encourage son personnel à apprendre d'autres langues en versant une indemnisation pour les frais encourus une fois achevés avec succès les cours de langues proposés par l'Agence. • Les agents de la catégorie des services généraux peuvent également bénéficier d'une prime de connaissances linguistiques s'ils démontrent le niveau d'aptitude requis dans deux ou plusieurs des six langues, ou dans la langue du lieu d'affectation, si celle-ci n'est pas leur langue maternelle.

Organisations participantes et organes	Cote du document	Année de publication ou de révision	Citations tirées du document de référence, titre de la publication et lien Internet
			<ul style="list-style-type: none"> La reconnaissance de la valeur et de l'importance de la diversité linguistique est encouragée au moyen de l'organisation d'événements commémoratifs concernant les langues, tels que des journées consacrées aux différentes langues et la Journée internationale de la traduction, et de la participation active à ces événements.
18) OACI			Le soutien linguistique est pleinement intégré aux objectifs stratégiques de l'OACI. Il concerne notamment les réunions, les documents de conférence et les publications destinés à appuyer les stratégies de mise en œuvre.
19) OIT	GB.331/PFA/13	2017	Stratégie pour les ressources humaines 2018-2021 : Agilité, mobilisation, efficacité https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_580957.pdf
	-	2016	Exécution du programme de l'OIT 2016-2017 https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_618129.pdf
	-	-	Politique pour la préparation des documents officiels de l'OIT L'objectif de ce document de gouvernance interne est de donner effet à la politique régissant la planification, la préparation et le traitement des documents officiels destinés à l'édition et à la traduction. Il n'est pas disponible en ligne.
20) OMI			Suivi de la Réunion annuelle internationale sur les services linguistiques, la documentation et les publications
21) UIT			Aucune stratégie mentionnée
22) UNESCO	Actes de la Conférence générale, 32 ^e session, Paris, 2003, v. 2 : Point 8.5 des travaux	2003	Recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=17717&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
24) OMT			Aucune stratégie mentionnée
25) UPU			Aucune stratégie mentionnée
26) OMS	EB144/38	2018	Rapport sur le multilinguisme du Directeur général de l'OMS https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/327626/B144_38-fr.pdf?sequence=1&isAllowed=y

Organisations participantes et organes	Cote du document	Année de publication ou de révision	Citations tirées du document de référence, titre de la publication et lien Internet
27) OMPI	A/48/11, A/48/11 ADD. et A/49/15	2010 et 2011	Politique linguistique adoptée par l'Assemblée générale de l'OMPI, septembre 2010 et 2011 https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/a_48/a_48_11.pdf https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/a_48/a_48_11_add.pdf https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/a_49/a_49_15.pdf
	WO/PBC/22/16	2014	Rapport du Comité du programme et budget sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la politique linguistique de l'OMPI
	Instruction administrative 05/2019	2019	Instruction administrative pour la traduction des documents officiels de l'OMPI (document interne : non disponible en ligne)
28) OMM			Aucune stratégie mentionnée. Lors du XVIII ^e Congrès météorologique mondial, les États membres ont demandé au Secrétaire général d'allouer les fonds nécessaires aux investissements dans les nouvelles technologies de traduction et de publication, afin de produire davantage de publications techniques et pédagogiques dans toutes les langues officielles de l'OMM.

Note : Les organisations participantes qui ne figurent pas dans ce tableau n'ont pas répondu au questionnaire.

État d'application des 15 recommandations formulées dans le rapport de 2011 sur le multilinguisme (JIU/REP/2011/4), tel qu'indiqué par les organisations participantes – situation en 2020

Organisations participantes		Recommandations figurant dans JIU/REP/2011/4														
		Rec 1	Rec 2	Rec 3	Rec 4	Rec 5	Rec 6	Rec 7	Rec 8	Rec 9	Rec 10	Rec 11	Rec 12	Rec 13	Rec 14	Rec 15
Fonds et programmes																
1	Organisation des Nations Unies		-					-	-							
2	ONUSIDA															
3	CNUCED	-	-		-	-	-	-	-	-	-			-	-	-
4	ITC															
5	PNUD		-		-		-	-			-			-		
6	PNUE		-											-		
7	FNUAP		-				-			-	-			-		
8	ONU-Habitat														-	-
9	HCR		-				-			-	-			-		
10	UNICEF		-			-	-				-			-		
11	ONUDC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
12	UNOPS															
13	UNRWA															
14	ONU-Femmes															
15	PAM		-				-				-			-		

Organisations participantes		Recommandations figurant dans JIU/REP/2011/4														
		Rec 1	Rec 2	Rec 3	Rec 4	Rec 5	Rec 6	Rec 7	Rec 8	Rec 9	Rec 10	Rec 11	Rec 12	Rec 13	Rec 14	Rec 15
Institutions spécialisées et AIEA																
16	FAO										-			-		
17	AIEA		-	-		-	-		-	-	-		-	-	-	-
18	OACI		-								-			-		
19	OIT		-			-					-			-		
20	OMI		-								-			-		
21	UIT		-			-					-			-		
22	UNESCO					-			-	-	-			-		
23	ONUDI										-					
24	OMT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25	UPU		-			-					-		-	-	-	
26	OMS		-			-					-			-		
27	OMPI		-								-			-	-	
28	OMM		-			-					-			-	-	

Abréviations : Rec, Recommandation.

Notes :

Recommandations acceptées



Appliquées



Non appliquées (application en cours ou non commencée)

Recommandations non acceptées



Non acceptées



Non pertinentes (non applicables)

Recommandations non prises en compte ou non actualisées



Non prises en compte (l'organisation participante n'était pas couverte par le document JIU/REP/2011/4 ou relève du Secrétariat de l'ONU)



Non actualisées (traitées précédemment par le JIU/REP/2011/4, mais l'organisation participante ne fait pas partie de l'examen actuel du CCI (Source : Retour d'information sur le système de suivi en ligne)).

Coordonnateurs/coordonnatrices et référent(e)s pour le multilinguisme dans les organisations participantes et au niveau du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination – situation au 15 juin 2020

Organisations participantes (nombre de membres du personnel)	Coordonnateur/coordonnatrice pour le multilinguisme	Référént(e) pour le multilinguisme	Référént(e) pour le multilinguisme au niveau du CCS	Remarques
<i>Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes</i>				
1	Secrétariat de l'ONU (33 791)^e <ul style="list-style-type: none"> • Secrétaire général(e) adjoint(e) chargé(e) du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences Épaulé(e) dans la coordination pour le multilinguisme par les : <ul style="list-style-type: none"> • Chef du Bureau du(de la) Secrétaire général(e) adjoint(e) chargé(e) du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences • Officier de l'information et du multilinguisme 	Réseau des référent(e) : Le réseau des référent(e)s du Secrétariat comprend au total 75 fonctionnaires (référént(e)s principaux(ales) et leurs suppléant(e)s) – pour la plupart des cadres supérieurs, y compris des directeurs/directrices et chefs de section – de 51 départements et autres entités. <i>Note :</i> Pour des raisons d'économie d'espace, le CCI a choisi de n'indiquer ci-dessous les titres des référent(e)s que pour 14 des 51 départements et autres entités. Les 37 autres entités du Secrétariat sont énumérées dans la dernière colonne intitulée « Remarques » ou peuvent être consultées sur la page Web officielle du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences : www.un.org/dgacm/sites/www.un.org.dgacm/files/pdf/Multilingualism/multilingualism_focal_points_25-08-2020.pdf	<ul style="list-style-type: none"> • Secrétaire général(e) adjoint(e) chargé(e) du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences en sa qualité de Coordonnateur/Coordonnatrice pour le multilinguisme au Secrétariat de l'ONU (Président du CCS) 	Les 37 autres entités du Secrétariat dont les titres des référent(e)s ne sont pas indiqués dans ce tableau sont celles qui figurent dans la dernière version en ligne de la liste disponible à l'adresse www.un.org/dgacm/sites/www.un.org.dgacm/files/pdf/Multilingualism/multilingualism_focal_points_25-08-2020.pdf BCAD, BINUGBIS, BLT, Bureau de la déontologie, Bureau des affaires du désarmement, Bureau de l'administration de la justice, Bureau de l'Ombudsman et services de médiation, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement et les petits États insulaires en développement, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Burundi, BSCI, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, DECT, DESA, DOS, DPPA, DSS, FINUL, FISNUA, HCDH, MANUA, MANUI, MANUSOM, MINUJUSTH, MINUK, MINURSO, MINUSCA, MONUSCO, OCHA, ODA, OLA, ONUST, UNDRR, UNFICYP, UNITAR, et UNOWAS-CMCN

Organisations participantes (nombre de membres du personnel)	Coordonnateur/coordonnatrice pour le multilinguisme	Réfèrent(e) pour le multilinguisme	Réfèrent(e) pour le multilinguisme au niveau du CCS	Remarques
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Réviseur hors classe, Division de la documentation, Service anglais de traduction • Interprète, Section d'interprétation russe, Division des réunions et des services de publication 	-	
Département de la communication globale	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de la Section des communiqués de presse, Division de l'information et des médias • Section des services Web 	-	
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur/coordonnatrice hors classe • Expert(e) associé(e) 	-	
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité Bureau des ressources humaines	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef, Section de la valorisation des ressources humaines • Administrateur/administratrice adjoint(e) de 1^{re} classe chargé(e) de la valorisation des ressources humaines 	-	
Département des opérations de paix	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef du Cabinet du Secrétaire général(e) adjoint(e) aux opérations de maintien de la paix • Expert(e) associé(e), Cabinet du Secrétaire général(e) adjoint(e) aux opérations de maintien de la paix 	-	
Cabinet du Secrétaire général	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de la gestion et de l'administration 	-	

Organisations participantes (nombre de membres du personnel)	Coordonnateur/coordonnatrice pour le multilinguisme	Référent(e) pour le multilinguisme	Référent(e) pour le multilinguisme au niveau du CCS	Remarques
Office des Nations Unies à Genève	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur/Directrice de la Division de la gestion des conférences • Chef du Service d'interprétation 	–	
Office des Nations Unies à Nairobi	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • À confirmer 	–	
Office des Nations Unies à Vienne	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de la Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais • Réviseur, Service de la gestion des conférences 	–	
CEA	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de la Section de la gestion des conférences • Chef de la Section des publications 	–	
CEE	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de cabinet 	–	
CEPALC	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de section, Division des publications et des services Web • Chef du Groupe anglais, Division des publications et des services Web 	–	
CESAP	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de la Section des services de conférence et de la documentation • Traducteur, Groupe français de traduction 	–	
CESAO	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de la Section des services de conférence • Assistant(e) d'édition principal(e) 	–	

Organisations participantes (nombre de membres du personnel)		Coordonnateur/coordonnatrice pour le multilinguisme	Référent(e) pour le multilinguisme	Référent(e) pour le multilinguisme au niveau du CCS	Remarques
2	ONUSIDA (688)	-	-	• Responsable de la communication (Édition)	
3	CNUCED ^a	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	• Secrétaire général(e) adjoint(e) • Chef de la Section de la gestion des documents	• Secrétaire général(e) adjoint(e)	
4	ITC (287)	-	-	-	
5	PNUD (7 013)	-	• Analyste de traduction	• Analyste de traduction	
6	PNUE ^a	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	• Attaché(e) d'administration • Fonctionnaire (autre référent(e) à confirmer)	• Responsable des ressources humaines, Division des services internes • Spécialiste de la communication interne, Division de la communication	
7	FNUAP (2 781)	-	-	• Spécialiste de la planification et de la coordination, Division des ressources humaines	
8	ONU-Habitat ^a	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	-	• Fonctionnaire principal(e) chargé(e) de la coordination, Conseiller/Conseillère sur les politiques à la Division des programmes, Développement du portefeuille de programmes	
9	HCR (10 197)	-	-	• Traducteur/traductrice principal(e) français(e)	
10	UNICEF (14 474)	-	-	• Spécialiste de la communication, Stratégie numérique • Chef de la stratégie du contenu mondial, Division de la communication	Pour la correspondance : ○ Chef de la stratégie numérique ○ Spécialiste de production, Division de la communication

Organisations participantes (nombre de membres du personnel)		Coordonnateur/coordonnatrice pour le multilinguisme	Référent(e) pour le multilinguisme	Référent(e) pour le multilinguisme au niveau du CCS	Remarques
11	ONUDC ^a	Le même/la même que pour le Secrétariat de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de la Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais • Réviseur, Service de la gestion des conférences 	–	
12	UNOPS (744)	–	–	• Spécialiste des partenariats, Bureau de liaison de l'UNOPS à New York	
13	UNRWA (236)	–	–	• Directeur/Directrice, Bureau de représentation de l'UNRWA à New York	
14	ONU-Femmes (934)	–	• Poste du fonctionnaire non précisé	• Spécialiste de l'impression et de l'identité visuelle	
15	PAM (6 680)	–	–		
<i>Institutions spécialisées et AIEA</i>					
16	FAO (3 108)	–	–	• Chef du service de programmation et de documentation des réunions	
17	AIEA (2 547)	–	• Directeur/Directrice, Division des services de conférence et de documentation, Département de la gestion	• Directeur/Directrice, Division des services de conférence et de documentation, Département de la gestion	
18	OACI (797)	• Directeur/Directrice adjoint(e), Direction de l'administration et des services, Services linguistiques et publications	–	• Directeur/Directrice adjoint(e), Direction de l'administration et des services, Services linguistiques et publications	

Organisations participantes (nombre de membres du personnel)		Coordonnateur/coordonnatrice pour le multilinguisme	Référent(e) pour le multilinguisme	Référent(e) pour le multilinguisme au niveau du CCS	Remarques
19	OIT (3 171)	-	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnaire, Département des relations, des réunions et des documents officiels Fonctionnaire, Département du développement des ressources humaines Fonctionnaire, Département de la communication et de l'information publique 	<ul style="list-style-type: none"> Chef du Groupe espagnol de traduction des documents officiels, Département des relations, des réunions et des documents officiels, Service des documents officiels 	
20	OMI (264)	-	<ul style="list-style-type: none"> Directeur/Directrice de la Division des conférences 	<ul style="list-style-type: none"> Directeur de la Division des conférences 	
21	UIT (727)	<ul style="list-style-type: none"> Chef de la Section linguistique espagnole, Département des conférences et des publications 	-	<ul style="list-style-type: none"> Chef de la Section linguistique espagnole, Département des conférences et des publications 	
22	UNESCO (2 206)	-	-	<ul style="list-style-type: none"> Spécialiste de programme, Division des sociétés du savoir, Secteur de la communication et de l'information 	
23	ONUDI (627)	-	-	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnaire des relations extérieures 	
24	OMT (83)	-	-	<ul style="list-style-type: none"> Chef, Services linguistiques 	
25	UPU (268)	-	-	<ul style="list-style-type: none"> Chef, Service anglais de traduction 	
26	OMS (8 153)	-	-	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnaire des ressources humaines 	
27	OMPI (1 209)	-	<ul style="list-style-type: none"> Directeur/Directrice de la Division linguistique 	<ul style="list-style-type: none"> Directeur/Directrice de la Division linguistique 	Récemment nommé(e)

Organisations participantes (nombre de membres du personnel)		Coordonnateur/coordonnatrice pour le multilinguisme	Référent(e) pour le multilinguisme	Référent(e) pour le multilinguisme au niveau du CCS	Remarques
28	OMM (315)	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur/Directrice, Département des services de gouvernance 	–	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur/Directrice des Services linguistique, services des conférences et services communs 	

Abréviations: BCAD : Bureau de la coordination des activités de développement ; BINUGBIS : Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ; BLT : Bureau de lutte contre le terrorisme ; BSCI : Bureau des services de contrôle interne ; DESA : Département des affaires économiques et sociales ; DECT : Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ; DSS : Département de la sûreté et de la sécurité ; DOS : Département de l'appui opérationnel ; DPPA : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix ; FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FISNUA : Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei ; HCDH : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MANUI : Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; MANUSOM : Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie ; MINUJUSTH : Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti ; MINUK : Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires ; ODA : Bureau des affaires de désarmement ; OLA : Bureau des affaires juridiques ; ONUST : Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve ; UNFICYP : Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ; UNDRR : Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes ; UNITAR : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche ; UNOWAS : Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel/ CMCN : Commission mixte Cameroun-Nigéria.

^a Le nombre de membres du personnel de la CNUCED, du PNUE, d'ONU-Habitat et de l'ONUDC n'est pas indiqué, car ces effectifs sont inclus dans le nombre total de membres du personnel du Secrétariat de l'ONU.

Annexe VII

Dates limites pour la présentation de la documentation d'avant session aux organes délibérants ou directeurs et aux organes subsidiaires des organisations participantes – situation en 2020

Organisations participantes et entités	Type de document concerné	Date limite de soumission indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
<i>Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes</i>				
1) Secrétariat de l'ONU				
Assemblée générale	Documentation	-	Annexe IV, chap. VIII, art. 107 a) (p. 90)	Règlement intérieur de l'Assemblée générale A/520/Rev.18 Note : L'article 12 (p. 4), qui concerne l'ordre du jour provisoire, prévoit 60 jours.
Conseil de sécurité	Documents	48 heures	Chap. V, art. 26 (p. 5)	Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité S/96/Rev.7 https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/provisional-rules-procedure
Conseil économique et social	-	-	-	Règlement intérieur du Conseil économique et social E/5715/REV.2 Note : L'article 9 (p. 4), qui concerne l'ordre du jour provisoire, prévoit 3 semaines.
CEA	Documents	42 jours	Chap. II, art. 5 (p. 7)	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/eca-terms-of-reference-and-rules-of-procedure-1994_eng_print.pdf
CEE	Documents	42 jours	Chap. I, art. 3 (p. 4)	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe E/ECE/778/Rev.5
CEPALC	Documents	6 semaines	Chap. I, art. 3 (p. 12)	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/13498/S2008022_fr.pdf?sequence=1&isAllowed=y
CESAP	Documents	42 jours	Chap. I, art. 2 (p. 9)	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique https://www.unescap.org/sites/default/files/ESCAP_ToR-Rules_FR.pdf

Organisations participantes et entités	Type de document concerné	Date limite de soumission indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
CESAO	-	-	-	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale E/ESCWA/2016/TOR Note : L'article 6 (chap. II, p. 6) , qui concerne l'ordre du jour provisoire, prévoit 6 semaines.
2) ONUSIDA				
Centre de coordination du Programme	Documents	Pas de date limite	Par. 17 (p. 3)	Modus operandi du Conseil de coordination du programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida https://www.unaids.org/fr/resources/documents/2020/modus-operandi-PCB
3) CNUCED				
Conférence	Documents	90 jours	Chap. II, art. 4.2 (p. 7)	Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/provisional-rules-procedure
Conseil du commerce et du développement	Documents	7 semaines	Chap. II, art. 8.2 (p. 50)	Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/issmisc2019d2_en.pdf
Grandes commissions	Documents	7 semaines	Chap. II, art. 8.2 (p. 95)	Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/issmisc2019d2_en.pdf
4) ITC				
Groupe consultatif commun	-	-	-	Mandat du Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/About_ITC/Working_with_ITC/JAG/Consultative_committee_of_the_ITC_trust_fund/DONR16768.pdf
5) PNUD				
Conseil d'administration	Documentation	6 semaines	Chap. III, art. 7 (p. 4)	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds pour la population des Nations Unies et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets DP/2011/18

Organisations participantes et entités	Type de document concerné	Date limite de soumission indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
6) PNUE				
Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Documents	49 jours	Chap. II, art. 9.2 (p. 6)	Règlement intérieur de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement UNEP/EA.3/3
7) FNUAP				
Conseil d'administration	Documentation	6 semaines	Chap. III, art. 7 (p. 4)	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds pour la population des Nations Unies et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets DP/2011/18
8) ONU-Habitat				
Assemblée d'ONU-Habitat	Documentation	49 jours	Chap. II, art. 10.3 (p. 5)	Règlement intérieur de l'Assemblée d'ONU-Habitat HSP/HA.1/HLS.2
Conseil exécutif	Documentation	4 semaines	Chap. IV, art. 6.8 (p. 4)	Règlement intérieur du Conseil exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains HSP/HA.1/HLS.3
9) HCR				
Comité exécutif	Documentation	-	Chap. VIII, art. 30 (p. 7)	Règlement intérieur du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire A/AC.96/187/Rev.8
10) UNICEF				
Conseil d'administration	Documentation	6 semaines	Chap. II, art. 6 (p. 3)	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance E/ICEF/177/REV.6

Organisations participantes et entités	Type de document concerné	Date limite de soumission indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
11) ONUDC				
Commission des stupéfiants	Documents	6 semaines	Chap. II, art. 6 (p. 3)	Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social E/5975/REV.1
Commission pour la prévention du crime et la justice pénale	Documents	6 semaines	Chap. II, art. 6 (p. 3)	Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social E/5975/REV.1
12) UNOPS				
Conseil d'administration	Documentation	6 semaines	Chap. III, art. 7 (p. 4)	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets DP/2011/18
13) UNRWA				
Commission consultative	Documentation	6 semaines	Chap. IV.ii (p. 4)	Règlement intérieur de la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient http://www.unrwa.org/sites/default/files/rulesofprocedure1.pdf
14) ONU-Femmes				
Conseil d'administration	Documentation	4 semaines	Chap. III, art. 5.7 (p. 3)	Projet de règlement intérieur du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) UNW/2011/6
15) PAM				
Conseil d'administration	Documentation	4 semaines	Art. III.6 (p. 62)	Statut, règlement général, règlement financier, règlement intérieur du Conseil d'administration https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000051121/download/

Organisations participantes et entités	Type de document concerné	Date limite de soumission indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
<i>Institutions spécialisées et AIEA</i>				
16) FAO				
Conférence	Documentation	Pas de date limite	Art. II.9 (p. 20)	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (vol. I) http://www.fao.org/3/K8024F/K8024F.pdf
Conseil	Documentation	Pas de date limite	Art. XXV.6.a (p. 42)	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (vol. I) http://www.fao.org/3/K8024F/K8024F.pdf Date limite : La documentation est diffusée avec l'ordre du jour provisoire ou dès que possible après celui-ci
Comité financier	Documents	Pas de date limite	Art. III.1 (p. 96)	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (vol. I) http://www.fao.org/3/K8024F/K8024F.pdf
17) AIEA				
Conférence générale	Rapports	Varie selon le type de document ; au moins 5 semaines	Chap. II, art. 10 (p. 4)	Règlement intérieur de la Conférence générale https://www.iaea.org/sites/default/files/gcrules_fr.pdf Instructions internes adoptées par le Secrétariat des organes directeurs
Conseil des gouverneurs	Documents	5 semaines	Chap. V, art. 16 (p. 6)	Règlement intérieur provisoire du Conseil des gouverneurs https://www.iaea.org/sites/default/files/bgrules_fr.pdf Instructions internes adoptées par le Secrétariat des organes directeurs
18) OACI				
Assemblée	Documentation	21 jours	Chap. IV, art. 10.a (p. 4 et 5)	Règlement intérieur permanent de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale https://www.icao.int/publications/Documents/7600_cons_fr.pdf?Mobile=1
Conseil	Documents : catégorie I catégorie II catégorie III catégorie IV	Au moins : I 10 jours II 4 jours III 48 heures IV 24 heures	Chap. V, art. 26 (p. 10)	Règlement intérieur du Conseil www.icsc.org.cn/upload/file/20190102/Doc.7559-EN%20Rules%20of%20Procedure%20for%20the%20Council.pdf Catégories : I documents de travail contenant des propositions d'adoption ou de modification des annexes au titre de l'article 90 de la Convention ; II autres documents de travail ; III rapports des commissions permanentes ou des comités du Conseil ou rapports d'autres organes créés en vertu de l'article 17 ; IV tous les autres documents

Organisations participantes et entités	Type de document concerné	Date limite de soumission indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
19) OIT				
Conférence	Documents	De 3 mois à 15 jours	Annexe (p. 3)	Politique de distribution des documents officiels de l'OIT L'annexe de ce document de gouvernance interne contient une liste détaillée des différents documents officiels avec les longueurs maximales prescrites et les délais réglementaires de publication. Elle n'est pas disponible en ligne.
Organe directeur	Documents	15 jours	Annexe (p. 4)	Politique de distribution des documents officiels de l'OIT L'annexe de ce document de gouvernance interne contient une liste détaillée des différents documents officiels avec les longueurs maximales prescrites et les délais réglementaires de publication. Elle n'est pas disponible en ligne.
20) OMI				
Assemblée	Documents	2 mois	Art. 15 (p. 47)	Règlement intérieur de l'Assemblée
Conseil	Documents	1 mois	Art. 14 (p. 69)	Règlement intérieur du Conseil
21) UIT				
Conférence de plénipotentiaires	Propositions	2 mois	Art. 44 (p. 167)	Recueil des textes fondamentaux adoptés par la Conférence de plénipotentiaires https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/conf/S-CONF-PLEN-2019-PDF-F.pdf
Conseil	-	-	-	Constitution et Convention des télécommunications internationales adoptées par la Conférence de plénipotentiaires de 2018 (publiées dans les Textes fondamentaux, 2019) https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/conf/S-CONF-PLEN-2019-PDF-F.pdf
22) UNESCO				
Conférence générale	Documents	25 jours	Art. 11 (p. 28)	Textes de base de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture : édition de 2018 https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261751_fre
Conseil d'administration	Documents	30 jours	Chap. VII, art. 22.2 (p. 13)	Règlement intérieur du Conseil d'administration de l'UNESCO, édition de 2019 https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000366759_fre?posInSet=1&queryId=e5a79c7e-08f6-4208-b341-7fe7d7e573d2

Organisations participantes et entités	Type de document concerné	Date limite de soumission indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
23) ONUDI				
Conseil du développement industriel	Documents	45 jours	Chap. III, art. 10 (p. 4)	Règlement intérieur du Conseil du développement industriel https://www.unido.org/sites/default/files/files/2020-11/19-12146_Rules_of_procedure_IDB_full_ebook_F.pdf
Comité des programmes et des budgets	Documents	6 semaines	Chap. III, art. 6 et 8 (p. 3 et 4)	Règlement intérieur du Comité des programmes et des budgets https://www.unido.org/sites/default/files/files/2020-11/19-12152_Rules_of_PBC_ebook_F.pdf
24) OMT				
Assemblée générale	Documents	Pas de date limite	Art. 8 (p. 45)	Documents de base de l'OMT (vol. I) https://www.e-unwto.org/doi/epdf/10.18111/9789284417551
Conseil exécutif	Documents	30 jours	Art. 4.3 (p. 65)	Documents de base de l'OMT (vol. I) https://www.e-unwto.org/doi/epdf/10.18111/9789284417551
25) UPU				
Congrès	Propositions	-	Art. 138 et 138 bis	Règlement intérieur du Congrès
Conseils	Propositions et amendements	6 semaines	14.3.2 15.3.2	Règlement intérieur du Conseil d'administration Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale
26) OMS				
Assemblée mondiale de la Santé	Documents et rapports	6 semaines	Art. 14 (p. 143)	Règlement intérieur de l'Assemblée mondiale de la Santé https://apps.who.int/gb/gov/assets/reglement-wha-2015-web-fr.pdf
Conseil exécutif	Documents	6 semaines	Art. 5 (p. 174)	Règlement intérieur du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé https://www.who.int/governance/rules_of_procedure_of_eb_of_wha_fr.pdf?ua=1

Organisations participantes et entités	Type de document concerné	Date limite de soumission indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
27) OMPI				
Assemblées (22 organes directeurs, dont l'Assemblée générale de l'OMPI)	Documents de travail	2 mois	Art. 4 à 6	Règles générales de procédure, qui s'appliquent aux assemblées et autres organes des États membres de l'OMPI https://www.wipo.int/export/sites/www/treaties/fr/documents/pdf/special_rules.pdf
Conférence de l'OMPI	Documents de travail	2 mois	Art. 4 à 6	Règles générales de procédure, qui s'appliquent aux assemblées et autres organes des États membres de l'OMPI https://www.wipo.int/export/sites/www/treaties/fr/documents/pdf/special_rules.pdf
Comité de coordination de l'OMPI	Documents de travail	2 mois	Art. 4 à 6	Règles générales de procédure, qui s'appliquent aux assemblées et autres organes des États membres de l'OMPI https://www.wipo.int/export/sites/www/treaties/fr/documents/pdf/special_rules.pdf
28) OMM				
Congrès	Mémoires explicatifs	30 jours	Chap. II, règlement 106.a (p. 65)	Documents de base, n° 1, Organisation météorologique mondiale https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130
Conseil exécutif	Documents	45 jours	Chap. III, règlement 122.b (p. 68)	Documents de base, n° 1, Organisation météorologique mondiale https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130
Comités	Documents	-	-	Documents de base, n° 1, Organisation météorologique mondiale https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130

Annexe VIII

Dates limites pour la présentation de rapports, enregistrements sonores, comptes rendus et autres documents aux organes délibérants ou directeurs des organisations participantes – situation en 2020

Organisations participantes et entités	Type de comptes rendus	Date limite indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
<i>Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes</i>				
1) Secrétariat de l'ONU				
Assemblée générale	Procès-verbaux ^a ou comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible	Chap. VIII, art. 54 (p. 17)	Règlement intérieur de l'Assemblée générale A/520/Rev.18
Conseil de sécurité	Procès-verbaux	10 heures le premier jour ouvrable qui suit la séance	Chap. IX, art. 49 (p. 9)	Règlement intérieur provisoire www.un.org/securitycouncil/fr/content/repertoire/provisional-rules-procedure Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité, Supplément 2016-2017 https://www.un.org/securitycouncil/sites/www.un.org.securitycouncil/files/repertoire_fr_add.20_introduction.pdf
	Comptes rendus	Aussitôt que possible	Chap. IX, art. 54 (p. 10)	
Conseil économique et social	Enregistrements sonores	-	Chap. IX, art. 37 (p. 13)	Règlement intérieur du Conseil économique et social E/5715/REV.2
	Comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible	Chap. IX, art. 38 (p. 13 et 14)	
Commissions régionales				
CEA	Comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible	Chap. IX, art. 38 et 39 (p. 14 et 15)	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/eca-terms-of-reference-and-rules-of-procedure-1994_eng_print.pdf
CEE	Comptes rendus	Aussitôt que possible	Chap. XI, art. 49 (p. 14)	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe E/ECE/778/Rev.5

Organisations participantes et entités	Type de comptes rendus	Date limite indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
CEPALC	Comptes rendus analytiques (uniquement sur demande)	-	Chap. IX, art. 46 (p. 21 et 22)	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/13498/S2008022_fr.pdf?sequence=1&isAllowed=y
CESAP	Comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible	Chap. IX, art. 46 et 47 (p. 21 et 22)	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique https://www.unescap.org/sites/default/files/ESCAP_ToR-Rules_FR.pdf
CESAO	Comptes rendus analytiques (uniquement sur demande)	Dès que possible	Chap. IX, art. 32 (p. 11)	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale E/ESCWA/2016/TOR
	Enregistrements sonores	-	Chap. IX, art. 31 (p. 11)	
ONUSIDA				
Conseil de coordination du Programme	Rapport	60 jours	Par. 31	Modus operandi du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida https://www.unaids.org/fr/re-sources/documents/2020/modus-operandi-PCB
3) CNUCED				
Conférence	Comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible	Chap. XI, art. 74 (p. 24)	Règlement intérieur de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/issmisc2019d2_en.pdf
Conseil du commerce et du développement	Enregistrements sonores	-	Chap. XI, art. 71 (p. 66)	Règlement intérieur de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/issmisc2019d2_en.pdf
Grandes Commissions	Enregistrements sonores	-	Chap. XI, art. 69 (p. 112)	Règlement intérieur de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/issmisc2019d2_en.pdf

Organisations participantes et entités	Type de comptes rendus	Date limite indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
4) ITC				
Groupe consultatif commun	-	-	-	Mandat du Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC http://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/About_ITC/Working_with_ITC/JAG/Consultative_committee_of_the_ITC_trust_fund/DONR16768.pdf
5) PNUD				
Conseil d'administration	Enregistrements sonores	-	Chap. X, art. 13 (p. 12)	Règlement intérieur le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets DP/2011/18
6) PNUE				
Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Enregistrements sonores	-	Chap. IX, art. 66 (p. 16)	Règlement intérieur de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement UNEP/EA.3/3
7) FNUAP				
Conseil d'administration	Rapports et enregistrements sonores	-	Chap. X, art. 13 (p. 12)	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets DP/2011/18
8) ONU-Habitat				
Assemblée	Enregistrements sonores	-	Chap. VII, art. 37 (p. 10)	Règlement intérieur de l'Assemblée d'ONU-Habitat HSP/HA.1/HLS.2
Conseil exécutif	Enregistrements sonores	-	Chap. XI, art. 14.2 (p. 6)	Règlement intérieur du Conseil exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains HSP/HA.1/HLS.3
9) HCR				
Comité exécutif	Comptes rendus analytiques	Dès que possible	Chap. VIII, art. 31 (p. 7)	Règlement intérieur du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire A/AC.96/187/Rev.8 Les comptes rendus analytiques doivent être établis uniquement en anglais, en français et en espagnol.

Organisations participantes et entités	Type de comptes rendus	Date limite indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
10) UNICEF				
Conseil d'administration	Enregistrements sonores	-	Chap. IX, art. 23 (p. 7)	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance E/ICEF/177/REV.6
11) ONUDC				
Commission des stupéfiants et Commission pour la prévention du crime et la justice pénale	Enregistrements sonores	-	Chap. VIII, art. 33 (p. 8 et 9)	Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social E/5975/REV.1
	Comptes rendus analytiques (uniquement sur demande)	Aussitôt que possible	Art. VIII, règle 35 (p. 8 et 9)	Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social E/5975/REV.1
12) UNOPS				
Conseil d'administration	Enregistrements sonores	-	Chap. X, art. 13 (p. 12)	Règlement intérieur du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets DP/2011/18
13) UNRWA				
Commission consultative	Comptes rendus analytiques	1 mois	Chap. VI (p. 5)	Règlement intérieur de la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient http://www.unrwa.org/sites/default/files/rulesofprocedure1.pdf
14) ONU-Femmes				
Conseil d'administration	Enregistrements sonores	-	Chap. X, art. 13 (p. 5)	Projet de règlement intérieur du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) UNW/2011/6
15) PAM				
Conseil d'administration	Rapports	-	Art. XII.3 (p. 72)	Statut, Règlement général, Règlement financier, Règlement intérieur du Conseil d'administration https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000051121/download/

Organisations participantes et entités	Type de comptes rendus	Date limite indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
<i>Institutions spécialisées et AIEA</i>				
16) FAO				
Conférence	Procès- verbaux	Aussitôt que possible	Art. XVIII (p. 32)	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (vol. I et II) http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf
Conseil	Procès-verbaux	Aussitôt que possible	Art. VI (p. 88)	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (vol. I et II) http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf
Comité des finances	Procès-verbaux	Aussitôt que possible	Art. VI (p. 88)	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (vol. I et II) http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf
17) AIEA				
Conférence générale	Comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible	Chap. XV, art. 88-89 (p. 33 et 34)	Règlement intérieur de la Conférence générale de l'AIEA https://www.iaea.org/sites/default/files/gcrules_fr.pdf
Conseil des gouverneurs	Comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible	Chap. XI, art. 54 à 56 (p. 20 et 21)	Règlement intérieur provisoire du Conseil des gouverneurs de l'AIEA https://www.iaea.org/sites/default/files/bgrules_fr.pdf
(18) OACI				
Assemblée	Procès-verbaux	Le plus tôt possible	Sect. IX, règle 65 (p. 29)	Règlement intérieur permanent de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale https://www.icao.int/publications/Documents/7600_cons_fr.pdf?Mobile=1
Conseil	Projets de procès-verbal	6 semaines	Sect. X, règle 57.b (p. 2)	Règlement intérieur du Conseil www.icscc.org.cn/upload/file/20190102/Doc.7559-EN%20Rules%20of%20Procedure%20for%20the%20Council.pdf

Organisations participantes et entités	Type de comptes rendus	Date limite indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
19) OIT				
Conférence	Comptes rendus des débats	3 mois	Annexe (p. 4)	Politique de distribution des documents officiels de l'OIT L'annexe de ce document de gouvernance interne présente une liste détaillée des différents documents officiels avec les longueurs maximales prescrites et les délais légaux de publication. Elle n'est pas disponible en ligne.
Conseil d'administration	Projets de procès-verbal	10 jours après la séance	Annexe (p. 4)	Politique de distribution des documents officiels de l'OIT L'annexe de ce document de gouvernance interne présente une liste détaillée des différents documents officiels avec les longueurs maximales prescrites et les délais légaux de publication. Il n'est pas disponible en ligne.
20) OMI				
Assemblée	Rapports	-	Art. 28 (p. 49)	Règlement intérieur de l'Assemblée
Conseil	Rapports		Art. 26 (p. 71)	Règlement intérieur du Conseil
21) UIT				
Conférence de plénipotentiaires	Rapports et procès-verbaux	-	Art. 150	Recueil des textes fondamentaux adoptés par la Conférence de plénipotentiaires https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/conf/S-CONF-PLEN-2019-PDF-F.pdf
Conseil	Comptes rendus analytiques	30 jours	Art. 81 (par. 15)	Constitution et Convention des télécommunications internationales adoptées par la Conférence de plénipotentiaires de 2018 (publiées dans les Textes fondamentaux, 2019) https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/conf/S-CONF-PLEN-2019-PDF-F.pdf
22) UNESCO				
Conférence générale	Procès-verbaux	Avant la première session ordinaire du Conseil exécutif de l'année pendant laquelle se tient la session suivante de la Conférence générale	Chap. XI, art. 56 et 57 (p. 42)	Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture https://www.itu.int/dms_pub/itu-s/opb/conf/S-CONF-PLEN-2019-PDF-F.pdf

Organisations participantes et entités	Type de comptes rendus	Date limite indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
	Enregistrements sonores	-	Chap. XI, art. 56.1 (p. 42)	
Conseil exécutif	Procès-verbaux	3 mois	Chap. VII, art. 23.2 (p. 13)	Règlement intérieur du Conseil exécutif de l'UNESCO, édition de 2019 http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=48891&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
23) ONUDI				
Conseil du développement industriel	Comptes rendus analytiques	Dès que possible	Chap. X, art. 69 (p. 35)	Règlement intérieur du Conseil du développement industriel https://www.unido.org/sites/default/files/files/2020-11/19-12146_Rules_of_procedure_IDB_full_ebook_F.pdf
	Enregistrements sonores	-	Chap. X, art. 70 (p. 36)	
Comité des programmes et des budgets	Enregistrements sonores	-	Chap. X, art. 58 (p. 21 et 22)	Règlement intérieur du Comité des programmes et des budgets https://www.unido.org/sites/default/files/files/2020-11/19-12152_Rules_of_PBC_ebook_F.pdf
24) OMT				
Assemblée générale	Comptes rendus analytiques	Le plus tôt possible	Art. 46 (p. 52)	Règlement intérieur de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme, Documents de base de l'OMT (vol. I) https://www.e-unwto.org/doi/pdf/10.18111/9789284417551
Conseil exécutif	Comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible	Art. 13 (p. 69)	Règlement intérieur du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale du tourisme, Documents de base de l'OMT (vol. I) https://www.e-unwto.org/doi/pdf/10.18111/9789284417551
25) UPU				
Congrès	Rapports	Avant la prochaine session	Art. 22.5	Règlement intérieur du Congrès
Conseils	Comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible		Règlement intérieur du Conseil d'administration Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale

Organisations participantes et entités	Type de comptes rendus	Date limite indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
26) OMS				
Assemblée mondiale de la Santé	Procès-verbaux et comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible	Art. 90 et 91 (p. 161)	Règlement intérieur de l'Assemblée mondiale de la Santé https://apps.who.int/gb/gov/assets/reglement-wha-2015-web-fr.pdf
Conseil d'administration	Comptes rendus analytiques	Aussitôt que possible	Art. 20 (p. 148)	Règlement intérieur du Conseil d'administration de l'Organisation mondiale de la Santé https://www.who.int/governance/rules_of_procedure_of_eb_of_wha_fr.pdf?ua=1
27) OMPI				
Assemblées (21 organes directeurs, y compris l'Assemblée générale de l'OMPI)	Rapport ou résumé	-	Art. 5 (p. 5)	Règlement intérieur particulier des organes directeurs de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI https://www.wipo.int/export/sites/www/treaties/fr/documents/pdf/special_rules.pdf Assemblées des États membres de l'OMPI, 2019 https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/a_59/a_59_9.pdf
	Enregistrements audiovisuels	Enregistrements audiovisuels disponibles pendant 12 mois	Par. 4 (p. 2)	
	Résumé présenté par le Président	Fin de chaque réunion	Par. 4 (p. 2)	
	Rapport <i>in extenso</i>	-	Par. 4 (p. 2)	
Conférence	Rapport ou résumé	-	Par. 4 (p. 2)	Règlement intérieur particulier des organes directeurs de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI https://www.wipo.int/export/sites/www/treaties/fr/documents/pdf/special_rules.pdf Assemblées des États membres de l'OMPI, 2019 https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/a_59/a_59_9.pdf
	Enregistrements audiovisuels	Enregistrements audiovisuels disponibles pendant 12 mois	Par. 4 (p. 2)	
	Résumé établi par le Président	Fin de chaque réunion	Par. 4 (p. 2)	

Organisations participantes et entités	Type de comptes rendus	Date limite indiquée	Référence	Source (titre du document de référence et cote ou lien Internet) et remarques
	Rapport <i>in extenso</i>	-	Par. 4 (p. 2)	
Comité de coordination de l'OMPI	Rapport ou résumé	-	Art. 5 (p. 5)	Règlement intérieur particulier des organes directeurs de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI https://www.wipo.int/export/sites/www/treaties/fr/documents/pdf/special_rules.pdf
28) OMM				
Congrès	Rapports, procès-verbaux et enregistrements audio	-	Chap. I, règle 95 (p. 64 et 65)	Documents de base, n° 1, Organisation météorologique mondiale https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130
Conseil exécutif	Procès-verbaux et enregistrements audio	-	Chap. I, règle 95 (p. 64 et 65)	Documents fondamentaux, n° 1, Organisation météorologique mondiale https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130
Comités	Procès-verbaux et enregistrements audio	-	Chap. I, règle 95 (p. 64 et 65)	Documents de base, n° 1, Organisation météorologique mondiale https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10130

^a Les procès-verbaux sont des retranscriptions détaillées qui, en l'absence de rédacteurs de comptes rendus, sont produites et éditées par le Secrétariat sur la base de notes, des éléments fournis par les prestataires externes de services de sous-titrage et d'enregistrements audiovisuels.

Outils linguistiques numériques utilisés par les services linguistiques des organisations participantes qui ont fourni des données à cet égard – situation en janvier 2020

Organisations participantes	Noms des outils	Noms des développeurs	Descriptifs et liens
<i>Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes</i>			
1) Secrétariat de l'ONU			
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (y compris ses quatre lieux d'affectation : le Siège de l'ONU, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Nairobi et l'Office des Nations Unies à Vienne)	Base de données UNTERM	Projet gText	<p>Base de données terminologiques de l'ONU https://unterm.un.org/unterm/portal/welcome</p> <p>UNTERM est une base de données terminologiques multilingue gérée conjointement par les principaux lieux d'affectation et les commissions régionales du système des Nations Unies.</p> <p>UNTERM centralise la terminologie et la nomenclature relatives aux sujets traités par l'ONU dans les six langues officielles, ainsi qu'en allemand et en portugais.</p>
	eLUNa eLUNA Editorial eLUNa Search eLUNa VRS		<p>eLUNa est l'outil de traduction assistée par ordinateur de l'ONU – une suite d'outils linguistiques en ligne spécialement conçue en interne pour les traducteurs et les rédacteurs de procès-verbaux. Il combine une interface de révision et de traduction. Voir sous « outils »: https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/page.xsp?key=Careers-Translators www.youtube.com/watch?v=ILTZFjkzFt8&feature=youtu.be</p> <p>eLUNa Search est une application autonome de recherche en texte intégral combinant opérateurs booléens et opérateurs de proximité dans toutes les langues officielles. Les résultats sont affichés en format monolingue, bilingue et trilingue.</p> <p>eLUNa Editorial est une interface d'édition des documents des Nations Unies qui comprend des fonctions de détection des segments recyclables et de la terminologie.</p> <p>eLUNa VRS est une interface de rédaction de comptes rendus analytiques qui comprend des fonctions de détection des segments recyclables et de la terminologie.</p>
Commissions régionales			
CEA	Base de données UNTERM eLUNa		<p>Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences</p> <p>eLUNa suite : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (accord de niveau de services ; partage sur la base du recouvrement des coûts)</p>
CEE	-	-	<i>Services fournis par l'Office des Nations Unies à Genève</i>

Organisations participantes	Noms des outils	Noms des développeurs	Descriptifs et liens
CEPALC	Base de données UNTERM eLUNa		Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences eLUNa suite : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (accord de niveau de services ; partage sur la base du recouvrement des coûts)
CESAP	Base de données UNTERM eLUNa		Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences eLUNa suite : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (accord de niveau de services ; partage sur la base du recouvrement des coûts)
CESAO	Base de données UNTERM eLUNa		Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences eLUNa suite : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (accord de niveau de services ; partage sur la base du recouvrement des coûts)
5) PNUD	Base de données terminologique interne du PNUD	Groupe des communications du PNUD	Base de données terminologique interne du PNUD, contenant notamment les termes liés aux nouvelles initiatives de l'organisation La plupart des termes sont disponibles dans les langues de travail Note : le nom de la base de données n'est pas mentionné dans le questionnaire et la base de données n'est pas disponible en ligne
6) PNUE	Base de données UNTERM SDL Trados	Équipe en charge de la Convention sur la diversité biologique, SDL	Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences SDL Trados est un outil de traduction assistée par ordinateur produit par une société chef de file sur le marché des logiciels de traduction assistée par ordinateur. Voir www.sdltrados.com .
7) FNUAP	-	-	Au niveau central, le Bureau des solutions informatiques n'utilise pas, officiellement, de bases de données terminologiques, mais le FNUAP ne peut exclure la possibilité que certains bureaux nationaux ou régionaux se procurent ces outils de manière autonome.
11) ONUDC	Base de données UNTERM eLUNa eLUNa Editorial eLUNa Search eLUNa VRS	Projet gText	Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences eLUNa suite : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
15) PAM	WFPTERM Base de données UNTERM FAOTERM LogiTerm Web SDL Trados	SDL Terminotix	WFPTERM est une base de données terminologique multilingue, qui assure un soutien terminologique en anglais, arabe, français et espagnol. Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences FAOTERM : voir descriptif sous FAO LogiTerm Web est un logiciel de traduction multilingue destiné aux services linguistiques et mis au point par Terminotix. https://terminotix.com/index.asp?content=category&cat=4&lang=fr SDL Trados : voir descriptif sous PNUE

Organisations participantes	Noms des outils	Noms des développeurs	Descriptifs et liens
<i>Institutions spécialisées et AIEA</i>			
16) FAO	FAOTERM outils de traduction assistée par ordinateur <i>(appellations non indiquées)</i>	Division de l'informatique	FAOTERM est une base de données multilingue qui fournit un soutien terminologique en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et italien. http://aims.fao.org/fr/taxonomy/term/2548
17) AIEA	IAEAtERM outils de traduction assistée par ordinateur <i>(appellations non indiquées)</i>	-	IAEAtERM est une base de données terminologique et de référence multilingue contenant des termes en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe, ainsi que certains en allemand et dans d'autres langues (accessible en ligne à tout le personnel via l'Intranet).
18) OACI	ICAOTERM SDL MultiTrans	OACI	ICAOTERM est une base de données terminologique et de référence multilingue (non disponible en ligne). SDL MultiTrans est un système de gestion de traduction hautement sécurisé destiné aux secteurs réglementés, y compris les secteurs financier et juridique. Ce système convient aux entreprises qui ont besoin de traductions de contenus sensibles et confidentiels. www.sdl.com/about/news-media/press/2018/general-availability-of-sdl-multitrans-2019.html
19) OIT	ILOTERM SDL MultiTrans	Prestataires externes	ILOTERM est une base de données multilingue qui fournit un soutien terminologique en anglais, français, espagnol, allemand, russe, arabe et chinois. Elle est accessible à partir de la page Web de l'OIT consacrée aux ressources pour les traducteurs. https://www.ilo.org/global/tools/translators/lang--fr/index.htm SDL MultiTrans : voir le descriptif sous OACI
20) OMI	Base de données UNTERM eLUNa SDL MultiTrans	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences Prestataires commerciaux	Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. On notera que le portail UNTERM donne également accès à la base de données terminologique et de référence multilingue de l'OMI, utilisée précédemment et appelée IMOTERM eLUNa suite : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (accord de niveau de services ; partage sur la base du recouvrement des coûts. Le déploiement complet de l'outil de traduction assistée par ordinateur eLUNa, y compris la migration vers la plateforme UNTERM, était prévu avant la fin de 2019). SDL MultiTrans : voir le descriptif sous OACI
21) UIT	Base de données UNTERM eLUNa LogiTerm Web	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences Terminotix	Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences eLUNa suite : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences LogiTerm Web : voir descriptif sous PAM

Organisations participantes	Noms des outils	Noms des développeurs	Descriptifs et liens
22) UNESCO	Base de données UNTERM eLUNa	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences eLUNa suite : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (accord de niveau de services ; partage sur la base du recouvrement des coûts)
24) OMT	TOURITERME	-	TOURITERM est un glossaire spécialisé
25) UPU	TERMPOST SDL Trados	SDL	TERMPOST est la base de données terminologique officielle de l'Union postale universelle, qui contient des données en huit langues : allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. Les définitions sont actuellement fournies en anglais et en français uniquement. Voir https://upu.multitransms.com/TERMPOST/Account.mvc/LogOn SDL Trados : voir descriptif sous PNUE
26) OMS	Base de données UNTERM eLUNa	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Base de données UNTERM : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences eLUNa suite : voir le descriptif sous Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
27) OMPI	WIPO Pearl OMPI Translate SDL MultiTrans SDL Trados SDL WorldServer myCAT	PCT SD (pour WIPO Pearl) Advanced Technology Applications Centre (pour WIPO Translate) Prestataires commerciaux	WIPO Pearl est une base de données terminologique multilingue qui fournit une assistance en allemand, anglais, arabe, chinois, coréen, espagnol, français, japonais, portugais et russe. Le portail WIPO Pearl a été développé dans le respect du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) par la Division de la traduction du PCT et par le Service d'information du PCT. Voir www.wipo.int/reference/fr/wipopearl/ WIPO Translate est un logiciel de traduction de textes spécialisés Voir www.wipo.int/wipo-translate/fr/ SDL MultiTrans : voir le descriptif sous OACI SDL Trados : voir descriptif sous PNUE SDL WorldServer : système de gestion des traductions commerciales avec cadre personnalisable myCat : un concordancier composé d'un aligneur de texte et un système de détection des citations Voir http://simple-shift.com/myCat.html
28) OMM	En préparation	Produit du commerce	Un appel d'offres est en cours pour choisir un logiciel efficace qui intégrerait la traduction automatique. Le Département des services linguistiques, des conférences et des publications testera les mêmes logiciels que ceux qu'il a examinés dans le cadre des travaux du Groupe des services linguistiques, des conférences et des publications sur les outils de traduction assistée par ordinateur et la traduction automatique. Une fois qu'un nouvel outil de traduction assistée par ordinateur aura été choisi, le Département des services linguistiques, des conférences et des publications devra rendre compte aux pays membres de l'OMM de la rentabilité de l'investissement. L'utilisation de la traduction automatique deviendra obligatoire en 2020.

Répertoire des autres outils utilisés au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	
Bitext Aligner	Bitext Aligner est une application permettant de créer des documents bilingues parallèles et de corriger l'alignement.
DCPMS	Documents, Conference and Production Management System (DCPMS) (Système de gestion des documents, des conférences et de la production) est une application de planification, de traitement et de gestion des documents destinée aux utilisateurs des Offices des Nations Unies à Nairobi et à Vienne. Utilisateurs (en dehors du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) : AIEA, CEA, CEPALC, CESAP, CESAO, OMI, OMS, UIT et UNESCO.
Document Storage	Document Storage est un dépositaire de documents monolingues et de bitextes multilingues, doté d'une application connexe, File Manager.
eAPG	eAPG est une application de gestion des services d'interprètes, permanents et indépendants, qui prend en compte les diverses compétences. Utilisateurs (en dehors du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) : UIT et UNESCO
eLUNa Converter	eLUNa Converter for AKN4UN est un module d'eLUNa qui produit des documents que les machines peuvent lire, au format Akoma Ntoso pour le système des Nations Unies (AKN4UN), une norme technique internationalement acceptée pour les fichiers XML.
FAST	Fully Automated Speech-to-Text (FAST) est un projet de conversion entièrement automatisée de la parole au texte, qui serait utilisé pour les enregistrements audio dans les six langues officielles. La date de finalisation prévue est décembre 2021.
gData	gData est un outil de gestion des données communiquées par les services de conférence de tous les lieux d'affectation ; il n'est pas encore opérationnel, car une harmonisation plus poussée des données est en cours.
gDoc2.0	gDoc2.0 est une plateforme mondiale commune qui sera utilisée par tous les lieux d'affectation et facilitera la gestion des flux de documentation et des capacités au niveau mondial.
gMeets	gMeets est une plateforme mondiale pour la planification des réunions et la prestation des services connexes, y compris les services d'interprétation. Utilisateurs (en dehors du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) : AIEA, CEA, CESAP, CESEF, OACI et UNESCO.
gText	gText est une plateforme mondiale qui met à disposition des traducteurs permanents et contractuels une suite complète et uniforme d'outils linguistiques et leur donne un accès continu aux informations de base nécessaires à des traductions de qualité. Il intègre des documents, de la terminologie, des références et des solutions de traduction assistée par ordinateur et de traduction automatique dans toutes les langues officielles et dans un environnement unique.
One-Stop Shop	One-Stop Shop est une application qui fournit un point d'entrée unique pour demander des services de conférence, dont certains ne sont pas du ressort du Département, tels que les services audiovisuels, la diffusion en continu sur le Web et la sécurité.
TAPTA4UN	TAPTA4UN est un outil statistique de traduction automatique mis au point par l'OMPI et intégré à eLUNa dans toutes les langues officielles et en allemand. Il est fondé sur la technologie open-source Moses et repose sur un corpus de près de 90 000 documents traduits des Nations Unies.
Vidcruiter	Vidcruiter est un outil de vérification à distance. La phase d'essai pilote a montré que des questions techniques concernant la configuration du matériel et de la connexion à Internet restent à résoudre.
XB calculator	XB calculator est un outil en ligne qui génère des estimations de coûts en libre-service pour différents scénarios possibles. Il ne se substitue pas à la procédure d'approbation.
XML	XML est un langage de balisage créé pour définir une syntaxe de codage des documents que les humains et les machines peuvent lire. Pour ce faire, il utilise des balises qui définissent la structure du document ainsi que la manière dont le document doit être stocké et transmis.

Glossaire des outils supplémentaires pertinents utilisés dans les organisations du système des Nations Unies	
Akoma Ntoso	Akoma Ntoso est utilisée pour structurer les documents de conférence, législatifs et judiciaires sous forme de fichiers XML OASIS lisibles par une machine. Ce format est idéal non seulement pour la diffusion multicanal et la conservation à long terme des fichiers numériques, mais aussi pour faciliter le traitement automatique indispensable au développement de services d'information intelligents.
AKN4UN	Akoma Ntoso pour le système des Nations Unies (AKN4UN) est une version du système Akoma Ntoso adaptée au balisage des documents des Nations Unies. Il s'agit d'une norme technique internationale open source applicable aux fichiers XML. Aux fins du cadre d'interopérabilité sémantique des Nations Unies pour les documents normatifs et les documents destinés aux organes délibérants, Akoma Ntoso a été ajustée pour répondre aux exigences spécifiques des documents normatifs dans le système des Nations Unies, ce qui a donné naissance à Akoma Ntoso pour le système des Nations Unies (AKN4UN). www.youtube.com/watch?v=uChU1mXf08A&list=PLtDjcr514XgIa0zMhfxiaCA6fLzLfm2VH&index=1 www.youtube.com/watch?v=3nMzPK_qJ88&list=PLtDjcr514XgIa0zMhfxiaCA6fLzLfm2VH&index=2 www.youtube.com/watch?v=mcgy5G1hoic&list=PLtDjcr514XgIa0zMhfxiaCA6fLzLfm2VH&index=4
UNSIF	Le cadre d'interopérabilité sémantique des Nations Unies pour les documents normatifs et les documents destinés aux organes délibérants a été adopté par le Comité de haut niveau sur la gestion du CCS en 2017. L'adoption de ce cadre a jeté les bases de l'établissement d'un écosystème documentaire à l'échelle du système qui favorisera la collaboration et réduira les coûts de gestion de l'information dans l'ensemble du système en transformant le réseau d'informations contenues dans les documents mis en forme en traitement de texte traditionnel en un réseau de données pouvant être interprétées par les ordinateurs pour générer des services innovants. www.unsystem.org/content/unsif-akn4un
WIPO S2T	WIPO S2T est un système de reconnaissance vocale mis au point en interne et s'appuyant sur l'intelligence artificielle, qui retranscrit automatiquement sous forme de texte une déclaration orale (speech-to-text).
WIPO Translate	WIPO Translate est un logiciel de traduction de documents spécialisés.

Universités ayant signé des accords ou participé à des projets avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Département de la communication globale

Nom de l'université et emplacement de son siège		Type d'accord et année de signature ou de renouvellement			Titres des documents et liens Internet
		Mémoire d'accord	Accord de formation pratique à distance	Accord d'association	
1	Université Ain Shams (Faculté d'Al-Asun), Le Caire (Égypte)	2012	2019		<p>Mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université Ain Shams (représentée par la Faculté d'Al-Asun) sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique</p> <p>https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/ain_shams_mou.compressed/\$FILE/ain_shams_mou.compressed.pdf</p> <p>Accord de formation pratique à distance (1) entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université Ain Shams pour la collaboration dans un stage de traduction</p> <p>https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/page.xsp?key=Outreach-PAMCIT</p>
2	Université d'études étrangères de Beijing (Chine)	2008	2019		<p>Mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université des études étrangères de Beijing sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique</p> <p>https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/beijing_mou/\$FILE/beijing_mou.pdf</p> <p>Accord de formation pratique à distance (2) entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université d'études étrangères de Beijing pour la collaboration dans un stage de traduction</p> <p>https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/page.xsp?key=Outreach-PAMCIT</p>
3	Université de Damas (Syrie)	2010			<p>Mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université de Damas sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique</p> <p>https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/damascous_mou_/FILE/damascous_mou_.pdf</p>
4	École supérieure Roi Fahd de traduction, Université Abdelmalek Essaadi, Tanger (Maroc)	2016 et 2018			<p>Mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'École Roi Fahd de traduction, Université Abdelmalek Essaadi, sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique</p> <p>https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/mou_signed_exp_1_june_2018/\$FILE/mou_signed_exp_1_june_2018.pdf</p> <p>Mémoire d'accord sur les services de traduction à titre gracieux avec le Département des communications mondiales (anciennement le Département de l'information publique) (1^{re} de 5 Universités)</p>

Nom de l'université et emplacement de son siège		Type d'accord et année de signature ou de renouvellement			Titres des documents et liens Internet
		Mémorandum d'accord	Accord de formation pratique à distance	Accord d'association	
5	Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, France	2010			Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'École supérieure d'interprètes et de traducteurs, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/esit_mou.compressed/\$FILE/esit_mou.compressed.pdf
6	Université d'études étrangères de Guangdong, Guangzhou (Chine)	2011			Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université d'études étrangères de Guangdong sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/guangdong_mou.compressed/\$FILE/guangdong_mou.compressed.pdf
7	Institut de management et communication interculturels, Arcueil (France)	2010 et 2018			Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Institut de management et communication interculturels sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/isit_mou.compressed/\$FILE/isit_mou.compressed.pdf Mémorandum d'accord sur les services de traduction à titre gracieux avec le Département de la communication globale (anciennement Département de l'information) (2° de 5 universités)
8	Université d'État de Moscou Lomonosov (Fédération de Russie)	2010 et 2018	2019		Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université d'État Lomonosov de Moscou (École supérieure de traduction et d'interprétation) sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/Lomonosov%20MOU.compressed/\$FILE/Lomonosov%20MOU.compressed.pdf Mémorandum d'accord sur les services de traduction à titre gracieux avec le Département des communications mondiales (anciennement le Département de l'information publique) (3° de 5 universités) Accord de formation pratique à distance (3) entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université linguistique d'État de Moscou pour la collaboration dans un stage de traduction https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/page.xsp?key=Outreach-PAMCIT
9	Middlebury Institute of International Studies, Monterey (États-Unis)	2009			Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Middlebury Institute of International Studies de Monterey sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/middlebury_mou.compressed/\$FILE/middlebury_mou.compressed.pdf

Nom de l'université et emplacement de son siège		Type d'accord et année de signature ou de renouvellement			Titres des documents et liens Internet
		Mémoire d'accord	Accord de formation pratique à distance	Accord d'association	
10	Université linguistique d'État de Minsk, (Biélarus)	2010			Mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université linguistique d'État de Minsk sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/minsk_mou.compressed/\$FILE/minsk_mou.compressed.pdf
11	Institut d'État des relations internationales de Moscou (Fédération de Russie)	2009			Mémoire d'accord entre l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (Université) et l'Organisation des Nations Unies sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/moscow_mou.compressed/\$FILE/moscow_mou.compressed.pdf
12	Université Saint-Joseph, Beyrouth (Liban)	2010			Mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université Saint-Joseph sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/saint-joseph_mou.compressed/\$FILE/saint-joseph_mou.compressed.pdf
13	Université des études internationales de Shanghai (Chine)	2008 et 2014	2019		Mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université des études internationales de Shanghai sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/shanghai_mou.compressed/\$FILE/shanghai_mou.compressed.pdf Mémoire d'accord sur les services de traduction à titre gracieux avec le Département de la communication globale (anciennement Département de l'information) (4 ^e de 5 universités) Accord de formation pratique à distance (4) entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université des études internationales de Shanghai pour la collaboration dans un stage de traduction https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/shanghai_rpa/\$FILE/RPA%20SISU%20-%20Signed%20by%20both%20the%20UN%20&%20Univ.pdf
14	Université américaine du Caire (Égypte)	2010			Mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université américaine du Caire sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/the_american_university_in_cairo_mou.compressed/\$FILE/the_american_university_in_cairo_mou.compressed.pdf

Nom de l'université et emplacement de son siège	Type d'accord et année de signature ou de renouvellement			Titres des documents et liens Internet
	Mémorandum d'accord	Accord de formation pratique à distance	Accord d'association	
15 Université pédagogique d'État de Herzen, Saint-Petersbourg, (Fédération de Russie)	2008			Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université pédagogique d'État de Herzen (Russie) sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/the_herzen_mou.compressed/\$FILE/the_herzen_mou.compressed.pdf
16 Université nationale de Cordoba (Argentine)	2012	2019		Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université nationale de Cordoba sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/universidad_nacional_de_cordoba_mou.compressed/\$FILE/universidad_nacional_de_cordoba_mou.compressed.pdf Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université nationale de Cordoba pour la collaboration dans un stage de traduction https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/page.xsp?key=Outreach-PAMCIT
17 Université de Genève (Suisse)	2009			Mémorandum d'accord entre les Nations Unies et l'Université de Genève sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/universite_de_geneve_mou.compressed/\$FILE/universite_de_geneve_mou.compressed.pdf
18 Université de Mons (Belgique)	2010			Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université de Mons sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/universite_de_mons_mou.compressed/\$FILE/universite_de_mons_mou.compressed.pdf
19 Université de Bath (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	2009			Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université de Bath sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/university_of_bath_mou.compressed/\$FILE/university_of_bath_mou.compressed.pdf
20 Université de Nairobi (Kenya)	2010			Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université de Nairobi sur la coopération en matière de formation du personnel linguistique au niveau postuniversitaire https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/university_of_nairobi_mou.compressed/\$FILE/university_of_nairobi_mou.compressed.pdf Partenaire en tant que l'une des cinq universités du Consortium panafricain pour un master en interprétation et traduction (PAMCIT). Voir https://pamcit.unon.org et (en tant que PAMCIT 1) https://pamcit.unon.org/universities/university-nairobi

Nom de l'université et emplacement de son siège	Type d'accord et année de signature ou de renouvellement			Titres des documents et liens Internet
	Mémorandum d'accord	Accord de formation pratique à distance	Accord d'association	
21 Université de Salamanque (Espagne)	2008 et 2007			Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université de Salamanque sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/university_of_salamanca_mou.compressed/\$FILE/university_of_salamanca_mou.compressed.pdf Mémorandum d'accord sur les services de traduction à titre gracieux avec le Département des communications mondiales (anciennement le Département de l'information publique) (5 ^e de 5 Universités)
22 Université de Westminster (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	2008			Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université de Westminster sur la coopération en matière de formation des candidats aux concours de recrutement de personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/university_of_westminster_mou/\$FILE/university_of_westminster_mou.pdf
23 Université féminine du Sacré Cœur, Lima (Pérou)		2019		Accord de formation pratique à distance (5) entre l'Organisation des Nations Unies et l'Universidad Femenina del Sagrado Corazón pour la collaboration dans un stage de traduction https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/page.xsp?key=Outreach-PAMCIT
24 Université des Indes occidentales, Kingston (Jamaïque)		2019		Accord de formation pratique à distance (6) entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université des Indes occidentales pour la collaboration dans le domaine de la traduction https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/page.xsp?key=Outreach-PAMCIT
25 Université de Belgrano, Buenos Aires (Argentine)		2016	2019	Accord de formation pratique à distance (7) entre l'Organisation des Nations Unies et la Fundación Universidad de Belgrano « Dr. Avelino Porto » pour la collaboration dans un stage de traduction https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/belgrano_rpa/\$FILE/Agreement%20bet.%20the%20UN%20and%20Fund.%20Univ.%20de%20Belgrano%20-%20translation%20practicum.pdf Accord d'association entre l'Organisation des Nations Unies et la Fundación Universidad de Belgrano « Dr. Avelino Porto » sur l'association au Programme de coopération des Nations Unies pour la formation du personnel linguistique https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/files/belgrano_ama/\$FILE/Signed%20AMA%20-%20Belgrano%20University.pdf
26 Université de la République, Montevideo, (Uruguay)			À venir	Accord d'association entre l'Organisation des Nations Unies et l'Universidad de la República pour la collaboration dans un stage de traduction https://languagecareers.un.org/dgacm/Langs.nsf/page.xsp?key=Outreach-PAMCIT

Nom de l'université et emplacement de son siège	Type d'accord et année de signature ou de renouvellement			Titres des documents et liens Internet
	Mémorandum d'accord	Accord de formation pratique à distance	Accord d'association	
27 École supérieure de traducteurs et d'interprètes (ASTI), Université de Buea (Cameroun)				Partenaire en tant que l'une des cinq universités du Consortium panafricain pour un master en interprétation et traduction (PAMCIT) Voir https://pamcit.unon.org/ et (en tant que PAMCIT 2) https://pamcit.unon.org/universities/advanced-school-translators-interpreters-asti-university-buea
28 Université du Ghana, Accra (Ghana)				Partenaire en tant que l'une des cinq universités du Consortium panafricain pour un master en interprétation et traduction (PAMCIT) Voir https://pamcit.unon.org/ et (en tant que PAMCIT 3) https://pamcit.unon.org/universities/university-ghana
29 Université pédagogique du Mozambique, Maputo (Mozambique)				Partenaire en tant que l'une des cinq universités du Consortium panafricain pour un master en interprétation et traduction (PAMCIT) (Voir https://pamcit.unon.org/ et (en tant que PAMCIT 4) https://pamcit.unon.org/universidade-pedagogica-de-mocambique
30 Université Gaston Berger, Saint-Louis (Sénégal)				Partenaire en tant que l'une des cinq universités du Consortium panafricain pour un master en interprétation et traduction (PAMCIT) Voir https://pamcit.unon.org/ et (en tant que PAMCIT 5) https://pamcit.unon.org/universities/universite-gaston-berger

Programmes de formation linguistique dans les organisations participantes

Organisations participantes et entités	Qui sont les apprenants ?								Qui paye quoi ?			Type de cours disponibles					Langues			Précisions sur les frais et les cours proposés, également dans des langues autres que les langues officielles
	Personnel	Personnel temporaire	Administrateurs auxiliaires	Vacataires	Autres non-fonctionnaires	Stagiaires	Famille	Représentants des États Membres et leur famille	Gratuit	Remboursement partiel des frais	Remboursement intégral des frais	Enseignement direct en classe	Enseignement en ligne en direct	Enseignement en ligne à un rythme personnalisé	Apprentissage mixte	Immersion culturelle	Langues officielles	Langue du pays d'accueil	Langues locales	
<i>Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes</i>																				
1	Organisation des Nations Unies																			
	Siège du Secrétariat	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Personnel Stagiaires Représentants ^a Autres ^b	-	Autres ^b	✓	✓	✓	✓	-	✓	-	-	Pour les participants non payants, voir https://hr.un.org/page/eligibility
	ONUG	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Personnel Stagiaires	-	Autres ^b non-fonctionnaires	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	
	ONUN	✓	-	-	-	-	-	✓	Personnel Stagiaires	-	✓	✓	-	✓	-	-	✓	✓	✓	Italien, kiswahili et portugais
	CEA	✓	✓	✓	✓	✓	✓	-	Personnel Stagiaires	-	Autres ^b	✓	-	✓	✓	-	✓	✓	-	Cours non disponibles en chinois et en amharique (langue du pays d'accueil)
	CEE	✓	✓	✓	✓	✓	✓	-	Personnel Stagiaires	-	Autres ^b	✓	-	-	-	-	✓	-	-	Service assuré par l'ONUG

Organisations participantes et entités	Qui sont les apprenants ?								Qui paye quoi ?			Type de cours disponibles					Langues			Précisions sur les frais et les cours proposés, également dans des langues autres que les langues officielles	
	Personnel	Personnel temporaire	Administrateurs auxiliaires	Vacataires	Autres non-fonctionnaires	Stagiaires	Famille	Représentants des États Membres et leur famille	Gratuit	Remboursement partiel des frais	Remboursement intégral des frais	Enseignement direct en classe	Enseignement en ligne en direct	Enseignement en ligne à un rythme personnalisé	Apprentissage mixte	Immersion culturelle	Langues officielles	Langue du pays d' accueil	Langues locales		
	CEPALC	✓	-	-	-	✓	✓	-	-	Personnel	-	-	✓	-	-	-	-	✓	-	-	
	CESAP	✓	-	-	✓	✓	✓	✓	✓	Personnel	-	-	✓	✓	-	-	-	✓	-	-	
	CESAO	✓	✓	-	-	-	-	-	-	Personnel	-	-	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	Cours non disponibles en chinois et en russe
2	ONUSIDA	✓	✓	✓	-	✓	✓	✓	-	-	Personnel (50 %)	Autres ^b	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	
3	CNUCED	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	-	-	-	-	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	
4	ITC	✓	✓	✓	-	-	✓	✓	-	-	-	Autres ^b	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	
5	PNUD	✓	✓	✓	-	-	✓	✓	-	Personnel	Personnel	Personnel	✓	✓	✓	✓	-	✓	-	✓	Frais à la charge du personnel sur la base du budget par site
6	PNUÉ	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	-	Personnel	-	Autres ^b									
7	FNUAP	✓	-	-	-	-	-	-	-	Personnel	-	-	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	
8	ONU-Habitat																				Aucune information n'a été fournie
9	HCR	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	-	-	Personnel (30 à 50 %)	Autres ^b	✓	✓	-	✓	✓	✓	✓	-	

Organisations participantes et entités	Qui sont les apprenants ?									Qui paye quoi ?			Type de cours disponibles					Langues			Précisions sur les frais et les cours proposés, également dans des langues autres que les langues officielles
	Personnel	Personnel temporaire	Administrateurs auxiliaires	Vacataires	Autres non-fonctionnaires	Stagiaires	Famille	Représentants des États Membres et leur famille	Gratuit	Remboursement partiel des frais	Remboursement intégral des frais	Enseignement direct en classe	Enseignement en ligne en direct	Enseignement en ligne à un rythme personnalisé	Apprentissage mixte	Immersion culturelle	Langues officielles	Langue du pays d' accueil	Langues locales		
10	UNICEF	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Personnel	-	-	✓	✓	-	-	-	✓	-	-	
11	ONUDC/ONU	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Personnel Stagiaires	-	Autres ^b	✓	-	-	-	-	✓	✓	-	Allemand (langue du pays d'accueil)
12	UNOPS	✓	-	-	-	-	-	-	-	Personnel	-	-	✓	-	-	-	-	✓	-	-	
13	UNRWA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
14	ONU-Femmes	✓	-	-	-	-	-	-	-	Personnel	-	-	✓	✓*	-	-	-	✓	-	-	
15	PAM	✓	✓	✓	-	-	✓	✓	-	Personnel	-	Autres ^b	✓	✓	✓	✓	-	✓	-	-	
<i>Institutions spécialisées et AIEA</i>																					
16	FAO	✓	✓	✓	-	-	✓	✓	-	Personnel	-	Autres ^b	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	
17	AIEA	✓	✓	✓	-	-	✓	✓	-	Personnel**	-	Autres ^b	✓	-	✓	✓	-	✓	✓	-	
18	OACI	☐	-	-	-	-	-	-	-	Personnel	-	-	✓	-	-	-	-	✓	-	-	
19	OIT	✓	✓	✓	-	-	-	☐	-	Personnel	Personnel Stagiaires Autres ^b	Autres ^b	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	Allemand et portugais
20	OMI	☐	-	-	-	-	-	-	-	Personnel	-	-	-	-	-	-	-	✓	-	-	
21	UIT	✓	✓	✓	✓	-	-	☐	-	Personne Stagiaires	-	-	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	

	Organisations participantes et entités	Qui sont les apprenants ?								Qui paye quoi ?			Type de cours disponibles					Langues			Précisions sur les frais et les cours proposés, également dans des langues autres que les langues officielles
		Personnel	Personnel temporaire	Administrateurs auxiliaires	Vacataires	Autres non-fonctionnaires	Stagiaires	Famille	Représentants des États Membres et leur famille	Gratuit	Remboursement partiel des frais	Remboursement intégral des frais	Enseignement direct en classe	Enseignement en ligne en direct	Enseignement en ligne à un rythme personnalisé	Apprentissage mixte	Immersion culturelle	Langues officielles	Langue du pays d'accueil	Langues locales	
22	UNESCO	✓	✓	✓	✓	-	✓	✓	-	Personnel	-	Autres ^b	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	
23	ONUDI	✓	✓	✓	✓	-	✓	✓	-	-	Personnel (50 % pour l'allemand)	Autres ^b	-	-	-	-	-	✓	-	-	Allemand (langue du pays d'accueil)
24	OMT	✓	✓	✓	✓	-	✓	-	-	-	-	-	✓	-	-	-	-	✓	-	-	
25	UPU	✓	-	-	-	-	-	-	-	Personnel	-	-	✓	-	-	-	-	✓	-	-	Allemand, anglais et espagnol
26	OMS	✓	✓	✓	✓	-	-	✓	-	-	-	Autres ^b	-	✓	✓	✓	-	✓	✓	-	Allemand et portugais
27	OMPI	✓	-	-	✓	-	-	✓	-	Personnel	-	Autres ^b	✓	-	✓	✓	-	✓	-	-	
28	OMM	✓	✓	✓	✓	-	-	✓	-	Personnel	-	Autres ^b	✓	-	✓	✓	-	✓	-	✓	

^a Voir la liste complète des participants bénéficiant de la gratuité du programme à l'adresse <https://hr.un.org/page/eligibility>.

^b Consultants, conjoints des membres du personnel ou membres du personnel des missions permanentes.

^c Cours gratuits pour le personnel à condition qu'ils soient suivis avec succès; en particulier, à l'OMPI, à condition que la langue soit « essentielle » ou requise pour le travail en cours.

Note : L'UNRWA ne propose aucune formation linguistique dans aucune langue.

Accords de partenariat entre le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et des associations internationales de professionnels des langues : l'Association internationale des interprètes de conférence (AIIC) et l'Association internationale des traducteurs de conférence (AITC)

Accord CCS-AIIC

Organisations parties à l'Accord entre le CCS et l'Association internationale des interprètes de conférence (AIIC) qui régit les conditions d'emploi des interprètes de conférence recrutés pour de courtes périodes, 2019^a

Association internationale des interprètes de conférence (AIIC)
 Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Commission préparatoire de l'OTICE)
 Fonds international de développement agricole (FIDA)
 Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
 Organisation des Nations Unies (y compris ses départements, bureaux et commissions régionales^b, ainsi que ses fonds et programmes^c et autres entités administrées par le Secrétariat de l'ONU^d)
 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
 Organisation internationale du Travail (OIT) (y compris ses bureaux régionaux)
 Organisation maritime internationale (OMI)
 Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
 Organisation mondiale de la Santé (OMS) (y compris ses bureaux régionaux et programmes)^e
 Organisation météorologique mondiale (OMM)
 Organisation mondiale du tourisme (OMT)
 Programme alimentaire mondial (PAM)
 Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA),
 Union internationale des télécommunications (UIT)
 Union postale universelle (UPU)

^a Adresse consultée : <https://hr.un.org/sites/hr.un.org/files/handbook/CEB-AIIC%20agreement%201%20Jan%202019.pdf>.

^b CEA, CEE, CESAP, CESA0 et CEPALC.

^c HCR, UNICEF, CNUCED, PNUD, PNUE, ONU-Habitat, ONUDC, FNUAP et UNRWA.

^d HCDH, UNOPS, Université des Nations Unies (UNU), CCI, Tribunal pénal international pour l'ex - Yougoslavie, Tribunal pénal international pour le Rwanda et Commission d'indemnisation des Nations Unies.

^e Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, Bureau régional de l'OMS pour les Amériques, Bureau régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale, Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, Bureau régional de l'OMS pour l'Asie du Sud-Est, Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental et Centre international de recherche sur le cancer.

Entités où s'applique l'Accord CCS-AIIC

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
 Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)
 Centre du commerce international (ITC)
 Centre international de recherche sur le cancer (CIRC)
 Commission d'indemnisation des Nations Unies
 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)
 Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux
 Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
 Organisation mondiale du commerce (OMC)
 Organisation panaméricaine de la santé (OPS)
 Université des Nations Unies (UNU)

Accord CCS-AITC

Organisations parties à l'Accord entre le CCS et l'Association internationale des traducteurs de conférence (AITC) qui régit les conditions d'emploi des traducteurs de conférence recrutés pour de courtes périodes et du personnel responsable de fonctions connexes (rév. 28 mai 2019)

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
 Association internationale des traducteurs de conférence (AITC)
 Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Commission préparatoire de l'OTICE)
 Cour pénale internationale (CPI)
 Fonds international de développement agricole (FIDA)
 Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
 Organisation des Nations Unies (y compris ses départements, bureaux et commissions régionales, et autres entités administrées par le Secrétariat de l'ONU)
 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
 Organisation internationale du Travail (OIT) (y compris ses bureaux régionaux)
 Organisation maritime internationale (OMI)
 Organisation météorologique mondiale (OMM)
 Organisation mondiale du tourisme (OMT)
 Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
 Organisation mondiale de la Santé (OMS) (y compris ses bureaux régionaux et programmes)
 Union internationale des télécommunications (UIT)
 Union postale universelle (UPU)

Aperçu des mesures à prendre par les organisations participantes pour donner suite aux recommandations du Corps commun d'inspection

	Effets escomptés	Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes														Institutions spécialisées et AIEA														
		CCS	Organisation des Nations Unies*	ONUSIDA	CNUCED	ITC	PNUD	PNUE	FNUAP	ONU-Habitat	HCR	UNICEF	ONUDC	UNOPS	UNRWA	ONU-Femmes	PAM	FAO	AIEA	OACI	OIT	OMI	UIT	UNESCO	ONUDI	OMC	UPU	OMS	OMPI	OMM
Rapport	Pour suite à donner	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Pour information	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recommandation 1	a		L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L
Recommandation 2	c		L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L
Recommandation 3	f		E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E
Recommandation 4	f		L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L
Recommandation 5	d		E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E
Recommandation 6	d		E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E	E
Recommandation 7	c		E																											

Légende :

- L :** Recommandation pour décision de l'organe délibérant.
- E :** Recommandation pour décision par le chef de secrétariat.
- Cette entité n'est pas tenue de donner suite à la recommandation.

Effets escomptés :

- a :** amélioration de la transparence et de l'application du principe de responsabilité **b :** diffusion des bonnes/meilleures pratiques **c :** renforcement de la coordination et coopération
- d :** renforcement de la cohérence et de l'harmonisation **e :** renforcement du contrôle et de la conformité **f :** amélioration de l'efficacité **g :** importantes économies financières
- h :** amélioration de l'efficacité **i :** autre.

* Comme décrit dans la circulaire ST/SGB/2015/3.